

00867  
A. GORDON HOLMES  
COMMONWEALTH MICROFILM  
3395 AMERICAN DR, UNIT 11  
MISSISSAUGA  
L4V 1T5  
ONT  
9007

60¢

# LIBERTÉ

Volume 76 n° 50 Saint-Boniface, du 9 au 15 mars 1990

À votre service  
Denis Marcoix (gérant)  
Philippe W. Lavack Yvon Tétreault  
SALON MORTUAIRE  
**Desjardins**  
357, RUE DES MEURONS Tél. 233-4949

ASSURANCES **AUTOPAK**  
**D'ESCHAMBAULT**  
136, BOULEVARD PROVENCHER  
GILBERT D'ESCHAMBAULT  
Tél.: 237-4816

## Paroles de femme

La Journée internationale de la femme est passée (8 mars), mais les problèmes au quotidien sont toujours là. Une Franco-Manitobaine victime de violences en témoigne dans La Liberté. **Page 21.**

## Lettres

Les éditoriaux de La Liberté, La Fourche, Placide Gaboury, la politique linguistique chez Safeway. Rien n'échappe à la plume acérée des lecteurs qui nous ont écrit cette semaine. **Pages 4 et 5.**

## Jeunesse Jaze: 3e édition

Les jeunes journalistes du CJP ont repris leur calepin et leur goût de l'information pour nous livrer un journal vraiment différent, que l'on peut lire dans les pages centrales de La Liberté.

## Hanover-Taché: le miracle des Habs

Les demi-finales de la Ligue Hanover-Taché se poursuivent, et les Habs de La Broquerie continuent leur irrésistible ascension. Qui les arrêtera? **Page 17.**

## La Salle a 100 ans

Les fêtes du centenaire de La Salle commenceront dès le 22 avril. **Page 10.**

## Citation de la semaine

**«Les enfants ne voient pas les clôtures que fabriquent les adultes».**

C'est un grand enfant qui vous le dit: Gérald Paquin qui, avec Roland Lavoie, réalise SMAC, une émission pour les jeunes présentée par Radio-Canada. **Lire page 14.**



photo: Lucien Chaput

## Prix littéraires: les lauréats

Après Gabrielle Roy et Margaret Laurence, c'est au tour des Simone Chaput, Charles Leblanc, Carol Matas, Sandra Birdsell et David Arnason, une nouvelle génération d'auteurs manitobains, de maintenir la réputation du Manitoba: une province fertile pour les écrivaines et écrivains canadiens.

Ci-haut, cinq des huit finalistes du Prix littéraire La Liberté pour le meilleur livre manitobain écrit en français en 1988 et 1989 (une valeur de 2 500\$) et

du McNally Robinson Manitoba Book of the Year Award 1989 pour le meilleur livre manitobain écrit en anglais (une valeur de 2 500\$).

On reconnaît (de g. à d.) les participants à un après-midi littéraire organisé par la Manitoba Writers' Guild, dimanche 4 mars: Carol Matas, Sandra Birdsell, Charles Leblanc, Simone Chaput et David Arnason.

**A lire la semaine prochaine: notre section spéciale consacrée aux auteurs du Manitoba.**



photo: Philippe Descamps

Les étudiants du cours de théâtre du CUSB présentent «Le Mariage Forcé» de Molière. Lire page 15.

**Chez U & R nous préparons le meilleur «retour» pour votre argent.**

**Garantie.**

Cette année apportez votre déclaration d'impôt à un de nos bureaux.



**U&R TAX SERVICES**

100% Canadian — Offices Nationwide

**À Saint-Boniface**

196, rue Goulet angle Kenny

Lundi au vendredi 9h00 à 20h00  
Samedi 10h00 à 16h00

**949-3661**

Avec ou sans rendez-vous,  
il nous fera plaisir de vous servir.





## Le Service de conseiller

vous invite à son  
souper-bénéfice

Conférencier invité: M. Alfred Monnin  
Spectacle par Pat Joyal

Le vendredi 16 mars 1990  
Hôtel Norwood

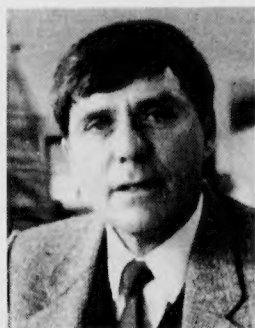
Coût 50\$ par personne  
(un reçu de 25\$ pour fins d'impôt vous sera remis)  
Billets en vente au Service de conseiller jusqu'au 14 mars

261, rue Des Meurons  
Saint-Boniface R2H 2M9  
237-8295

## CAYOUCHE



C'T'AFFAIRE-LÀ QU'ON VOUE LA-BAS  
CÉ COMME QUE-T'GHOSE  
QU'ON VOUE AU CARCLE MOLIÈRE:  
UNE TARGÉDIE COMIQUE  
OU BEDON... UNE COMÉDIE  
TARGIQUE ??



Ronald Duhamel  
Député fédéral  
de Saint-Boniface

Arrêtons  
la surimposition  
du gouvernement!

Joignez-vous  
à la campagne  
nationale  
contre la TPS.

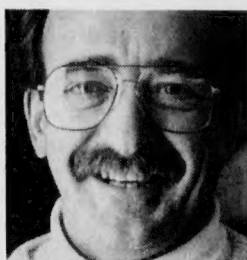
Entre le 12 et le 16 mars,  
votez contre la TPS.

Votez en composant  
**1-900-720-6052**

• service 24 heures • frais de 50 cents seront portés  
à votre compte de téléphone.

## SOMMAIRE

### ACTUEL



Gilles Beaudry du Service de  
Conseiller. Page 6.

- **Route:** les méandres de la 75. Page 3.
- **Eau:** 64% de oui pour un nouveau système d'eau à Saint-Malo. Page 9.
- **Édito:** Le fond du Lac Meech: les libertés individuelles. Page 4.
- **Lettres:** page 4.
- **Counselling:** le Service de Conseiller a toujours besoin d'aide. Page 6.
- **Santé:** l'hôpital et le Foyer de Lourdes ont une direction commune. Page 7.
- **Radio:** une nouvelle fréquence pour CKXL. Page 7.
- **Nature:** un camp de jeunes au centre Fort Whyte. Page 8.
- **Patrimoine:** La Salle va fêter ses 100 ans. Page 10.
- **Éducation:** des bons points pour les éducateurs. Page 11.

### CULTUREL

- **Télé:** Smac ou comment rejoindre les jeunes. Page 14.
- **Suivez le guide:** le musée des Beaux-Arts de Winnipeg. Page 14.
- **Philatélie:** vente de timbres et de livres. Page 14.
- **Théâtre:** Molière revisité au CUSB. Page 15.
- **Lectures:** page 15.
- **Rendez-vous:** page 16.

### SPORTS

- **LNH:** les Nordiques en panne de maîtres. Page 17.
- **Hanover-Taché:** les demi-finales se poursuivent. Page 17.

### SOCIÉTÉ



Micheline Lafond, premier ministre  
du Parlement jeunesse.  
À la une du 3<sup>e</sup> Jeunesse jaze.

- **Femmes:** le témoignage d'une Franco-Manitobaine victime de violences. Page 21.
- **Offres d'emploi:** pages 18 et 19.
- **Nécrologies:** page 19.
- **Passion:** le chemin de croix de Ghéan en tournée. Page 20.
- **Bicolo:** pages 22 et 23.
- **Télé-horaire:** pages 24 et 25.
- **T'es en parenté avec qui,** toi? Page 26.
- **Claude Blanchette,** ptre. Page 26.
- **Le fruit exotique de la semaine.** Page 26.
- **Petites annonces:** page 26.
- **Quiz:** page 27.
- **Recette:** page 27.

## Le MANITOBA de A à Z

- **Eastman:** page 11.
- **La Salle:** page 10.
- **La Rouge:** page 11.
- **Manitoba:** page 20.
- **Montcalm:** page 3.
- **Notre-Dame-de-Lourdes:** pages 7 et 11.
- **Sainte-Agathe:** page 9.
- **Saint-Boniface:** page 7.
- **Saint-Malo:** pages 3 et 15.
- **Saint-Pierre-Jolys:** page 11.
- **Sainte-Rose-du-Lac:** pages 11 et 13.
- **Winnipeg:** page 14.



## À TOUS LES INTÉRESSÉS AU CHANT:

L'Alliance chorale Manitoba vous invite à un  
**MÉLO-MANI PROVINCIAL**

**Dates:** 16, 17 et 18 mars 1990  
**Endroit:** Collège de Saint-Boniface  
**Animateurs:** MM. Alain Lancôt de l'Alliance des chorales du Québec, Marcien Ferland et Guy Boulianne  
**Coûts:** Adultes: 20\$; 18 ans et moins: 15\$

**Venez chanter avec nous!**

Pour de plus amples renseignements ou pour vous inscrire, communiquez avec Gilles Landry au 233-7423 entre 13h et 17h du lundi au vendredi.

## LA LIBERTÉ

Journal hebdomadaire publié  
le vendredi par  
la Société Presse-Ouest Limitée.

Le journal de l'année  
1984, 1985, 1986, 1987, 1988  
de

**APF** Association de la  
presse francophone

Heures de bureau: 9h à 17h  
du lundi au vendredi.

Toute correspondance doit être  
adressée à La Liberté, Case postale  
190, Saint-Boniface (Manitoba) R2H  
3B4.

Téléphone: (204) 237-4823.

Télexcopieur: (204) 231-1998.

La Liberté est imprimée sur les  
presses de Derksen Printers.

Enregistré comme courrier  
de deuxième classe. No 0477.



## Au Canada

### Contestation judiciaire: 4 mois de sursis

Le programme de contestation judiciaire, qui permet aux minorités d'obtenir de l'argent du fédéral pour défendre devant les cours leurs droits linguistiques, devrait être prolongé pour une période provisoire de 4 mois.

Le Secrétaire d'État, Gerry Weiner, a obtenu pour ce faire l'autorisation du Conseil du Trésor. La prolongation du programme, qui devait normalement s'achever le 31 mars, donnera plus de temps au gouvernement fédéral pour étudier les recommandations d'un comité parlementaire sur cette question.

### Un comité épiscopal sur les agressions sexuelles

L'archevêque de Winnipeg, Mgr Adam Exner, est l'un des 3 évêques membres du Comité spécial de la Conférence des évêques catholiques du Canada sur l'Eglise et les agressions sexuelles.

Présidé par l'évêque de Gatineau-Hull, Mgr Roger Ebacher, et composé de 7 membres en tout (3 évêques, 2 laïques, 1 religieuse et 1 prêtre), le comité a pour mandat d'élaborer des directives que les diocèses catholiques du Canada pourront suivre pour venir en aide aux victimes et à leurs familles, ainsi qu'aux prêtres et religieux accusés d'agressions sexuelles.

### Parti conservateur: publicité pré-électorale?

Le Parti conservateur du Manitoba vient de lancer une campagne publicitaire radiophonique de 3 semaines vantant la politique du gouvernement de Gary Filmon.

«Où que vous regardiez, les impôts augmentent. Quelque part, un jour, quelqu'un devrait dire non. Au Manitoba, Gary Filmon a dit non aux impôts toujours plus hauts». Voilà une partie du message qui doit passer sur toutes les radios privées du Manitoba pour encore 2 semaines.

Coût de l'opération: 35 000\$, provenant exclusivement des caisses du Parti conservateur manitobain. Il ne s'agit pas de dépenses électorales, puisque la campagne électorale n'a pas encore commencé. Du moins pas officiellement.

## Accords et désaccords sur les travaux de la 75

La municipalité de Montcalm et le ministère de la Voirie et des Transports ont fait ensemble le point de leurs accords et de leurs désaccords concernant les travaux de la route 75 prévus pour 1991.

Suite aux propositions de la population et de la municipalité, le ministère de la Voirie et des Transports a retenu le principe d'un déplacement de la route 246 d'un mille vers le Nord.

Une nouvelle entrée du village sera créée en prolongement de la rue Caron. La jonction avec la 75 se fera à un mille au Nord de l'actuelle entrée ouest. Ce nouvel accès empruntera l'ancienne entrée nord qui est actuellement réservée aux petits véhicules.



Florent Beaudette, préfet de Montcalm.

vaux et l'entretien de la rue Caron jusqu'au centre du village, mais il ne veut pas assurer l'entretien de la partie sud de cette même rue.

En direction d'Emerson, l'ancienne route 14 sera améliorée pour servir de route de service. Pour cette route, le ministère de la Voirie veut bien assurer les travaux mais, deuxième désaccord, pas l'entretien.

Florent Beaudette, préfet de Montcalm, ne voit pas pourquoi la province ne ferait pas dans Montcalm ce qu'elle fait plus au Nord entre Aubigny et Winnipeg. Ces deux points de contentieux ainsi que des problèmes d'accès à Letellier (pour l'entreprise

Letellier Concrete et le Motel Restaurant) devraient faire l'objet de nouvelles discussions.

Les travaux prévus pour l'année 1990 concernent le terrassement de la seconde voie entre Aubigny et Morris d'une part, et entre Emerson et la rivière Marais d'autre part. Cette seconde voie devrait être pavée en 1991.

La municipalité rurale de Montcalm veut entreprendre les travaux sur les égouts de la rue Caron en même temps que les travaux de voirie, soit au plus tôt en 1991.

Ph.D.

### LETRE

La Liberté publie toutes les lettres qui lui sont adressées à condition que leur contenu ne soit pas diffamatoire et qu'elles soient signées.

Cette nouvelle entrée nécessite la réfection du pont enjambant la Rivière-aux-prunes et la remise à neuf de la rue Caron. Devenue route 246 entre la 75 et le centre du village, la rue Caron sera de la responsabilité de la province.

Premier désaccord: le ministère s'est engagé à payer les tra-

## SAINT-MALO

## 64% de oui au référendum sur l'eau

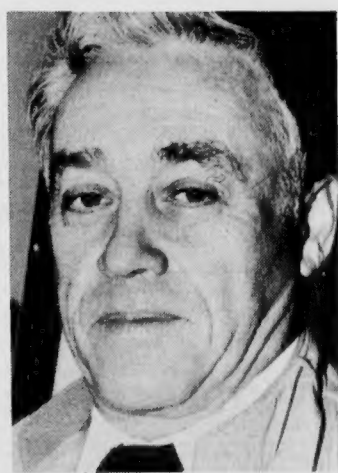
Suite au résultat favorable du référendum, le conseil municipal de De Salaberry a approuvé en 2e et 3e lecture le projet d'approvisionnement en eau pour Saint-Malo.

La population de Saint-Malo s'est prononcée par 123 voix contre 70 pour la réalisation d'un nouveau système. 248 électeurs étaient appelés aux urnes lundi 5 mars, soit un électeur par raccordement à l'actuel réseau de distribution, dans les limites du local 2.

### À l'été

Selon Fernand Bérard, préfet de De Salaberry: «C'est plus visible maintenant, la majorité est claire.» Le préfet s'attend à voir les travaux débiter pendant l'été.

Les pourparlers avec le gouvernement continue en vue




Fernand Bérard, préfet de De Salaberry.

d'obtenir de nouvelles subventions. Fernand Bérard souhaiterait que le coût total des travaux soit divisé en trois tiers: fédéral, provincial et local. Pour l'instant, sur un coût total de 634 700\$, un peu plus d'un tiers est payé grâce à une subvention provinciale et 401 000\$ reste à la charge des habitants de Saint-Malo.

Le prix à payer est proportionnel à la longueur de façade de chaque maison, dans un limite de 100 pieds. Chaque famille devra verser 18,90\$ par pied de façade, plus le prix du raccordement au réseau, soit 2 500\$ en moyenne.

Les habitants de Saint-Malo auront également la possibilité d'étaler le versement de cette somme sur une période de 20 ans. Dans ce cas, il leur faudra verser 2,52\$ par pied chaque année pendant 20 ans.

Ph.D.



## L'Éducation permanente

### COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

présentera une série de

### Conférences aux aînés

(50 ans et plus et retraité.e.s)


Fréquence :	Heures :	Lieu :
une conférence par semaine pendant 4 semaines	14h à 15h30	salle Langevin de l'Accueil Colombien, 200, rue Masson

Thèmes	Conférenciers	Date
La chanson à répondre au Manitoba	Marcien Ferland	le jeudi 22 mars
Santé 50 ans et plus : Perte ou profit	Edmond Beaudry	le jeudi 29 mars
Léguer son histoire à ses descendants	Gilbert Comeault	le jeudi 5 avril
Juridiquement parlant	Daniel Mathieu	le jeudi 12 avril

**Frais d'inscription : 2\$ par conférence**

Prière de s'inscrire au début de chaque conférence

Pour de plus amples renseignements veuillez communiquer avec la Division de l'Éducation permanente.



200, AVENUE DE LA CATHÉDRALE  
SAINT-BONIFACE, MANITOBA R2H 0H7  
(204) 233-0210

## InstaFrame

CUSTOM PICTURE FRAMING

**1574-D, chemin St. Mary's**  
(1/2 rue au sud du Centre d'achat St-Vital)

**Spécial mars —**

**Gratuit avec l'achat du cadre:**  
une gravure de huard édition limitée, d'une valeur de 39,95\$.

**Quantité limitée**

**Téléphone: 257-5586**



# Le fond du lac Meech: les droits individuels

Cette fois, c'est officiel. A moins de 4 mois de la possible mort de «Meech», un accord constitutionnel approuvé en 1987 par les 11 premiers ministres est passé du statut d'entente cordiale à celui de symbole de la division franco-anglo.

Voilà quelques semaines encore, avant la comédie de l'unilinguisation de Sault-Sainte-Marie, on aurait pu encore espérer que «Meech» soit encore vu par l'opinion publique en fonction de l'intention initiale, à savoir un accord politique imparfait, un compromis pour que le Québec signe de bon cœur la Constitution canadienne, une étape vers d'autres modifications constitutionnelles.

Mais cette fois, l'opinion publique, ou plutôt les opinions publiques, puisqu'il faut bien se résigner à en voir deux, semblent définitivement polarisées, le dialogue de sourd paraît bien installé. L'opinion publique anglophone commence à proposer comme réponse à sa vieille question des années pré-référendaires «What does Quebec want?», en lançant des «Let them go!» de dépit ou d'incompréhension.

L'opinion publique francophone, disons québécoise surtout (en l'occurrence), à cause du classique réflexe de survie, est déjà plus avancée dans sa «réflexion», comme le démontre le tout dernier sondage sur l'humeur québécoise, qui donne une majorité de «oui» à la souveraineté du Québec. (1)

On parle d'humeur parce qu'il paraît évident que ces sondages ne révèlent que des émotions, alimentées depuis des mois par tout ce que le Québec peut compter de leaders d'opinion, y compris les tout-puissants grands patrons d'entreprises.

## ÉDITORIAL

Ces nuances soulignées, la réalité s'impose, impitoyable: le dialogue de sourds, la guérilla verbale, est en train d'atteindre des sommets rares. Comment finira cette guerre des nerfs entre Ottawa, Québec et, notamment, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick? Qui réussira à envoyer l'accusation la plus susceptible de remporter des points politiques?

Et pendant qu'on en est réduit à poser de telles questions, la vraie, la seule qui vaille est noyée: Que doit être le Canada? Ou, si l'on veut, quel type de fédéralisme doit être mis en place, avec quelles règles de conduites pour tous ses citoyens? D'accord, Robert Bourassa dit sereinement qu'il n'a pas été élu pour pratiquer «le fédéralisme à genoux». Mais de quel fédéralisme parle-t-il? Visiblement de celui qui l'arrange, celui qui prévoit une Charte fédérale des droits et libertés qu'on peut ignorer. Mais à ses risques et périls.

En effet, il ne fait aucun doute que l'opinion publique anglophone a commencé à basculer contre «Meech» voilà un an, après le passage de la loi 178 interdisant l'affichage en anglais à l'extérieur, au nom de la survie du français en Amérique du Nord. Ce jour-là, «Meech», qui ne voulait encore vraiment rien dire pour l'opinion publique, a commencé à devenir synonyme d'anti-anglo-québécois.

Évidemment, Robert Bourassa peut s'évertuer dans tous les sens à expliquer que sa loi était parfaitement légale, même si elle allait contre la Charte fédérale, puisque cette même Charte prévoyait justement une clause dérogatoire, permettant aux législateurs de se dérober à leurs obligations.

Qu'il aille donc expliquer ces finesses juridiques au *Canadian* moyen qui, comme le Canadien moyen, essaie de suivre son instinct et avoue bien volontiers dans les sondages qu'il ignore tout ou presque de «Meech», mais que «Meech», décidément, n'est peut-être pas la bonne formule.

Et c'est bien là, on ne le redira jamais assez, toute la question: le Canada de la Charte des droits et libertés, c'est le Canada qui accorde la primauté aux droits individuels. Le Canada de l'après-Meech, ce serait un Canada qui ferait des droits linguistiques québécois des droits collectifs, au nom de la société distincte.

C'est dire si dans un tel contexte, les droits individuels en matière linguistique des Anglo-Québécois pèseront, à la longue, de moins en moins lourd.

C'est dire aussi s'il n'y a pas de raisons objectives pour que le gouvernement du Québec, dans une ronde constitutionnelle après-Meech, pousse pour renforcer les droits des minoritaires francophones. Car, obligatoirement, par ricochet, ces avancées bénéficieraient à la minorité anglophone.

Bernard BOCQUEL

(1) Il s'agit d'un sondage effectué par la firme Léger et Léger entre le 15 et le 19 février auprès de 1031 Québécois. Près de 59% des sondés se sont prononcés en faveur de la souveraineté, 27% contre. Les indécis étaient peu nombreux: moins de 5%. Aucune marge d'erreur n'a été fournie.

## LETTRES

### L'essentiel de la Journée internationale de la femme

À l'occasion de cette Journée internationale de la femme, je souhaite que tous, hommes, femmes et enfants, prennent le temps d'apprécier pleinement la valeur de la femme.

À la pionnière aux prises avec les incertitudes et les insécurités d'une vie austère dans la nature, qui a vécu des moments de soucis et de misères, nous lui devons beaucoup pour avoir aidé à bâtir une société sur laquelle les générations à venir ont su construire. Souvent laissée seule par son mari parti à la chasse, elle a appris à survivre toutes les situations imaginables en se servant de son bon sens, de sa détermination et de son courage.

À toutes les femmes qui ont mené la croisade sur le «Vote» (le droit de la femme de voter), parce qu'elles croyaient que les décisions de bases se prenaient au niveau de l'arène politique, nous vous remer-

cions. Une fois que le droit de vote a été obtenu, elles pouvaient efficacement voir à éliminer les autres points de discrimination.

Pour les femmes qui choisissent d'être «des femmes de carrière au foyer», sachez que vous faites une contribution primordiale, non seulement à la famille, mais aussi à la société. Votre influence a dépassé de beaucoup les quatre murs de votre maison.

À celles qui choisissent d'entreprendre une carrière à l'extérieur du foyer, vous apportez des valeurs traditionnelles sur la place du marché. Vous qui prizez le mariage, la famille et les valeurs morales, sachez que ce choix aussi est très important et nécessaire.

À toutes les femmes qui ont travaillé à temps plein et qui travaillent encore à temps plein et qui, souvent, donnent des heures supplémentaires de bénévolat dans leur com-

munauté et pour leur pays, nous vous remercions. Voici un texte approprié que j'aimerais partager avec vous à l'occasion de la journée internationale de la femme.

They talk about a women's sphere as though it had a limit;  
There's not a place in earth or heaven,  
There's not a task to mankind gives,  
There's not a blessing or a woe,  
There's not a whispered yes or no,  
There's not a life, or death, or birth,  
That has a feather's weight of worth —  
Without a woman in it.

Auteur inconnu

Souvenons-nous tous que notre identité réelle se réalise une fois qu'on acquiert un sens profond de dignité personnelle.

Gisèle Tétrault  
Membre du Conseil,  
Manitoba Advisory Council  
on the Status of Women  
Winnipeg  
le 5 mars 1990

### Lettre ouverte à Placide Gaboury

Comme je ne suis ni écrivain ni philosophe, c'est donc avec beaucoup de timidité que je vous livre mes commentaires au sujet de l'article publié dans *La Liberté* le 2 mars dernier et intitulé: Placide Gaboury, l'éveilleur.

Je suis d'accord avec vous, M. Gaboury. Que nous le voulions ou non, pour le meilleur ou pour le pire, nous sommes les héritiers de nos parents et de leur mentalité, de notre milieu et de ses idées comme de ses traditions, de ses préjugés et de ses valeurs.

Notre personnalité se forme, évolue à l'intérieur d'un cadre bien défini. Se rendre compte de ce qui se passe, vouloir vivre sa vie propre ne peut venir qu'avec l'âge et l'expérience de la vie en général ainsi que de sa propre vie à l'intérieur d'une société organisée.

Mais vous me permettez bien cependant d'ajouter quelques commentaires personnels. Les collèges classiques furent la forme traditionnelle de formation pour jeunes garçons pendant de nombreuses années. Il est sorti de ces collèges beaucoup de professionnels et de candidats au sacerdoce. Pour une raison ou pour une autre, plusieurs

se sont arrêtés à mi-chemin et sont devenus de solides piliers de la société dans leur propre milieu.

Inconsciemment peut-être, certains n'acceptèrent pas d'être marqués par la pauvreté et le caractère particulier de la minorité francophone. Ce complexe d'infériorité a pu les conduire à découvrir sur le tard qu'ils étaient capables d'être différents. «Leur ligne de vie», dirait le psychologue Jung, les a amenés à blâmer les autres pour avoir gâché «le meilleur» de leur vie alors qu'ils ne devaient leurs mérites qu'à eux-mêmes.

Pourtant ces «Jésuites d'hôpitaux» sont encore aujourd'hui, après 400 ans d'existence, des chefs incontestés de pensée et d'action. Certains d'entre eux ont laissé les rangs pour des raisons diverses, mais les autres ont continué comme inspireurs et guides pour une société meilleure.

Quant à la religion, c'est quoi? Parlons-nous d'une religion de vérité ou d'une religion faite à mon image avec ses lois, ses préjugés, ses abus, ses formules? Et tout cela encadré dans une forme juridique d'où la vie est absente!

Soit dit en passant, s'il existe

des ex-Jésuites, il n'y a pas d'ex-prêtres. Être prêtre, c'est pour toujours, même si le sacerdoce devient une chape de plomb dont on voudrait bien se défaire. Elle pèse alors comme un lourd fardeau, mais il est impossible de l'arracher.

Aussi, vouloir être indépendant, c'est vouloir être seul. C'est une impossibilité. Nous sommes solidaires les uns les autres, même si Jean-Paul Sartre dit que l'enfer ce sont les autres. Ceux qui ont voulu se faire dieux ont sombré dans «l'abîme du rêve». Qu'on le veuille ou non, l'acte créateur nous tient au plus profond de nous-mêmes, au cœur de l'être.

On peut faire de cet être la plus belle offrande qui soit à son Créateur et à ses semblables tout comme on peut choisir avec Jean-Paul Sartre «Les chemins de la liberté» pour aboutir au néant avec lui, ce mur noir d'un seul côté où s'entassent les corps humains pendant l'éternité.

Il peu y avoir de faux penseurs comme il peut y avoir de faux prophètes.

Benoit Paris  
Saint-Boniface  
le 5 mars 1990

### Il faut, évidemment, que de tels éditoriaux cessent

M. le rédacteur,

Nous voulons, par cette lettre, donner tout notre appui et exprimer notre gratitude à M. Bernard Desgagné qui, dans une récente lettre à *La Liberté*, dénonçait vos éditoriaux bilieux envers le peuple québécois et ceux et celles qui le représentent politiquement. M. Desgagné écrivait en effet ceci: «Vos éditoriaux destinés à calomnier le gouvernement et le peuple québécois me dégoûtent, car vous n'hésitez pas à y employer l'injure et le mensonge.» Il faut, évidemment, que de tels éditoriaux cessent.

L'idée, ici, n'est point de déclarer certains sujets «tabous»; notre journal se doit en effet de traiter de sujets aussi importants que l'accord du lac Meech, l'assimilation, et l'avenir du fait français au Manitoba et au Canada. Il faut cependant qu'il en traite d'une façon responsable et professionnelle.

Il existe une solution. La communauté franco-manitobaine a en son sein plusieurs personnes possédant l'expérience et les qualifications requises pour renseigner les lecteurs sur ces sujets vastes et complexes. En effet, il existe dans la communauté des personnes munies de doctorats et de maîtrises en politique, en économie, en sociologie, en histoire, en droit et en éducation. De plus, plusieurs de ces personnes ont aussi une vaste expérience pratique dans ces domaines spécifiques.

Pourquoi alors ne pas les interroger et retransmettre aux lecteurs leurs vues sur ces sujets vitaux pour la communauté francophone du Manitoba?

N'est-ce pas cela, la tâche primordiale d'un journaliste qui, de toute évidence, et ce nous l'admettons aisément, ne peut être compétent dans tous ces domaines? Ce faisant, les lecteurs auraient droit à des

analyses pertinentes et à des commentaires raffinés.

Ainsi donc, nous, en tant que lecteurs, qui sommes, pour vous citer «ceux qui sont les véritables propriétaires du journal et qui sont ultimement responsables de son contenu», nous réclamons une information juste, pertinente, et dénuée de préjugés offensants sur ces sujets capitaux pour notre communauté.

La presse écrite manitobaine a déjà un Fred Cleverley pour tenir des propos fielleux et tordus qui dénigrent les Québécois. Veuillez nous croire, il n'a pas besoin d'aide venant de notre journal pour accomplir sa besogne, à lui seul, il suffit amplement à la tâche.

Denis Brodeur  
Odette Delisle  
Pierre Montgrain  
Winnipeg  
le 21 février 1990



# Un centre culturel allemand à La Fourche? Une des plus ridicules idées nées au Manitoba

L'idée d'ériger un centre culturel allemand au site historique de La Fourche est une des plus ridicules qu'on ait pu voir naître au Manitoba. Et la plus ridicule de toutes est de faire venir, à grands frais, un bloc du mur de Berlin.

1) Personne n'a rien contre l'aménagement d'un centre culturel ethnique lorsqu'un groupe représentatif en a les moyens. Mais le site de La Fourche a-t-il quelque chose qui se relie à l'histoire et à la culture allemande en particulier?

Je me suis demandé d'abord si c'était, au fond, un projet mennonite, étant donné, d'une part, les antécédents du ministre fédéral Epp, et d'autre part, les faits historiques. Au siècle dernier, dans les années 1870, ce sont les mennonites qui ont constitué le premier groupe impor-

tant d'immigrants, dans la petite province du Manitoba de Riel.

En remontant plus loin en arrière, au tout début de la colonie, on voit que les mercenaires du régiment des Meurons, en majorité de langue allemande, ont laissé leurs traces sur les terres en bordure de la Seine, qui est appelée «German Creek» sur les plus anciennes cartes. Et le nom même de Saint-Boniface, suggéré par Mgr Plessis, de Québec, et adopté par Provencher, est celui de l'apôtre médiéval de la Germanie.

Cela dit, une personne renseignée m'a dit que le projet n'était aucunement reliée à l'histoire ancienne ni aux mennonites, c'est-à-dire sans connotation religieuse, mais plutôt au «German Club» de Winnipeg, et aux Canadiens d'origi-

ne allemande en général. Les mennonites ont d'ailleurs leur Village historique à Steinbach, reconnu et apprécié par tous.

Mais voilà que la ministre provinciale de la Culture annonce des octrois fabuleux, de l'ordre du million, pour un centre culturel allemand à La Fourche, à même les derniers publics, à l'heure des restrictions budgétaires. C'est à rendre furieux plusieurs mouvements syndicaux et groupes sociaux, sans parler des groupes ethniques qui réclament voix au chapitre.

Pour s'en tenir à la culture, le seul centre qui aurait droit de cité à La Fourche serait un centre autochtone, c'est-à-dire indien et métis, ou bien multiculturel.

2) Quant à faire venir un bloc du mur de Berlin, n'est-ce pas honteux

de la part de certains financiers de vendre à prix fort des fragments du rideau de fer? Plus honteux encore d'en faire venir au Canada.

La seule justification serait peut-être de commémorer le désespoir des Allemands de l'Est qui ont perdu la vie, au cours des années, en essayant de franchir cette affreuse muraille pour vivre en liberté.

On sait que les juifs viennent d'obtenir qu'un cloître de religieuses

catholiques, en Allemagne de l'Est, évacue les lieux d'un ancien camp d'extermination des Nazis, par respect pour les victimes. Ici, ce serait le contraire: exposer des reliques du «mur de la honte». Les visiteurs préféreront détourner la vue, si jamais cela arrive.

Un qui l'a vu.

Rossel Vien  
Saint-Boniface  
le 5 mars 1990

## Avis de recherche

Je travaille présentement sur un projet d'histoire orale.

Je voudrais rencontrer et parler avec des gens qui ont travaillé dans l'industrie de la conserverie de viandes (Burns, Canada Packers,

etc.) dans les années 1945-1965.

Toute personne intéressée peut communiquer avec moi au 947-0621 ou au 945-4818.

Jacqueline Fortier  
Saint-Boniface  
le 26 février 1990

## Safeway a pris des mesures pour ses clients francophones

Lettre ouverte au président de la SFM.

Monsieur,

Fin janvier, en faisant mon marché hebdomadaire chez Safeway de la rue Marion, j'ai eu l'idée de faire une suggestion à la direction du magasin sur les coupons destinés à cette fin qu'on nous incite, par ailleurs, à remplir.

Je suggère ce qui suit: Étant donné que la majorité des clients et des clientes qui fréquentent ce magasin sont des francophones qui habitent Saint-Boniface, il conviendrait qu'il y ait du personnel francophone pour les servir.

Une semaine plus tard, soit le samedi 3 février, je reçois un appel de M. Pierre Aubin, gérant du service des viandes, et de M. Chris Christie, directeur du magasin. Ce dernier se dit très intéressé à donner suite à ma requête et me demande si je n'aurais pas des mesures concrètes à lui suggérer pour la mettre en oeuvre.

C'est alors que je lui suggère de faire faire des macarons sur lesquels serait indiqué «Je parle français» et qui seraient portés par les employés et employées francophones. Je lui suggère également d'identifier le personnel qui parle français aux caisses au moyen d'une affiche.

Depuis plus d'une semaine, la première mesure est appliquée et l'on voit le personnel de Safeway porter fièrement son macaron. La deuxième mesure sera en vigueur sous peu.

Comme les démarches que j'ai entreprises étaient relativement simples et ont donné d'excellents résultats, je ne m'explique pas que la SFM, organisme officiel chargé de défendre et de promouvoir les droits des francophones, ne les ait pas faites. Les individus auraient-ils plus de cran que les organismes mandatés et auraient-ils plus à coeur de lutter pour la promotion du français?

Bonne question!

Louise Larivière  
Saint-Boniface  
le 5 mars 1990

## LETTRE

La Liberté publie toutes les lettres qui lui sont adressées à condition que leur contenu ne soit pas diffamatoire et qu'elles soient signées.

# RENSEIGNEMENTS SUR LA TPS PROPOSÉE ET LE LOGEMENT

Taxe sur  
les produits  
et services

Renseignements  
sur le  
logement

Canada

## ■ LA RISTOURNE DE TPS SUR LE LOGEMENT.

La TPS proposée\* remplacera la taxe fédérale actuelle qui ajoute 4% au prix des maisons neuves. La ristourne de 2,5% de la TPS sur les maisons neuves de moins de 350 000\$ réduira la TPS de 7% à 4,5%, soit à peu près la même taxe de vente que maintenant.

■ Ainsi, 95% des acheteurs de maisons neuves seront admissibles à la ristourne de TPS sur le logement au moment de l'achat.

\*Le projet de loi sur la TPS est couramment sous considération au Parlement.

## ■ PAS DE TPS SUR LA REVENTE DE MAISONS USAGÉES.

Avec la TPS proposée:

- PAS DE TPS perçue sur les loyers résidentiels d'un mois ou plus.
- PAS DE TPS perçue sur les frais de condominium.
- PAS DE TPS perçue sur les résidences d'étudiants ou de personnes âgées.
- PAS DE TPS perçue sur les prêts, les hypothèques ni sur les polices d'assurance-maison.

Pour recevoir le feuillet «Renseignements sur le logement», appelez sans frais la ligne info-TPS:

1 800 267-6640 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h.

Dispositif de télécommunication pour malentendants: 1 800 267-6650

**La TPS. C'est important de vous renseigner.**



Ministère des Finances  
Canada

Department of Finance  
Canada

Canada



Avec présentation de  
cette annonce vous  
avez droit à un  
escompte chez

**Kern-hill  
Furniture** CO-OP Ltd.

843, rue Main  
Téléphone: 942-5444



Hubert Blanchette,  
Consultant en  
décorations intérieurs

## Trojan Homes Ltd.

Maison construite sur demande.

Additions  
Rénovations



Pour une assurance de qualité.

Veuillez appeler  
Roland Laurin au 254-1819.

## P. COUTU CIE.

Fondé en 1895

156, rue Marion  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 0T4

Téléphone:  
233-7453  
233-0156



P. Coutu, fondateur  
1880-1948



E.J. Coutu  
petit-fils



P. Coutu, fils  
1919-1988

### CRÉMATION

Les directeurs  
des pompes  
funèbres  
P. Coutu et Cie  
vous offrent le  
choix de:

«Un service fort  
de la tradition»

Nous vous offrons un service  
d'informations sur les coûts,  
choix de cercueil (option  
d'acheter ou de louer),  
crémation, préparation, etc.  
N'hésitez pas à entrer en  
communication avec nos  
conseillers professionnels  
afin de vous procurer ces  
informations importantes.

Nous possédons notre propre four crématoire et notre cimetière, ce qui  
nous permet de vous offrir ces prix très raisonnables.

Le seul salon funéraire de tradition familiale à Saint-Boniface.

Plan A • Crémation avec  
cercueil en bois (louer) et  
services inclus

• documentation • visites  
• cercueil • service à l'église  
ou en notre chapelle • créma-  
tion • frais d'enterrement et  
de terrain pour les cendres -  
«Waverley Memorial  
Gardens» ..... 1,650\$

Service traditionnel avec  
cercueil en bois franc

• documentation • visites  
• cercueil • service à l'église  
ou en notre chapelle selon  
votre choix • frais d'en-  
terrement et de terrain  
«Waverley Memorial  
Gardens» ..... 1,900\$

Le Service de Conseiller pourra-t-il équilibrer son budget 89-90?

## La communauté répond à l'appel de Gilles Beaudry

«Si on réussit à vendre tous  
les billets pour le souper-  
bénéfice du 16 mars, nous  
pourrions boucler notre budget  
révisé», indique Gilles Beau-  
dry, csv, directeur du Service  
de Conseiller.

L'automne dernier, Gilles  
Beaudry annonçait qu'une aide  
provinciale de quelque 80 000\$  
serait nécessaire pour équilibrer  
le budget. Malgré un lobby  
appuyé, le gouvernement a refu-  
sé une subvention pour l'exerci-  
ce financier se terminant en mai  
1990.

Conséquence: le Service de  
Conseiller a réduit le nombre de  
thérapeutes (1.5 conseiller en  
moins) et révisé son budget à la  
baisse: 230 000\$ au lieu de 314  
000\$. Mais pas assez à la bais-  
se pour joindre les deux bouts.

Car Gilles Beaudry voulait  
continuer à offrir un maximum de  
services. Les responsables du  
Service de Conseiller ont donc  
décidé de trouver 27 000\$ de  
dons. Pour l'instant, la réaction  
du public a été «très positive»: 22 562\$ ont été prélevés.

Si le souper-bénéfice fait salle  
comble (280 personnes à 50\$;  
reçu pour impôt de 25\$), l'objec-  
tif du prélèvement de fonds sera  
atteint. (1)

Pour attirer du monde, les  
organisateurs comptent sur deux  
noms: la chanteuse Pat Joyal et  
Alfred Monnin, qui vient de  
prendre sa retraite comme juge  
en chef de la Cour d'appel du  
Manitoba.

Alfred Monnin s'est-il fait prier  
pour donner une conférence? «Il  
n'a absolument pas hésité, assu-  
re Gilles Beaudry. Il voit les pro-  
blèmes dans la société actuelle.  
Et il trouve que le Service de  
Conseiller peut aider des gens,  
et aider à prévenir des situations  
difficiles».

Le Service de Conseiller  
reçoit environ 500 clients par an.

Il existe une liste d'attente de 2 à  
3 semaines et «la demande  
continue d'augmenter». Présen-  
tement, il y a 3 thérapeutes à  
temps plein et 5 à temps partiel.

Rendez-vous :  
avril

Comment se présente l'avenir  
du Service de Conseiller? Un  
début de réponse pourrait  
s'esquisser en avril, lorsque les  
responsables vont rencontrer la  
ministre des Services commu-  
nautaires, Charlotte Oleson.

Objectif de la future réunion:  
tenter de convaincre la ministre  
que le Service de Conseiller  
offre un service professionnel en  
français unique. Et donc à ce  
titre obtenir l'appui financier du  
gouvernement pour assurer  
l'emploi de 5 thérapeutes à  
temps plein. Le budget prélimi-  
naire a été chiffré à 387 000\$.

Bernard BOCQUEL

(1) Le souper-bénéfice aura lieu le 16  
mars à l'Hôtel Norwood à compter de 18h30.  
Les billets sont disponibles au Service de  
Conseiller, 261, rue Des Meurons. Tel: 237-  
8295.



Archives La Liberté

102 ans!

Soeur Pauline Pulvermacher célébrera son 102e anniversaire le  
dimanche 11 mars. La photo avait été prise par La Liberté à  
l'occasion de son 100e anniversaire de naissance.

### Division scolaire de Norwood n° 8

200, chemin Sainte-Marie  
Winnipeg (Manitoba)  
R2H 1H9  
(204) 237-0212

### Inscriptions à la maternelle

Les inscriptions à la maternelle des enfants du quartier Norwood se  
tiendront la semaine du 12 au 16 mars 1990, aux heures normales  
d'école. Les parents peuvent inscrire leur enfant à:

École Précieux-Sang  
209, rue Kenny  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 2E5  
233-4327

Les enfants qui auront 5 ans avant le 31 décembre 1990 peuvent  
s'inscrire à la maternelle en septembre 1990 (nés en 1985).

Nous demandons aux parents d'apporter le certificat de naissance  
ainsi que la fiche d'immunisation de l'enfant à l'inscription.



Edna Lord

90 ans

Née le 27 mars 1900

à Sainte-Anne-des-Chênes  
(Manitoba)

Une fille Madeleine et  
quatre petits-enfants à  
Vancouver (C.-B.), un garçon  
Joseph, sa femme Lucille,  
trois enfants et quatre petits-  
enfants demeurent en  
Californie.

Une soirée surprise le 24  
mars chez son petit-garçon  
Roger et sa femme Linda, à  
Surrey (C.-B.)



## ■ SAINT-BONIFACE

## Les libéraux de Saint-Boniface pour Jean Chrétien

Les membres de l'Association libérale fédérale de Saint-Boniface ont désigné le 1er mars une délégation unanimement favorable au candidat Jean Chrétien en prévision du congrès au leadership libéral qui se déroulera le 23 juin à Calgary.

Les 12 délégués élus, sur 21 candidats en lice, sont: Jean-Paul Boily, Robert Bockstaël, Neil Gaudry (député provincial de Saint-Boniface), Richard Alarie, Barbara Tascona, Lucille Blanchette, Céline Loewen, Yolande Le Quéré, Rodrigue Guay, Gilles Marchildon, Rose Pagtakan et Pritti Shah.

Les 3 délégués suppléants sont: Allan Paterson (député provincial de Radisson) Carole

Sharp et Nathalie Duhamel (la fille du député de Saint-Boniface, Ronald Duhamel). Le président de l'Association libérale de Saint-Boniface, Tim Ryan, et le député fédéral de Saint-Boniface, Ronald Duhamel, sont membres d'office de la délégation.

L'Association libérale fédérale de Saint-Boniface est la première au Manitoba à désigner sa délégation (il y a 14 comtés en tout). Des délégués de tout le Canada éliront en juin le nouveau leader du Parti libéral, qui succédera à John Turner. Rappelons que le député de Saint-Boniface, Ronald Duhamel, avait apporté son soutien au candidat Jean Chrétien.

L.G.

Notre-Dame-de-Lourdes honore ses bénévoles de la santé

## L'hôpital et le Foyer ont une direction commune

Marianne Dupasquier est la 2e lauréate du prix Frank-Lesage décerné par le Foyer Notre-Dame.

Ce prix, créé en 1987 à l'occasion du 25e anniversaire du Foyer, a été attribué une première fois à Joseph Bazin. Il a pour but de rendre hommage aux bénévoles qui ont rendu des services exceptionnels dans le domaine de la santé à Notre-Dame-de-Lourdes.

Les lauréats reçoivent une plaque et leur nom est inscrit sur une plaque commune installée dans le Foyer Notre-Dame. 25 prix annuels Frank-Lesage doivent être décernés en tout.

Le nom de Marianne Dupasquier a été révélé durant l'assemblée annuelle conjointe du Foyer Notre-Dame et de l'hôpital de Notre-Dame-de-Lourdes, qui s'est déroulée le 20 février. Il s'agissait de la première réunion officielle du District de santé Notre-Dame-de-Lourdes, qui regroupe désormais les 2 institutions sous la responsabilité d'un bureau de direction commun (1).

Cette intégration des services de santé, effective depuis janvier



Marianne Dupasquier.

1989, doit permettre une meilleure planification des activités et une amélioration des services offerts à la communauté.

Ainsi, une demande a été faite auprès du ministère de la Santé pour obtenir la création d'un nouvel hôpital qui serait directement relié au Foyer.

L'hôpital actuel comprend 10 lits et le Foyer 61 pensionnaires, dont 12 bénéficient du programme Chez Nous, en service depuis mai 1988. L'idée est d'offrir à certains pensionnaires

un habitat plus réduit et plus intime dans lequel ils se sentent plus à l'aise.

Le Chez Nous a été installé dans la partie sud-est du Foyer et 6 des 80 employés y travaillent. Une campagne de prélèvement de fonds lancée dans la communauté en 1988 a permis de recueillir 33 850\$ pour le financement du Chez Nous.

«Plusieurs de nos employées contribuent directement sur leur salaire», souligne Claudette Lahaie, directrice-adjointe du Foyer et de l'hôpital de Notre-Dame-de-Lourdes. «Le Chez Nous est reconnu comme un atout pour la communauté, notamment en ce qui concerne l'emploi».

Claudette Lahaie indique que bien que le projet Chez Nous soit considéré comme une expérience d'avant-garde au Manitoba, aucune subvention publique n'a pour l'instant été accordée.

Laurent GIMENEZ

(1) Les 9 membres du bureau de direction, nommés par le village de Notre-Dame-de-Lourdes et par les municipalités de Lorne et de South Norfolk, sont: Henri Bouvier, président, Linda Brisson, vice-présidente, Antoine Charrière, Raynald Daquay, Lorraine Lesage, Gérald LeMoulec, Yves Julien, Donald Lesage et Renée Delaquis.

## ■ RADIO

## Une nouvelle fréquence pour CKXL

Les responsables de la Radio communautaire du Manitoba, CKXL, ont dû modifier leur projet initial pour mieux répondre aux critères du CRTC, qui autorise ou non la diffusion des nouvelles radios.

Le CRTC ayant prononcé un moratoire jusqu'à l'automne 1990 pour l'attribution des fréquences «commerciales», le dossier technique révisé de CKXL propose une diffusion sur une fréquence dite «éducative».

Si ce nouveau projet est retenu, CKXL émettra en modulation de fréquence sur 91,1 FM, et non 101,5 FM comme prévu initialement. Le président de la radio, Emile Hacault, précise que ce changement n'affecte en rien la programmation.

Sur le plan technique, CKXL devrait disposer d'un émetteur de 58 mégawatts qui pourrait être placé sur la tour de Radio-Canada à Starbuck et non plus sur une tour indépendante à La Salle.

Ce nouvel emplacement permettrait une diffusion plus large, en direction de la Montagne. La nouvelle aire de diffusion s'étend



Emile Hacault, président de la radio communautaire. Archives La Liberté

du mois de mai. La campagne de financement de la future radio communautaire est bien avancée, mais elle stagne un peu du côté des organismes et des commerçants qui attendent sans doute de voir les échéances se rapprocher.

Le CRTC devrait faire connaître à la mi-mars sa décision d'entendre ou non les responsables du projet CKXL au cours des audiences publiques

Ph.D.



## finale manitobaine

lundi 12 mars  
18h30

### l'équipe du Collège Louis Riel :

Hélène Malo Daniel Piché  
Stéphane Dorge Jean-Paul Wiens

### contre l'équipe du Collège St-Paul :

Charles Fontaine Matthew Lazowski  
Christopher Davies Marc Saint-Onge

## À la télévision de Radio-Canada

animation : Pierre Chevrier  
réalisation : Donal Hétu

POUR  
VOUS  
AVANT TOUT



Radio-Canada  
Manitoba



Pour ceux qui aiment la vie  
le mercredi à 18h30 — à la télévision 3/10  
**Ça Bouge!**



Radio-Canada  
Manitoba



Durant la semaine de relâche

## Un camp de jour en français pour les 6 à 12 ans

Il n'est jamais trop tôt pour planifier la semaine de relâche des jeunes écoliers. Surtout pour le camp de jour en français du Centre Fort Whyte qui aura lieu le mercredi 28 mars de 9h à 15h. Car 15 jeunes

seulement pourront y participer.

C'est la première année que le Centre Fort Whyte, un centre d'éducation de la nature et de l'environnement situé dans le coin sud-ouest de la ville de

Winipeg, offre un camp de jour en français.

Les activités prévues pour les jeunes de 6 à 12 ans comprennent, entre autres, une randonnée en plein-air, un feu de camp et la fabrication d'une montgol-



Une photo croquée lors d'un des camps de jour du Centre Fort Whyte qui ont lieu durant la semaine de relâche (du 26 au 30 mars). Une première cette année, un camp de jour en français le mercredi 28 mars.



### Congrès annuel de la Fédération provinciale des comités de parents

le 17 mars  
au Collège Saint-Boniface

L'école... centre de la communauté

#### Programme préliminaire

9h	Inscription (Petit déjeuner disponible sur place)	sont rendus publiques Invité: Monsieur Raymond Poirier	général de la Commission nationale des parents francophones
9h30	Ouverture par le président, Monsieur Norman Mabon	11h30 Réunion d'affaires: Rapport du Président Rapport financier	13h30 Ateliers
9h35	Le jugement de la Cour d'appel du Manitoba... Les réponses aux questions, que signifient-elles et quelles sont les prochaines démarches	12h15 Dîner causerie «La notion des ayants droit... une question plus compliquée qu'on pense!» Invité: Monsieur Paul Charbonneau, Directeur	15h Pause santé Réunion d'affaires: Amendements à la constitution Élections Recommandations
9h50	La consultation préscolaire... Les résultats		16h Vin-fromage et piano-bar

#### ATELIERS

##### Qualité de l'éducation

Dans cet atelier nous vous proposons un débat où d'un côté nous avons des éducateurs et de l'autre côté des parents. Les deux parties interagiront pour faire connaître leurs opinions sur le sujet et voir les éléments de solutions que nous pouvons apporter pour améliorer la qualité de l'éducation.

##### Formation/Information

Quelle meilleure façon d'apprendre que participer activement au montage d'un journal. Nous vous offrons des exemplaires de bulletins, nous parlerons de moyens de rendre les articles intéressants et nous vous offrons quelques techniques de montage pour rendre votre bulletin/journal attrayant.

##### Culturel

Au moyen d'un théâtre participatif, cet atelier cherche à informer les parents du processus de planification de la programmation culturelle dans l'école française. Les parents pourront déterminer où, jusqu'à quel point et comment ils peuvent s'impliquer dans la planification.

##### Politique

Où est la place et quels sont les rôles et pouvoirs des parents dans le système actuel...

- vis-à-vis l'école
- vis-à-vis la commission scolaire

Quelle est la place souhaitée par les parents à l'intérieur du nouveau modèle de gestion?

##### Recrutement

La nature même de notre intervention comme organisme de parents nous force à réfléchir sur ce thème.

Les comités dépendent sur un nombre significatif d'adhérents bénévoles. Pourtant il est difficile de recruter des parents et de leur demander de s'impliquer dans un dossier qui consomme énormément d'énergies. Comment impliquer les gens? Comment surtout ne pas les «brûler» tout en assurant, au niveau du conseil par exemple, un renouvellement souhaitable et planifié? Ces genres de questions sont posées régulièrement dans les comités du pays.

##### Financement

Comment les fonds provinciaux et fédéraux sont-ils répartis? Quelles sont les sources, les critères et les exigences rattachés aux octrois de base et les octrois de français? Dans cet atelier nous tenterons de répondre à ces questions et autres que vous pourriez avoir en ce qui a trait à la question du financement.

##### Le centre de ressource... rêve devenu réalité!

La F.P.C.P. vient de recevoir les fonds pour la mise sur pied d'un centre de ressources françaises pour parents et intervenants à la petite enfance. Cet atelier vous permettra de discuter comment ce centre pourrait répondre à vos besoins. Nous prévoyons déjà une bibliothèque de livres et de jouets ainsi qu'un service de ressources et consultation.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis ce centre? Voici l'occasion d'en discuter et de rêver avec nous!

Les participant(e)s pourront aussi se familiariser avec le contenu d'ensembles thématiques acquis grâce à une subvention du Gouvernement du Québec. Ce matériel didactique dont l'emprunt se fera par l'entremise du centre de ressources sera mis à la disposition des groupes préscolaires sous peu.

#### Inscription

Faites parvenir votre inscription ainsi que votre chèque à:

Fédération provinciale  
des comités de parents

169, rue Marion  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 0T3

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Ville/Village: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_

Mon (mes) enfant(s) fréquente(nt)  
l'école: \_\_\_\_\_  
groupe préscolaire: \_\_\_\_\_

J'utiliserai les services de la garderie. ☐ oui ☐ non  
J'amènerai \_\_\_\_\_ enfant(s). Âges: \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_

Inscription: 5\$/personne  
(Ceci inclut l'inscription, le petit déjeuner, le dîner et le vin-fromage.)

Garderie: 5\$/enfant, 10\$/famille  
(Vous devez fournir le dîner de votre (vos) enfant(s)).

TOTAL \_\_\_\_\_ \$

DATE LIMITE POUR LA PRÉ-INSCRIPTION: le 14 mars 1989

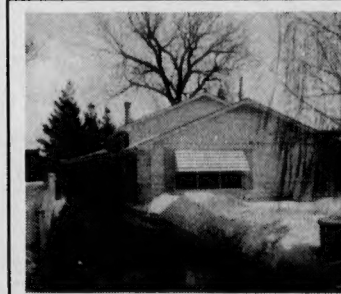
fière miniature, souligne Chantal LeDorze, interprète et coordinatrice des bénévoles franco-phones.

Les frais de participation au camp de jour sont 15\$ pour les membres du Centre Fort Whyte, 17,50\$ pour les non-membres. Chaque jeune doit apporter un goûter (pour la matinée), un lunch et des vêtements appropriés (bottes chaudes en caoutchouc et une tuque). Aux parents de

fournir le transport au Centre Fort Whyte, situé au 1961, chemin McCreary (5km au sud du Parc Assiniboine).

Pour participer au camp de jour en français du Centre Fort Whyte, il faut inscrire son jeune dès maintenant (puisque le nombre de place est limité à 15 jeunes) en composant le 895-7001.

L.C.



#### Parc Windsor 10, baie Jubinville

- 3 chambres à coucher sur deux niveaux. • Située à 2 minutes des Sts-Martyrs-Canadiens et à 5 minutes de l'école Lacerte. • Salon, salle à manger rehaussées de chêne. • Cuisine complètement rénovée, armoire en chêne fait sur commande. • Accessoires ménagers encastrés: lave-vaisselle, four, micro-ondes, réfrigérateur de marque Hotpoint. • Véranda vitrée, salle de famille avec bar sec et foyer, garage simple.

Visite libre le dimanche 11 mars 1990 de 14h à 16h.

Pour plus de renseignements, appeler après 18h au 253-7904.

## Une autre journée au bureau

Sur la ferme, c'est là que notre travail se fait. Le financement agricole est notre seule raison d'être.

Nos conseillers sont des spécialistes du financement agricole. Ils savent reconnaître une ferme bien administrée et qui peut avoir besoin de fonds additionnels.

Peu importe que vous commenciez ou que vous soyez déjà bien établi, la Société du crédit agricole est là pour vous aider à réaliser vos projets. Par exemple, avec l'hypothèque à risque partagé, un produit unique conçu spécialement pour les agriculteurs.

Vous avez l'intention d'acheter de la terre, des animaux, de la machinerie, du quota? Vous projetez de construire ou de rénover votre maison, une grange ou, peut-être, une remise à machinerie? Invitez-nous à passer chez vous, nous parlerons affaires.



Investir dans une bonne affaire...  
l'agriculture canadienne.



Société du crédit agricole  
Canada

Farm Credit Corporation  
Canada



## RÉSIDENCE CATHERINE-AURÉLIE

(anciennement monastère  
du Précieux-Sang)

190, place Raymond  
231-0999

La future résidence pour personnes âgées autonomes Catherine-Aurélie, anciennement le monastère du Précieux-Sang de Saint-Boniface, prend présentement des réservations pour ceux qui désirent avoir des chambres.

Vous pouvez contacter M. Serge Bibeau au 231-0999.

## Les membres de la Caisse se partagent 28 000\$

Les membres de la Caisse populaire de Sainte-Agathe viennent de sentir, en dollars, les premiers effets du plan d'équité adopté à l'assemblée annuelle de juin 1989.

Les 28 000\$ de ristourne prévus ont en effet été déposés directement sur les comptes des membres à la fin de février. Le montant attribué à chacun représente 3% de son volume d'affaires en 1988.

Le plan d'équité ne sert pas seulement à faire plaisir aux membres. Il permet aussi à la Caisse de réaliser des économies d'impôts. En effet, les surplus versés sous forme de ristourne ne sont imposables



Cyrille Durand.

qu'à 5 ou 6%, alors que s'ils étaient versés dans la réserve générale, c'est l'impôt des sociétés de 25% qui s'appliquerait.

En investissant ces 28 000\$ de surplus dans les comptes des membres sous forme de surplus, la Caisse réalise donc une économie d'environ 20%, soit près de 6 000\$.

Qui plus est, comme le souligne le directeur de la Caisse populaire de Sainte-Agathe, Cyrille Durand, «le plan d'équité devrait encourager les membres à faire affaire avec la Caisse, pour en tirer davantage de bénéfices».

L.G.

### BIBLIOTHÈQUE

#### Mini-salon familial

Pour préparer la semaine de relâche, la bibliothèque de Saint-Boniface organise un mini-salon familial le 10 mars, à 14h, dans la salle de programmation.

Des représentants de divers organismes de la ville de Winnipeg feront de brèves présentations en français sur les sorties divertissantes pour les enfants pendant cette semaine de vacances.

Ph.D.

## Au coeur de l'action

à 18h00 avec  
Pierre Chevrier



arts et actualités  
le jeudi



POUR  
VOUS  
AVANT TOUT



Radio-Canada  
Manitoba

EN  
PLEINE  
CROISSANCE

DIPLOME COLLÉGIAL  
EN  
TECHNIQUES  
FORESTIÈRES

AMÉNAGEMENT  
FAUNIQUE

EXPLOITATION DES  
PRODUITS DE LA FORÊT

(APPRENTISSAGE  
SUR LE TERRAIN)

PROGRAMME DE 2 ANS  
EN FRANÇAIS  
À PEMBROKE, ONTARIO



Collège d'arts  
appliqués et  
de technologie

(613) 746-CITÉ  
1-800-267-CITÉ



## Une fête d'identité

Les organisateurs du centenaire de La Salle ont l'intention de rejoindre environ 800 anciens résidents pour les fêtes du centenaire, qui se dérouleront entre le 22 avril et 30 septembre 1990.

Les célébrations commenceront par un thé printanier organisé le 22 avril à partir de 14h à la Salle communautaire. Une mini-exposition sera mise en place à cette occasion, chaque famille étant conviée à apporter un objet (outil, ustensile de cuisine, etc.) évoquant la vie des pionniers.

Une parade du centenaire se déroulera le 30 juin ou le 1er juillet à partir de 10h. La journée se terminera par un super barbecue. De nombreux jeux (jeux de balle, lancers de fer à cheval, jeux pour les enfants, etc.) auront lieu durant 2 jours.

«S'il y a des personnes qui viennent de loin, nous voulons leur donner la chance de rester au moins 2 jours avec leurs amis ou leur famille», précise Evelyne

Lagacé, la présidente du comité du centenaire de La Salle (1). 800 invitations doivent être envoyées aux anciens paroissiens durant le mois de mars.

Une soirée de démonstration sera offerte par le musée du costume de Dugald le 9 septembre à partir de 19h30. Le spectacle durera une heure et demie et sera accompagné d'un goûter.

### Montrer aux jeunes le travail des ancêtres

Les cérémonies du centenaire se clôtureront le 30 septembre avec une cérémonie religieuse présidée par l'archevêque de Saint-Boniface, Mgr Antoine Hacault. Les prêtres des paroisses voisines et les anciens prêtres de La Salle seront



En 1922, le tracteur d'Ephrem Rochon a quitté le pont de La Salle pour se retrouver dans la rivière du même nom. Son conducteur, Ernest Comeau, en a été quitte pour une jambe cassée. Le dimanche suivant l'accident, le curé a autorisé les paroissiens à travailler pour retirer le tracteur de l'eau. Un événement qui méritait d'être immortalisé.

## Ensemble on ira loin!

### Éliminons la discrimination raciale au Canada



Le 21 mars, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

À l'aube d'une nouvelle décennie, nous devons relever le défi de bâtir un pays plus juste et plus équitable pour tous. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrons faire du Canada un pays plus fort, où il fait bon vivre. Seules la coopération et la compréhension entre tous les Canadiens peuvent nous aider à rendre notre pays plus juste et plus fort.

En participant à cette journée unique, vous pouvez contribuer à faire de ce beau rêve d'égalité une réalité.



Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

Multiculturalism and Citizenship Canada

Canada



Evelyne Lagacé.

conviés à la cérémonie.

«Cela fait déjà presque un an que nous préparons le centenaire, souligne Evelyne Lagacé. Nous n'avons pas eu de misère à entraîner les gens. Même les nouveaux résidents avec qui j'ai parlé ont tout de suite été d'accord avec nous».

«Célébrer le centenaire, c'est important pour montrer aux plus jeunes ce que les ancêtres ont fait pour la paroisse, le travail qu'ils ont apporté. C'est une bonne façon de les intéresser au village qui, à mon avis, conserve toujours son identité».

Laurent GIMENEZ

(1) Outre Evelyne Lagacé, les membres du comité du centenaire sont: Irène Murphy, co-présidente, Marie Cloutier, Mariette Lagacé, Aurèle Robert, et l'abbé Odilon LaRochelle.



Le Centre de rédaction  
du

COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

invite la population francophone, écrivains et écrivaines en herbe à participer au

**Premier marathon d'écriture**

du vendredi 30 mars à 20h  
au dimanche 1er avril à 12h.

Frais d'inscription : Étudiants — 20\$  
Adultes — 30\$

\* Les participants qui se feront commanditer pourront récupérer une partie de ces frais.

Pour de plus amples renseignements et pour se procurer une trousse d'inscription, veuillez communiquer avec Normand Fortin ou Nicole Rey au 233-0210, poste 251.



200, AVENUE DE LA CATHÉDRALE  
SAINT-BONIFACE, MANITOBA R2H 0H7  
(204) 233-0210



## Prix du mérite canadien

## Quels éducateurs seront récompensés?

Dix étudiants du Manitoba, dont Cynthia Myslicki, de l'École Précieux-Sang, et Geneviève Pelletier, du Collège universitaire de Saint-Boniface, se rendront à Québec du 22 au 29 mars, pour participer à la désignation du lauréat 1990 du Prix du Mérite Canadien «Jeunesse-Education».

Le prix sera décerné pour la 3e année par une délégation de 100 étudiants secondaires, collégiaux et universitaires (10 étudiants par province). Auparavant, chacune des 10 délégations aura choisi un lauréat provincial. Au Manitoba, il s'agit cette année de Murray Smith, qui a passé l'essentiel de sa carrière dans la division scolaire de Winnipeg.

Le prix rend hommage aux éducateurs qui se distinguent non seulement par leur enseignement, mais aussi par leur personnalité et leur engagement



Marc Bissonnette, représentant du Prix du Mérite Canadien «Jeunesse-Education» au Manitoba.

social et culturel avec les étudiants.

Selon Marc Bissonnette, étudiant en éducation au CUSB et représentant provincial du Prix du Mérite Canadien «Jeunesse-Education», l'événement constitue «une occasion exceptionnelle de rencontre et d'échange pour 100 étudiants d'un peu partout au pays».

«Ce qui est très spécial aussi, c'est que chaque délégation comprend les 3 niveaux d'éducation: secondaire, collégial et universitaire. Le but est de permettre aux jeunes d'exercer une responsabilité dans le domaine de l'éducation».

Durant la semaine du 22 au 29 mars, les 100 jeunes participeront à des ateliers bilingues reliés aux thèmes de l'environnement et de l'éducation. Le Prix du Mérite Canadien «Jeunesse-Education» est financé par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

Laurent GIMENEZ

## SAINT-PIERRE-JOLYS

## Tournoi de golf sur neige

Le terrain de golf de la Rivière-aux-Rats tiendra son premier tournoi de golf sur neige le samedi 17 mars à partir de 13h.

Les raquettes et les skis de fond remplaceront les chaussures de golf, et les participants pourront utiliser au choix un bâton de golf, un bâton de hockey, une raquette de badminton ou une branche d'arbre. A noter que la participation est gratuite.

Gérard Curé, le gérant du

Club de la Rivière-aux-Rats, précise que ce tournoi sur neige est organisé à l'occasion du 10e anniversaire du terrain de golf de la Rivière-aux-Rats et parce que «des gens nous ont approché pour nous proposer l'idée».

«C'est avant tout une journée de plaisir, pour les mordus du golf», ajoute-t-il. Les participants sont également conviés à un souper pour lequel chacun doit apporter son plat.

L.G.

## NOTRE-DAME-DE-LOURDES

## Grande visite sportive

Notre-Dame-de-Lourdes est l'un des villages qui accueillent les athlètes participant aux Jeux d'hiver du Manitoba, dont l'organisation a été confiée cette année au village de Carman.

Les épreuves de Badminton et de Basketball ont lieu au gymnase de l'école secondaire de Lourdes, et les compétitions de patinage de fantasia et de hockey féminin à l'aréna. Le tout se déroule du 7 au 11 mars.

Le village de Notre-Dame-de-Lourdes s'attend à la visite de

250 à 300 athlètes et de plus de 1 000 spectateurs durant ces 4 jours. L'hôtel local a déjà été pris d'assaut et le restaurant promet de ne pas désemplir.

«C'est beaucoup d'ouvrage pour tout le monde, surtout pour les nombreux volontaires», reconnaît Roger Fouasse, secrétaire-trésorier de Notre-Dame-de-Lourdes. «Ça va faire du bien au village. Avec plus de 1 000 personnes qui nous visitent, il va y avoir des retombées économiques».

L.G.

## LA ROUGE

## Un inspecteur des travaux pour 5 localités

Cinq localités de la vallée de la Rouge ont décidé de s'unir pour l'embauchage d'un inspecteur des travaux.

Gaston Brémault a été embauché pour l'année 1990 par Montcalm, Saint-Pierre-Jolys, Morris, Emerson et Franklin. Il est chargé de faire appliquer les règlements concernant les permis de construire.

Gaston Brémault a déjà fait le même travail pour la municipalité de Ritchot. Disposer d'un inspecteur à plein temps serait trop onéreux pour une seule munici-

palité. C'est ce qui a motivé le rapprochement entre les différentes localités.

Ph.D.

## BIBLIOTHÈQUE

## Nos impôts

La bibliothèque de Saint-Boniface organise un atelier d'information sur la nouvelle réforme des impôts, mardi 13 à 19h, dans la salle de programmation du 2e étage.

L'atelier sera animé par un représentant de Revenu Canada. Le nombre d'inscriptions étant limité, il convient de s'inscrire au plus tôt au 986-4331.

## Bonne fête,

à notre chère  
Soeur Pauline  
Pulvermacher

qui célébrera son  
102<sup>e</sup> anniversaire  
le dimanche 11 mars



Dans le livre de votre vie, l'amour y est inscrit à chaque page. Merci pour le partage de ce don.

Que Dieu vous bénisse et vous accorde paix et joie.

De la part  
des Soeurs Grises,  
de la famille Leuschen  
et de ses ami(e)s.

## SAINTE-ANNE-DES-CHÊNES

## Assemblée annuelle d'Eastman

L'assemblée annuelle de la Société de développement régional Eastman aura lieu le jeudi 15 mars au Centre culturel de Sainte-Anne-des-Chênes.

Les inscriptions se feront à partir de 15h30. Entre 19h et 20h

## SAINT-ROSE-DU-LAC

## Un centre d'emploi pour l'été

Les employeurs et les jeunes de la région de Sainte-Rose-du-Lac pourront s'adresser au bureau du village pour les offres et demandes d'emploi d'été.

Le gouvernement provincial met à disposition du village un agent d'emploi d'avril à août. Celui-ci sera installé dans le bureau du village et on pourra le joindre au 447-2229.



Marie-Louise Van Schie.

se déroulera une rencontre-débat avec les représentants de différentes organisations de développement économique régional.

Un souper sera offert entre 18h et 19h au coût de 10\$ par personne. Le paiement doit être effectué avant le 9 mars à l'adresse suivante: Société de développement régional Eastman, C.P. 429, Beausejour, Manitoba, R0E 0C0. Tél: 268-2884.

Recyclez  
ce journal!

# INFO-BUDGET 1-800-267-6640

Pour toute question concernant le budget fédéral 1990, pour plus de renseignements ou pour obtenir la brochure «Où va l'argent de vos impôts», appelez sans frais, du lundi au vendredi, entre 9h et 17h.

Les malentendants pourront composer le 1-800-267-6650.



Ministère des Finances  
Canada

Department of Finance  
Canada





# CONSULTATION COMMUNAUTAIRE

## mars 1990

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
11 <b>Mars</b>	12 Brandon *	13 St-Norbert *	14 Ste-Agathe *	15	16	17
18	19 St-Eugène * St-Georges Lac du Bonnet Powerview Pine Falls	20 St-Louis Otterburne * St-Eustache St-François	21 Ste-Marie Notre-Dame- de-l'Assomption * (Transcona)	22 St-Charles Précieux-Sang *	23 Écoles secondaires de Somerset Notre-Dame- de-Lourdes St-Claude	24
25	26 Haywood St-Claude * Base Militaire	27 Somerset * Mariapolis St-Alphonse Sacré Cœur Bruxelles	28 St-Léon * Thompson *	29 Notre-Dame- de-Lourdes * Le Pas *		

\* Réunions publiques en soirée

### Consultation communautaire

D'ici la fin mars, des visites dans plus de quarante communautés au Manitoba auront lieu pour rencontrer les francophones et identifier des projets qui amélioreront la qualité de leur vie en français. Cette initiative du Comité de planification provinciale vise à dresser un inventaire de projets, tant à l'échelle locale que provinciale, qui serait éventuellement utilisé pour négocier une entente de financement entre le gouvernement fédéral et la communauté franco-manitobaine.

Le Comité de planification provinciale a retenu les services du Cabinet-conseil BDO pour mener une consultation auprès de divers groupes de la communauté. Chaque semaine vous trouverez dans La Liberté le calendrier des rencontres et des réunions publiques pour la semaine suivante ainsi qu'un sommaire des réunions pour le restant du mois. Vous êtes tous invités à participer!!!

### À venir —

#### Semaine du 12 au 16 mars 1990 Réunions publiques — invitation à tous!

##### Le 12 mars 1990 — Brandon

Endroit: Rob Roy Restaurant  
Angle 34<sup>e</sup> et McDonald  
19h30

##### Le 13 mars 1990 — Saint-Norbert

Endroit: Sacristie de l'église  
19h30

##### Le 14 mars 1990 — Sainte-Agathe

Endroit: Centre des vétérans (Army & Navy)  
19h30

### Compte-rendu

Voici quelques-uns des projets proposés par les communautés visitées durant la semaine du 26 février au 1<sup>er</sup> mars 1990. Ce qui suit n'est qu'un sommaire des rencontres et n'inclut pas tous les projets identifiés comme étant des solutions pratiques qui pourraient répondre aux besoins des communautés francophones.

#### Saint-Jean-Baptiste

Le 26 février  
27 participants  
(réunion publique annulée  
dû à la tempête et remise  
au 8 mars 1990)

Coordonnateurs/animateurs culturels, Bibliothèque ambulante, Équipement pour le centre d'âge d'or, Fourgonnette, Cours de musique en français, Journal, Ameublement pour les mini-francophones, Piscine régionale, Fonds de base — Comité culturel.

#### Saint-Pierre-Jolys/ Otterburne

Le 27 février 1990  
94 participants

Entraîneurs/instructeurs sportifs, Centre scolaire/communautaire, Appui financier et pédagogique pour préscolaire, Cinéma français, Professeurs de ballet-jazz français, Restauration du musée, Services d'assistants dentaires en français, Services d'infirmiers/infirmières en français, Promotion du village — dépliant et vidéo, Coordonnateur en récréologie.

#### La Salle

Le 28 février 1990  
10 participants

Appui pour le projet centre scolaire/communautaire, Garderie française à Saint-Norbert, Appui pour le projet d'école d'art du Centre culturel franco-manitobain,

Bibliothèque ambulante, Centre de services intégrés pour femmes, Appui pour le projet Maison Jeanne-Élisabeth.

#### Saint-Malo

Le 1<sup>er</sup> mars 1990  
72 participants

Salle communautaire/paroissiale, Établissement d'une pré-maternelle, Coordonnateur/animateur culturel, Appui pour le projet de santé préventive, Services intégrés pour femmes, Fourgonnette, Agent de développement économique, Fonds pour le centenaire de la paroisse.

#### Aubigny

Le 1<sup>er</sup> mars 1990  
10 participants

Prêts de vidéo-cassettes via bibliobus, Centre communautaire.

## Le comité de planification provinciale

C.P. 145

Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

Pour de plus amples renseignements,  
veuillez communiquer avec Lise Lavack  
au 237-3374 ou 1-800-665-4443 (ligne sans frais).



## SAINT-ROSE-DU-LAC

Projet d'information  
météorologique

L'Institut collégial de Saint-Rose-du-Lac a proposé aux conseillers du village de Saint-Rose-du-Lac de mettre en place un service d'information météorologique.

James Johanneson propose d'organiser ce service au collège avec ses étudiants. L'information

météorologique serait disponible sur la chaîne 13 «Access TV» pour les habitants du village raccordés au câble, et par téléphone pour les autres habitants. Les conseillers ont approuvé le projet en principe, il doit maintenant être étudié plus à fond.

Ph.D.

Un dernier concours  
sur le Bicentenaire de la Révolution française

Pour clore l'année du Bicentenaire de la Révolution française, l'attaché linguistique français au Manitoba, Jean-François Roederer, a décidé d'organiser un concours.

Objectif? «Actualiser la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en l'appliquant au

monde d'aujourd'hui, notamment par rapport à la situation dans les pays d'Europe de l'Est».

Le concours, qui a eu lieu au début de cette année, était ouvert à la quarantaine d'écoles qui ont présenté une exposition sur la Révolution de 1789.

Les élèves d'une douzaine d'écoles ont voulu répondre à la question: «Quel est, à ton avis, l'acquis le plus important de la Révolution française dont tu

bénéficies encore aujourd'hui?».

Deux ont gagné: Churchill High (un groupe de 11e et 12e) et l'Institut collégial Notre-Dame-de-Lourdes (la 9e année). Les gagnants ont reçu pour plus de 600\$ de livres et de jeux.

Jean-François Roederer a pu compter sur l'appui de l'Union nationale française, la Fédération des caisses populaires, le Conseil interculturel du Manitoba et l'Ambassade de France.

Vous voudrez lire...

Vous voudrez posséder...

Vous voudrez donner...

## UN SIÈCLE D'HISTOIRE

Le livre du Centenaire  
de Notre-Dame-de-Lourdes

• Récit passionnant de la rencontre de trois nationalités sous la conduite d'un religieux aux grands rêves. C'est aussi l'histoire d'un milieu qui s'est distingué dans plusieurs sphères de l'activité humaine, dont la religion, la culture, l'éducation, l'économie et les sports.

• Parution — le 8 décembre 1990, date qui marquera l'ouverture officielle des célébrations du centenaire de la paroisse.

• Une œuvre de qualité : livre de 600\* pages, couverture rigide, reliure en Tanotex, 800\* photos, douze\* pages en couleur, cartes, graphiques, glossaire et index; rien n'est épargné pour assurer une œuvre de haute valeur.

• Trois cents\* pages réservées à l'histoire documentée de la paroisse, touchant tous les aspects de la vie communautaire.

• Trois cents\* pages réservées à l'histoire des quelque 300 familles qui ont établi foyer dans la localité.

\* Les chiffres sont approximatifs.

• Prévente — pour éviter des coûts de production inutiles qui pourraient entraîner des déficits, le comité responsable a jugé bon de s'en tenir à un tirage limité. Pour vous assurer d'obtenir le nombre d'exemplaires que vous désirez, il vous faudra donc réserver avant le 1er mai 1990 en vous adressant:

En personne à l'un des deux endroits suivants:

La Caisse populaire  
Notre-Dame-de-Lourdes  
Manitoba

ou

La Boutique du livre  
315, rue Kenny  
Saint-Boniface (Manitoba)

Par lettre au:

Comité de prévente  
Livre du Centenaire  
C.P. 500, Notre-Dame-de-Lourdes  
(Manitoba) R0G 1M0

• Les livres se vendent à 60\$ l'unité.

• Vous devez accompagner votre réservation de la somme de 25\$, adressant votre chèque au: Livre du Centenaire de Lourdes. Un reçu vous sera remis.

• Le solde de 35\$ devra être versé lorsque vous prendrez livraison de votre livre soit le 8 décembre lors de la fête d'ouverture, soit à partir du 10 décembre à La Boutique du Livre ou à la Caisse. Pour ceux qui le préféreront, les livres pourront leur être expédiés par la poste dès le 10 décembre moyennant la somme additionnelle de 3\$ par livre pour manutention et frais de poste.

• Le comité ne distribuera aucun livre sans avoir reçu au préalable le plein montant requis. Il ne pourra non plus effectuer aucun remboursement en ce qui concerne la somme versée pour réservation.

• Pour vous éviter des soucis, il est entendu que vous pouvez verser le plein montant de 60\$ lors de votre réservation.

• Pour ceux qui veulent réserver par lettre, prière de bien vouloir remplir la formule ci-dessous.

Adresser au: Comité de prévente, Livre du Centenaire de Lourdes, C.P. 500, Notre-Dame-de-Lourdes (Manitoba) R0G 1M0

Je voudrais réserver \_\_\_\_\_ livre(s) du Centenaire de Lourdes. Ci-inclus (par chèque ou mandat de poste) la somme de \_\_\_\_\_.

Bien vouloir cocher l'espace approprié ci-dessous.

☐ Je prendrai possession de ce(s) livre(s) à Lourdes même le 8 décembre 1990 ou dans les jours qui suivront.

☐ Je prendrai possession de ce(s) livre(s) à La Boutique du Livre après le 8 décembre.

☐ Je vous prierais de m'expédier ce(s) livre(s) par la poste dès le 10 décembre 1990. Je vous ferai parvenir au préalable le solde dû plus les frais de manutention et de poste (3\$ par livre) (Canada seulement).

Bien vouloir écrire:

Nom: \_\_\_\_\_

Rue: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_ Prov.: \_\_\_\_\_

Code Postal: \_\_\_\_\_

\* (Un reçu vous sera envoyé)

Signature: \_\_\_\_\_



Les lauréats de l'Institut collégial Notre-Dame-de-Lourdes: Nicole Chappellaz, Nicole Lesage, Lise Le Moulec, Mae-Lena Caillier, Philippe Grenier, Gatan Talbot, Marc Durand, Lise Roch, Mélanie Lesage, Michel Marcon, Joel Marcon, Justin Mangin, Lisa Smiri, Yvan Delaquis, Carmine Grenier, Stéfane Dupasquier, Patrick Dacquay, Allan Delorme, Brigitte Comte.

A gauche: Christian Schmitt, président de l'Union nationale française; à droite Jean-François Roederer, attaché linguistique français. Le professeur responsable: Gilles Laurent.



Les lauréats de Churchill High: Tracey Stevenson, Colin Arason, Heather Kerr, Tracey Irving, Jason Schokz, Jennifer Brennstrom, Liz Spence, Nancy Karpisky, Allison Hickey, Linda Urbanowitch, Toni Chunik, Chris Olson, Trevor Defries, Warren Woodhouse, Leona Van Dongen, Tara All, Ian Barnett.

Jean-François Roederer est à gauche, en compagnie du professeur Gérald Pantel. A droite: Christian Schmitt, président de l'Union nationale française.

**Enfin, un porte-trombone qui a de l'allure!**

Fin! l'embarras de fouiller dans ses tiroirs pour des trombones à papier!

Procurez-vous le produit PORTE-TROMBONE de MAGNASTIQUE, une fourniture de bureau magnétique d'une élégance pratique.

Compact et utile, il saura embellir tout coin encombré au travail ou à la maison.

Pour obtenir un PORTE-TROMBONE de MAGNASTIQUE, veuillez communiquer avec JOANNE TRUDEAU au 255-6118 ou BRIGITTE FOURNIER au 253-4445 après 16 h 00, avant le 13 mars.

PRIX: 9,95 \$

MAGNASTIQUE, une compagnie de JEUNES ENTREPRISES, est commanditée par La Fédération des caisses populaires du Manitoba.



## CULTUREL

Un nouveau magazine de l'Ouest sur Radio-Canada

Suivez  
le guide

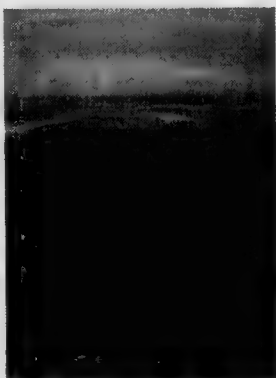
### Le musée des Beaux-Arts

Denise Bélanger, responsable des services en français au musée des Beaux-Arts de Winnipeg, propose 3 expositions «à ne pas manquer».

• **Women and art in Salluit** (jusqu'au 2 décembre). Des sculptures de pierre originaires de la région arctique du Québec, qui expriment l'image de la femme dans la communauté inuit de Salluit.

Les oeuvres exposées proviennent de la collection permanente du musée qui, selon Denise Bélanger, «est la meilleure collection d'art inuit au monde, avec plus de 6 000 pièces».

• **Indians from A to Z** (jusqu'au 6 mars). Des oeuvres de l'artiste amérindien Robert Houle, où s'expriment à la fois la tradition amérindienne et la culture des Blancs. L'exposition, qui a été organisée par le musée des Beaux-Arts de Winnipeg, circulera dans plusieurs villes du Canada.



Un tableau de Robert Houle.

• **A survey of Canadian art** (jusqu'au 17 juin). Plusieurs oeuvres (tableaux et petites sculptures) tirée de la collection permanente qui illustrent l'évolution de l'art au Canada de 1850 à nos jours.

Denise Bélanger précise que le musée des Beaux-Arts présente en général 7 expositions à la fois. La rotation permet d'avoir au moins une nouvelle exposition par mois.

Des visites guidées en français sont organisées, à la demande, pour l'ensemble du musée ou pour une exposition particulière. Il suffit d'appeler 1 ou 2 semaines à l'avance (tél: 786-6641). «Les groupes sont en général de 8 à 20 personnes, mais s'il y en a moins, nous nous montrons flexibles», indique Denise Bélanger. Coût de la visite: 25\$.

Sélection recueillie par  
Laurent GIMENEZ.

Depuis janvier 1990, Les jeunes francophones de l'Ouest ont leur émission télévisée : SMAC comme Saskatchewan, Manitoba, Alberta et Colombie, tous les mercredis à 18h30.

«SMAC également comme Sérieux, Maniaque, Artistique et Comique», précise Roland Lavoie, l'un des réalisateurs manitobains de l'émission avec Gérard Paquin. Sur le même principe que «L'autoroute électronique» qu'elle remplace, la nouvelle émission de Radio-Canada présente des sujets très divers réalisés dans les 4 provinces de l'Ouest.

### Plus de 300 réponses hebdomadaires

Cette nouvelle émission diffère de la précédente en étant coordonnée à Edmonton et non plus à Winnipeg, et surtout en ayant un public très ciblé : les jeunes de 8 à 12 ans. Elle fait suite à un constat : les adolescents francophones ne regardent pas la télévision française, il convient de s'adresser aux plus jeunes pour créer des habitudes.

Les réponses au jeu de fin d'émission permettent de se faire une idée de l'audience. Le pari semble réussi avec plus de 300 réponses hebdomadaires, rien qu'au Manitoba, la province où il y a le plus de réponses.



photo: Philippe Descamps

Roland Lavoie et Gérard Paquin, les 2 réalisateurs de SMAC au Manitoba, ont un objectif commun : impliquer les jeunes au maximum pour qu'ils considèrent cette émission comme la leur.

L'idée centrale de l'émission est d'explorer le maximum de directions possibles pour faire de la diversité des sujets l'attrait principal. Pour choisir leurs sujets, les deux réalisateurs écoutent et lisent beaucoup,

mais surtout, explique Gérard Paquin : «J'écoute mes enfants.»

Concevoir une émission pour les enfants quand on a eu l'habitude de s'adresser aux adultes, c'est tout un apprentissage, explique Roland Lavoie : «On est tous en train d'apprendre.» Il faut se mettre à leur portée sans les a priori des adultes sur ce qui intéresse les jeunes, renchérit Gérard Paquin : «On travaille parfois un mois pour un sujet de 4 minutes. J'essaie de regarder avec des yeux de cet âge-là, d'écouter la musique qu'ils écoutent. Il faut qu'ils sentent que

l'émission vient d'eux.»

Si travailler avec des jeunes est exigeant, cela peut être aussi gratifiant, explique Gérard Paquin : «8-12 ans, c'est un âge très intéressant. Les enfants ne voient pas les clôtures que fabriquent les adultes. Ils sont fantastiques dans leur façon de penser, dans leur imagination, alors que les parents commencent déjà à ne plus bien les comprendre. A nous d'utiliser la télévision pour briser les préjugés.»

Avec cette nouvelle aventure de télévision, les deux réalisateurs de SMAC retrouvent l'enthousiasme propre à la jeunesse, témoigne Gérard Paquin : «Pour les sujets d'affaires publiques, on est toujours à chercher les bobos, à insister sur ce qui ne va pas. Les jeunes nous laissent plus libres, on cherche les fleuves, les poètes, les oiseaux...»

Philippe DESCAMPS

### De la sculpture aux ours

Le 14 mars, l'émission SMAC sera présentée par André Roy et Pierre Guérin au Musée de l'Homme et de la Nature de Winnipeg, avec la participation de 4 jeunes matelots de l'école Taché.

Les sujets manitobains présentés lors des prochaines émissions sont :

• **Le 14 mars** : Le Festival du Voyageur.

• **Le 21 mars** : Hélène Labelle, sculpteur sur bois.

• **Le 28 mars** : Pêche sur glace au lac Manitoba avec Lionel Allard, un métis de Saint-Laurent.

• **Le 4 avril** : Le marquage des ours du Mont Riding avec Pat Rousseau, garde du parc.

### WINNIPEG

### Vente de timbres au musée des beaux-arts

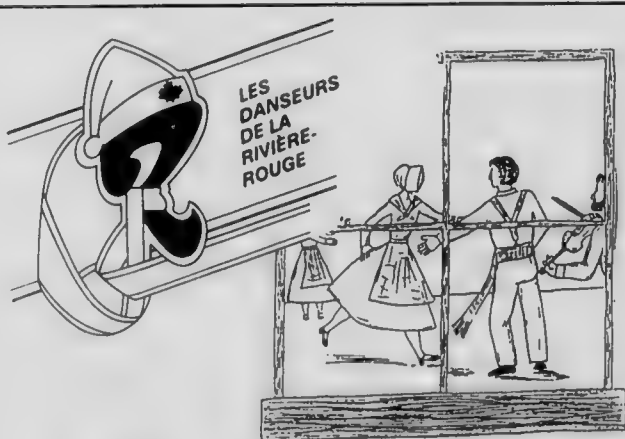
Le marché de timbres et de livres organisé chaque année par le comité de bénévoles du musée des Beaux-Arts de Winnipeg aura lieu du jeudi 15 au dimanche 18 mars.

Les horaires d'ouverture du musée, situé au 300 Memorial, sont les suivants: les jeudis et vendredis de 11h à 21h; les samedis et les dimanches de 11h à 17h.

Le comité promet un large

choix de timbres neufs et oblitérés à des prix très abordables, notamment une collection des tout premiers timbres canadiens, des cachets d'oblitération et des lettres d'émission premier jour.

L'argent recueilli sera remis au musée des Beaux-Arts pour financer les nouvelles acquisitions et les programmes éducatifs. Pour tout renseignement, appeler Priscilla Veitch au 786-6641.



### ÉCOLE FOLKLORIQUE Spectacle de fin d'année

le mardi 13 mars 1990  
à 19h30

Salle Pauline-Boutal du CCFM  
340, boulevard Provencher

Prix d'entrée: Adultes — 2\$; Enfants — 1\$



# JEUNESSE

## *jaze*

Volume 1 n° 3

Saint-Boniface (Manitoba)

le 9 mars 1990



### La ringuette «chinoise»

La ringuette, ça peut vous mener jusqu'à Hong Kong! Comment ça? Les détails en page 3.

## Ringuette jeu de fillette? PANTOUTE!

JEUNESSE JAZE a reçu une lettre à la rédaction critiquant un article paru dans le numéro 2. A lire en page 3.



### Destination Nouvelle-Écosse

Voici le groupe de Notre-Dame-de-Lourdes qui va se rendre très bientôt en Nouvelle-Écosse. Les détails: page 3.

## Parlement Jeunesse : un bon bain de politique!

Le Parlement Jeunesse franco-Manitobain, qui existe déjà depuis 7 ans, organise une autre session parlementaire à l'Hôtel de Ville de Winnipeg cette fin de semaine (8 au 11 mars).

Lors du premier Parlement Jeunesse en 1983, crée par Michael Osborne, il y avait 25 participants entassés dans l'Hôtel de Ville de Saint-Boniface. Aujourd'hui, le PJFM accueille 85 participants et l'enthousiasme continue toujours à grandir.

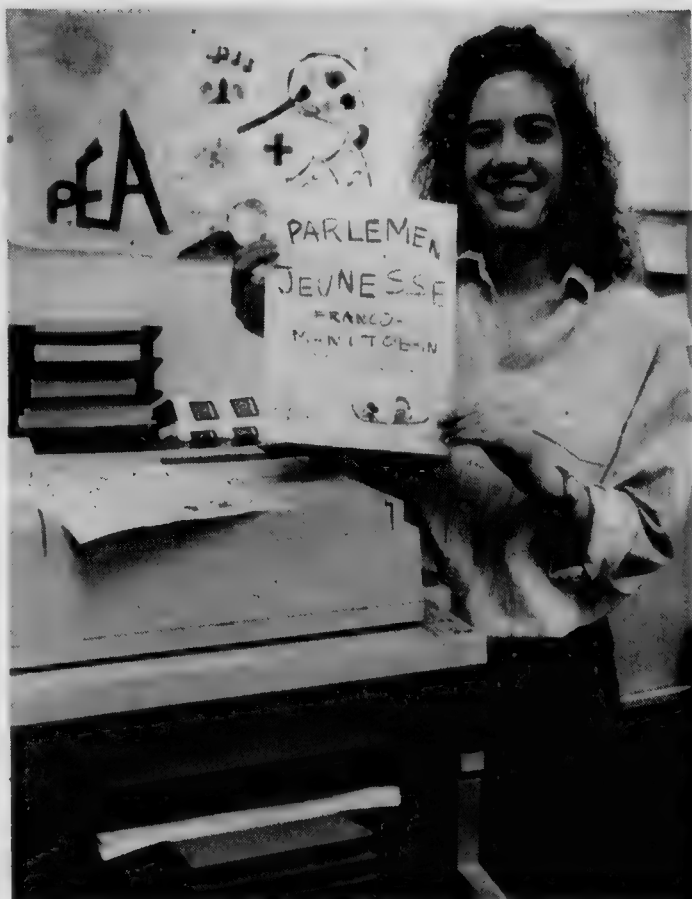
Micheline Lafond, élève en première année universitaire au CUSB, occupe le poste de Premier ministre cette année. Elle souligne que le Parlement jeunesse a voulu créer une occasion pour les jeunes de parler en français et d'exprimer leurs opinions sur des sujets d'actualité.

Les projets de lois qui seront débattus cette année concernent, entre autres, le taux de natalité au Canada, la pornographie et la légalisation de la marijuana.

Le PJFM constitue aussi une occasion de formation pour les membres du cabinet, à savoir comment fonctionne un comité. Tout cela implique beaucoup de temps pour rédiger des lettres de subventions et envoyer des invitations pour recruter un lieutenant-gouverneur.

Pourquoi tout cet enthousiasme pour le Parlement Jeunesse? «Il y a beaucoup d'énergie au Parlement; toujours de la vie,» explique Micheline. Les débats en Chambre sont souvent repris comme sujets de discussions en soirée et souvent pour les semaines à suivre.

«Les jeunes parlent du Parlement après qu'il est fini. Ça devient quelque chose de mémorable.» Il y a encore beaucoup d'intérêt pour le PJFM,



Micheline Lafond, premier ministre du Parlement Jeunesse Franco-Manitobain, photocopiant des projets de loi du bureau du Conseil Jeunesse Provincial (CJP).

### Qui participe au PJFM? Voir Page 2.

mais le nombre de participants est limité à cause des facilités physiques.

D'après Micheline Lafond, il est très important que les jeunes profitent de la possibilité de participer à une telle activité, car c'est la base de notre système politique.

Toute l'organisation du Parlement se fait par des jeunes des niveaux secondaire et universitaire. Cette année le PJFM a

reçu beaucoup d'appuis des autres organisations francophones et c'est grâce à elles que le Parlement existe encore.

Le Parlement Jeunesse Franco-Manitobain est une institution traditionnelle qui permet aux jeunes de s'exprimer sur des questions de l'heure et cette pratique rejoint le dicton familial: «La jeunesse peut faire quelque chose!».

Micheline Sabourin



**Félicitations  
aux responsables du 7e  
Parlement Jeunesse!**



# Luc De Larochellière: une étoile montante

Luc De Larochellière remporta le prix d'auteur-compositeur-interprète au Festival de la chanson de Granby en 1986. L'automne dernier, il a reçu le Félix d'auteur-compositeur au gala de l'ADISQ (l'industrie du disque francophone au Québec).

C'est la première fois que ce prix est remis à un artiste pour son premier album. Pas pire pour un jeune Montréalais de 23 ans!

Son premier album «Amère America» fut un grand succès au Québec. Jusqu'à présent, il s'est vendu à plus de 25 000 exemplaires. Les textes, les rythmes et les sons sont variés. Il y a de tout pour plaire à la majorité des goûts.

Les thèmes sont aussi divers que la musique. Les chansons poignantes affrontent la guerre, l'immigration et les injustices économiques. Elles parlent aussi de la nostalgie, des exploits des hommes, du rêve et de la réalité.



Luc De Larochellière, qui va tenter très bientôt de percer en France, en compagnie de Cynthia Myslicki.

La musique alterne entre le pop et le rock contenant parfois un certain flair classique. Les trucs de claviers et de percus-

sions sont très efficaces.

Ses débuts étaient très typiques. Il aimait jouer de la guitare et chanter. Vers l'âge de 15

ans, il composa ses premières chansons et les présenta à ses amis.

«J'ai fait mes chansons un petit peu pour moi, puis ça a plu, donc ça continue comme ça.»

L'inspiration pour ses textes et sa musique lui vient de toutes les directions: «Tu sors tes antennes et tu vois ce qui te touches assez pour avoir envie de faire une chanson. J'écris sur ce que je vois sur la rue, ce que je vis personnellement...».

Ces goûts personnels sont donc aussi variés que ses chansons. Il a grandi en écoutant la musique de la fin des années 60, c'est-à-dire le rhythm and blues, les Rolling Stones et les Doors.

Quand il a finalement découvert la chanson française, il écouta les chansonniers-poètes comme Jacques Brel et Félix Leclerc et plus tard Harmonium et Beau Dommage. De la musique contemporaine, il mentionne les Talking Heads, The

Police, Peter Gabriel, Dire Straits et Sting.

Comme tous compositeurs et chansonniers, il aspire un jour à écrire «la chanson»: «celles que les gens vont chanter chez-eux aux "partys", autour du feu(...), qui va me survivre».

**«Les Stones, les Doors et après Jacques Brel»**

Selon ses résultats antérieurs, ce ne serait pas inconcevable qu'il atteigne son but. Son prochain album va sortir au Canada et en France cet automne et déterminera si Luc De Larochellière est un «One hit wonder» ou une force de longue durée dans la musique québécoise.

Cynthia Myslicki

## Qui participe au PJFM?

**Collège Louis-Riel:** Angela Rourke, Mona Lemoine, Michelle Legal, Josée Cottenoir, Maxine Robert, Marcel Gauthier, Hélène Malo, Renel Alarie, Yvan Lamoureux, Christian Monnin, Monelle Lafond, Joël Beaudry, Rémi Gosselin, Rodrigue Guay, Chantal Ayotte, Patrick Rey, Stéphane Larivière, Michel LeSann, Mona Dupré, Jason Booth, Dominique Reynolds, Karine Guay, Kelly Morris, Hung-Hao Trinh, Chantal Cloutier, Salah Eddin Soufi, Stéphane Dorge, Marc Fiola

**Collège Gabrielle-Roy:** Karmel Chartrand, Jeannette Aubin, Micheline Marchildon, Natalie Fenez, Stéphane Tétrault, Tina Dumaine

**École Pointe-des-Chênes:** Rémi Lemoine, Rosanne Legal, Martin Courcelles

**École Saint-Joachim:** Sylvie Laurencelle, Lucille Verrier, Lucie Connelly

**Institut collégial de Saint-Pierre:** Alain Mulaire, Sol Desharnais

**École Précieux-Sang:** Nicole LaCoste, Adrian Wortley, Shannon Bourbonnais, Joanne LaCoste, Rita Vincent, Mélanie Maltre, Michèle Gratton, Diane Burgoyne, Kate Quarry, Vincent Gaudet, Claire Breton, Geneviève Tétrault, Renée Beaudry, Lydie Toupin, Christian Gagné, Carisse Thomas, Danielle Cloutier, Lisette Savard, Janique Lavallée, Cynthia Myslicki

**CABINET:** Premier ministre - Micheline Lafond, CUSB; Orateur - Chantal Berard, CUSB; Vice premier ministre - Marc-Yvan Hébert, CUSB; Orateur adjoint - Denis Prieur, Collège Louis-Riel; Leader de la Chambre - Serge LaRochelle, Collège Louis-Riel; Ministre de l'environnement et Ministre des Finances - Micheline Sabourin, Collège Louis-Riel; Ministre de la justice - Lise Brin, Collège Louis-Riel; Ministre de la jeunesse et Procureur général - Marie-Claude McDonald, École Précieux-Sang; Ministre du bien-être social et Ministre de la Santé - Roger Picton, Collège Louis-Riel; Whip - Francine Hébert, Collège Louis-Riel; Whip - Richard Gauthier, Collège Louis-Riel.

Six étudiants pour le projet de vidéo à La Broquerie

## «Ça a été une belle expérience pour nous»

Le mois dernier, six étudiants de la 10e, 11e et 12e de l'école Saint-Joachim ont produit un vidéo scolaire intitulé «Où allons-nous?».

François Balcaen, Lucie Connelly, Sylvie Laurencelle, Danielle Normandeau, Réal Tétrault et Lucille Verrier ont donné quatre pleines journées pour vivre une expérience inoubliable. Ils ont pu goûter à la vie d'un réalisateur et d'un caméraman.

Voici comment cela s'est passé.

Le 6 février, nous avons rencontré M. Charles Lavack, réalisateur de plusieurs films pour parler un peu du contenu, des exigences et de l'objectif du projet «Vidéo Scolaire».



Au centre, on reconnaît le réalisateur Charles Lavack en train de donner des explications à l'équipe.

Nous nous sommes impliqués dès le commencement. Vendredi et samedi, nous avons sorti la caméra et nous avons filmé durant les deux jours. Nous avons couvert toutes les rues du

villages et sommes montés jusque dans le clocher de l'église.

Dimanche fut une grosse journée. Nous nous sommes rendus à l'atelier technique vers 9h30 du matin, pour faire le montage et à 1h30 lundi matin nous quittons la place pour retourner à la maison enrichis d'un autre beau souvenir.

Ça a été une belle expérience pour nous et nous n'allons jamais l'oublier. Merci Charles Lavack et Brian Sanders pour votre patience et le partage de votre expertise.

Merci aussi à la Société des Communications du Manitoba Inc. et au BEF qui ont rendu ce projet possible. Vous nous avez véritablement ouvert au monde



Une excellente expérience pratique qui a permis au groupe de mettre la main à la pâte.

des communications et intéressés aux carrières qui relèvent de ce domaine.

Danielle Normandeau



## L'équipe du numéro 3

Le numéro 3 de JEUNESSE JAZE a été produit par Cynthia Myslicki, Natalie Bouvier, Danielle Dumesnil (du Conseil Jeunesse Provincial, le maître d'oeuvre du projet), Micheline Sabourin, Micheline Marchildon, Mireille Guay, Micheline Girardin, Lynelle Hébert, Cindy Gloux. Absente de la photo: Nathalie Slawinski.

JEUNESSE JAZE, publié avec un coup de main de Danielle Dumesnil et Bernard Bocquel, vous donne un autre rendez-vous: le 6 avril, après les vacances de Pâques. Des commentaires, des suggestions? Un nom: Danielle Dumesnil. Un numéro de téléphone: 237-8947 au CJP.

JEUNESSE JAZE est rendu possible grâce à une contribution financière du Secrétariat d'État du Canada.



# La ringuette: tout ce qu'il faut savoir



Les filles aussi savent manier le bâton avec dextérité. Ici, il s'agit des Sainte-Anne Sabrettes Tween A, une des nombreuses équipes de ringuette du Manitoba.

La ringuette est un sport joué sur glace par les filles avec un bâton et une rondelle. L'équipement et les règlements sont semblables au hockey, sauf qu'il n'y a pas de contact physique à la ringuette.

Ce sport existe au Manitoba depuis 1967 et a commencé à Fort Garry. Il existe aujourd'hui 429 équipes de ringuette au Manitoba.

Dans la dernière année, le nombre de joueuses a diminué, mais quand même, le nombre reste aux alentours de 5510.

D'après l'Association de ringuette du Manitoba, le nombre de joueuses diminue à cause du coût qui continue de s'élever et des jeunes femmes de 14 à 17

ans qui lâchent la ringuette pour des emplois. C'est l'explication avancée par Léon Morrisette, président de l'Association de ringuette du Manitoba.

Pour que la ringuette devienne plus connue autour du monde un individu nommé Berry Matern a organisé un voyage qui a envoyé 30 jeunes de Winnipeg, Saint-Pierre-Jolys et Mitchell au Japon, à Hong Kong et à Hawaï du 26 décembre 1989 au 10 janvier 1990.

Ce voyage a donné la chance à des jeunes filles de 9 à 16 ans de ces endroits d'en connaître plus sur la ringuette, comme l'a expliqué une participante au voyage, Joanne LaBossière.

Nathalie Slawinski

## Lettre à Jeunesse Jaze

### À la défense de la ringuette

M. Martin Lajoie,

À la suite de votre article écrit dans Jeunesse Jaze du 9 février 1990, au sujet de la popularité de la ringuette, nous ne sommes pas d'accord avec vous.

Vous avez mentionné que la ringuette est plus facile que le hockey; avez-vous déjà participé à une partie de ringuette? La ringuette demande beaucoup d'habiletés.

Par exemple, nous devons enlever le rond d'un autre sans la toucher. Mais en hockey, tu peux presque tuer ton adversaire pour lui enlever la rondelle!

Dans le jeu de ringuette, pour attraper le rond, il faut mettre le bâton au centre du rond. Lorsque le rond vient en vitesse, il est très difficile à attraper! (Et nous parlons d'expérience!) Mais au hockey, il faut

simplement mettre la palette sur la glace!

Au début, lorsque les sports ont commencé, la violence n'existait pas. Mais peu à peu, les sports se sont développés et les joueurs durent mettre plus d'équipement pour se protéger de la violence!

Vous avez aussi mentionné dans votre article que la violence au hockey le rend plus intéressant. Mais qu'est-ce qui est plus important dans les sports: la violence ou l'habileté des joueurs?

Des championnes de ringuette d'Eastman,  
Joanne LaBossière  
Diane Ruest  
Chantal Morrisette  
Carol Tessier  
Magali Nayet  
Liane Musick  
Lynne Curé  
le 14 février 1990

## L'énorme influence de Georges Forest sur le Manitoba

Quand les jeunes entendent le nom de Georges Forest, ils l'associent la plupart du temps au Festival du Voyageur.

D'accord, il était un des fondateurs de cet événement et était le premier voyageur officiel. Mais il ne faut pas oublier ses

combats pour préserver le français au Manitoba.

En mars 1976, il avait reçu à Saint-Boniface une contravention rédigée uniquement en anglais pour mauvais stationnement. Tenant son français à coeur, il s'est plaint à la municipalité de Winnipeg.

Il poursuivait sa cause dans les cours de justice pour quatre ans, allant même jusqu'en Cour suprême du Canada.

Enfin, après tous ces efforts, ça a valu la peine: maintenant, toutes les contraventions manitobaines et toutes les lois de la province sont imprimées en anglais et en français.

La langue française est-elle en voie de disparition? Il nous faudra plus de personnes comme Georges Forest pour garantir le futur du français. À nous de prendre la relève.

Micheline Girardin  
Lynelle Hébert



Georges Forest.

Le Journal des jeunes satisfait la curiosité

## Les jeunes sont prêts à s'intéresser à l'actualité



Le fondateur du Journal des jeunes, Laurent Gimenez, explique que cette publication est vraiment unique au Canada.

Le Journal des jeunes existe depuis le 15 septembre 1989 et est publié bimensuellement. Cette publication est bien accueillie et bien réussie. Elle a ses lecteurs pour le prouver.

Comme le précise son fondateur, le journaliste Laurent Gimenez: «Le Journal des jeunes est un outil pour mieux comprendre les informations données dans les autres journaux». Il a environ 700 abonnements dont les deux tiers viennent des écoles françaises ou d'immersion.

Régulièrement, une question est posée aux lecteurs pour solliciter leurs opinions sur un sujet donné. Les réponses sont tellement nombreuses que le Journal des jeunes ne peut pas toutes les publier.

Le créateur du Journal des jeunes a souligné qu'un de ses buts était de «montrer que les jeunes avaient de l'intérêt pour l'actualité et qu'ils n'avaient aucun journal pour satisfaire leur curiosité.

Son journal vise les jeunes de 10 ans et plus. L'équilibre des sujets traités vient d'un mélange d'actualité, de politique et de nouvelles sur les sciences.

Laurent Gimenez aime «trouver le sens d'un événement» et le rédiger de sorte que les gens puissent «comprendre plus». Cependant, il y a toujours le danger de trop simplifier. Toutefois, la simplification n'est pas la seule manière de faire comprendre quelque chose.

L'écriture neutre, un vocabulaire clair et compréhensible, sont essentiels ainsi qu'un niveau de présentation claire avec l'accent sur le visuel (cartes, graphiques, photos).

Comme journaliste pour La Liberté depuis deux ans et demi, Laurent Gimenez tend à avoir un regard critique et il sait que son journal est «un instrument pour s'enrichir, pour approfondir ses connaissances».

Natalie Bouvier

Cindy Gloux

## Notre-Dame ira en Nouvelle-Écosse

Le voyage échange entre Notre-dame-de-Lourdes et Sainte-Anne-du-Ruisseau est finalement approuvé par le Secrétariat d'État.

Les 21 jeunes de la 12<sup>e</sup> année de l'Institut collégial Notre-Dame ont reçu des lettres de leurs nouveaux amis de Nouvelle-Écosse.

L'I.C.N.D. ira à Sainte-Anne-du-Ruisseau du 21 au 28 avril et Sainte-Anne-du-Ruisseau viendra visiter le Manitoba le 5 au 12 mai.

Les jeunes ont hâte de faire cette nouvelle expérience.



## Ça Roule Gabrielle-Roy!

«Ça Roule Gabrielle-Roy» (CRGR), la radio-scolaire à l'école Gabrielle-Roy, en est à sa 3e année et les choses roulent vraiment!

C'est en 1987 que cette école française, blottie au fond d'Ile-des-Chênes s'est pourvue de la première radio scolaire française du Manitoba. Aujourd'hui CRGR commence à se faire une renommée.

Car depuis 1987, les choses se sont beaucoup développées. Dix étudiants travaillent sous la direction de Mme Irène Lemoine, qui fait sa 2e année comme professeur conseiller. La radio scolaire est maintenant offerte comme une formation de travail pour un demi crédit. La radio a plus de 1 000\$ de disques, 250 quarante-cinq tours, une dizaine de microsillons et une quarantaine de cassettes.

Au départ, la radio, c'était une idée. Les fondateurs: M. Émile Hacault, professeur, et M. Armand St-Hilaire, directeur travaillèrent dans le but d'avoir une radio qui apporterait aux jeunes une meilleure appréciation de la musique française.

Ils aspiraient d'établir plusieurs radios à travers la division comme moyen de relier les



L'équipe de la radio scolaire: Chantal Gobeil, Stéphane Tétreault, Andréa Samardzija, Micheline Marchildon, Paulette Grimard, Natalie Fenez, Ginette Pelt, Joanne Poirier, Mme Irène Lemoine (professeur conseiller), Christina Samardzija, Christian Perron.

écoles françaises pour des échanges entre écoles et élèves.

Mais tout ceci n'aurait pas pu débiter sans les subventions de divers organismes comme le gouvernement provincial, le Bureau de l'Éducation française, Francofonds, les Chevaliers de Colomb, le CJP, les Caisses populaires, etc.

Voici un bref aperçu de ce qu'est la radio scolaire. La radio est en ondes à l'école à l'heure

du midi de 12h à 12h45. Il y a une chambre réservée spécialement pour l'équipement et la diffusion des émissions.

Le travail de radio se divise en 2 aspects principaux: celui d'animateur/trice et celui de technicien/cienne. L'animateur/trice choisit les chansons et parle en ondes. Le technicien/cienne fait tourner les disques et allume le micro. Il y a un élève animateur pour chaque jour du cycle. Celui-ci doit planifier son émis-

sion et la faire approuver par le professeur conseiller. Une émission est constituée de musique française exclusivement et d'intros entre les chansons.

Quelques événements marquants de la radio: entre autres l'entrevue et la visite du chanteur québécois Richard Séguin au



À la console: Andréa Samardzija.

mois d'octobre passé. Aussi les gens de la radio ont eu la chance d'assister à un atelier d'animation offert par CKSB. CRGR démontra son support à la radio de Saint-Jean-Baptiste en participant à leurs cérémonies d'ouverture au mois d'octobre. Il y a maintenant 9 radio scolaires françaises au Manitoba.

La radio à Gabrielle-Roy a certainement causé un impact positif sur les étudiants. Joanne Poirier: «J'ai découvert un grand intérêt dans l'aspect technique de la radio.» Christina Samardzija: «J'aime l'aspect d'animatrice parce que je peux communiquer des informations aux gens sans leur faire face.»

«Les jeunes sont plus ouverts à la musique française, ils en ont une plus grande connaissance et ils en sont moins critiques,» dit Mme Lemoine, professeur conseiller.

Pour les étudiants qui pensent se lancer dans la radio à l'avenir, la radio scolaire leur donne une bonne idée du métier de la radio.

Micheline Marchildon

*Humour*

## L'hiver? Pfff! Faut pas oublier le soleil entre deux cauchemars

Où, encore une fois nous sommes rendus à la saison de l'année où les chemins sont ou très glissants ou très sales.

Le temps de la saison où vous essayez de voir quelque chose en avant en jetant des balles de neige (sales) sur votre pare-brise afin de remplacer le lave-vitre que vous avez oublié à la maison avant de quitter votre demeure chauffée.

Le temps où, lorsque vous regardez votre voiture, vous éprouvez le besoin de la nettoyer et ou pour la faire sécher et aussi la montrer à votre voisin, vous allez vous promener.

Le temps où, lorsque vous revenez chez vous, vous la trouvez aussi sale qu'avant de dépenser des heures à la faire briller!

Où, je suis comme vous, je souffre de la fatigue, du rhume et aussi de la hâte de voir ces minables petits bourgeons sur les arbres dénudés. L'hiver pour moi est comme un mauvais rêve; vous vous couchez en ayant hâte de rêver et lorsque vous avez un mauvais rêve, celui-ci revient toujours jusqu'au moment où quelque chose d'un bien extraordinaire vous arrive... comme ces fameux bourgeons annuels.

Ce cauchemar en douceur, où il y a la nouveauté et la blan-



Ah! Bientôt le rêve va devenir une réalité pleine de sable chaud, de soleil d'or et de ciel bleu!!!

cheur, et les rêves de pentes afin de faire du ski ou de se promener dans la forêt en inspectant les traces d'extraterrestes. Mais ce rêve est tricheur et change de vent très rapidement... Votre voiture (qui n'a pas été branchée) ne veut pas faire sonner son ronronnement habituel, les foulards, les tuques et plusieurs autres articles s'ajoutent à la liste et rallonge les matinales...

Ce cauchemar, qui dure environ 5 mois, se termine par contre avec une apparition sen-

sationnelle... l'été (autrement dit, le paradis!) Ces longs mois de souffrance au plus haut degré sont vite oubliés une fois rendu dans l'eau réchauffée par le soleil et bordée par le sable doré des plages où des corps, exposés aux rayons de soleil et aux yeux des passants, se prélassent sans se soucier des journées de travail dans des endroits où l'air est contrôlé par «l'hiver».

Pendant des mois au ciel, parmi les anges bronzés, coulés de biscuits aux chocolats,

ont emmagasiné le soleil afin d'en avoir pendant toute l'année. Mais, rendu si loin dans la saison froide, notre réserve est rendue au minimum.

Donc, il faut se voir sur une plage, dans les bras musclés d'un compagnon avec une «liqueur douce», afin de traverser cette période difficile. Il ne faut surtout pas oublier que, oui... nous avons le soleil...

Mireille Guay

## Le son cajun pas cool?

La musique cajun, c'est un son unique aux accents de la Louisiane. Elle est faite pour la danse et la joie de vivre «traditionnelle» grâce à l'utilisation du violon.

Bien que Hadley Castille, musicien cajun, fasse entendre ce style de musique depuis dix ans au Festival du Voyageur, les jeunes Franco-Manitobains ne semblent pas s'y intéresser.

La musique cajun est presque morte pendant les années 50, quand la culture cajun a été repoussée. Cependant, d'après Hadley Castille, la musique commence à reprendre du feu.

Hadley Castille a aussi précisé qu'il forme son groupe avec des jeunes musiciens pour garder cette musique en vie pour qu'elle ne meurt pas avec sa génération.

Le fait que Hadley Castille ne souhaite pas être célèbre, et ne veut pas avoir beaucoup de publicité pour répandre sa musique, est une raison pour laquelle la jeunesse d'aujourd'hui ne reconnaît pas et ne s'intéresse pas à ce style de musique.

Hadley Castille est un musicien talentueux, alors pourquoi les jeunes n'aiment-ils pas sa musique? La musique cajun est-elle déphasée?

Cindy Gloux

## Lectures

## ENFANTS

## Wapiti.

Il s'agit d'un magazine pour les jeunes qui traite de la nature, de la vie des animaux, tant sur terre que dans l'eau. On y trouve des planches de dessins et des explications fort intéressantes à lire.

## ALCOOLISME

ASTRÉANCE, BOIRE CONTRÔLÉ, BOIRE RÉFLÉCHI



La couverture du livre «Alcoolisme».

## FRANÇAIS LANGUE SECONDE

**Le château des petits hommes verts**, de Y. Thériault, A. Mollica.

Dans ce roman, Volpek est le célèbre agent canadien qui a pour mission de découvrir d'où viennent ces petits hommes verts, qui apparaissent dans le village. Ce livre captivant a la particularité d'être destiné à des lecteurs dont le français est la langue seconde. Des explications en marge et aux bas des pages en facilitent la lecture.

(Éd. C.E.C., 1981)

## PROBLÈMES ET SERVICES SOCIAUX

**Alcoolisme**, de Dollard, Cormier.

Arrêter de boire, lorsque cela est devenu une nécessité, c'est difficile, mais pas impossible. Le livre explique comment des chercheurs ont fait des expériences sur des alcooliques, en utilisant une boisson contrôlée avec, comme objectif, diminution progressive de l'alcool. C'est un excellent ouvrage sur le pourquoi et le comment de la boisson.

(Méridien, 1989)

## FÉMINISME

**La lettre aérienne**, de Nicole Brossard.

Douze textes sont rassemblés dans ce livre. Madame Brossard affirme son identité en tant que lesbienne. Ses désirs, ses sentiments, elle les dévoile avec force.

(Éd. Remue-Ménage, 1985)

## LOISIRS

**Le livre des patiences**, de M. Bezaovska, P. Kitchavats

Les réussites et les patiences sont le sujet de ce livre. Vous pourrez vous amuser à essayer toutes les cartes durant vos heures de loisir.

(Éd. de L'Homme, 1987)

Ces livres sont disponibles à la Bibliothèque de Saint-Boniface

LES ORGANISMES CULTURELS PROVINCIAUX DE L'OUEST  
ET LA RADIO DE RADIO-CANADA DANS L'OUEST  
RECHERCHENT DES ARTISTES POUR PARTICIPER AU

# GALA

INTERPROVINCIAL  
DE LA CHANSON  
1 - 9 - 9 - 0

Le concours est ouvert aux interprètes et aux auteurs-compositeurs-interprètes, âgés de 15 ans ou plus et résidents depuis au moins 6 mois dans une des provinces suivantes: l'Alberta, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique ou le Manitoba.

Chaque province déléguera un candidat pour chacune des deux catégories à la finale qui aura lieu à Edmonton le 9 juin 1990.

Les grands finalistes de chaque catégorie gagneront une somme de 1,500 \$ et une bourse Musicaction d'une valeur de 2,500 \$.

Date limite pour l'inscription: le 16 avril 1990.

Pour plus de renseignements:

GALA INTERPROVINCIAL DE LA CHANSON  
A/S Le 100 Nons  
Centre culturel Franco-Manitobain  
340 Boulevard Provencher  
Winnipeg (Manitoba) R2H 0G7

Les candidats choisis pour la finale recevront des frais de déplacement et de séjour.



Société Radio-Canada  
Canadian Broadcasting Corporation

## Le «Mariage forcé» sur les planches du Collège universitaire

Molière  
et les punks

Les étudiants du cours de théâtre du CUSB présentent le «Mariage forcé» de Molière dans une mise en scène peu orthodoxe, les 8, 9 et 10 mars, à 20h, salle Martial-Caron (1).

La même soirée de théâtre réunit la comédie la plus extrême et la tragédie la plus dépouillée avec «Kolbe» de Rhéal Cenerini.

De la pièce de Molière, Marie-Lyne Lebel auteur de la mise en scène (2), a voulu conserver rigoureusement le texte et le personnage de Sganarelle. C'était pour mieux bouleverser tout le reste: un voyage dans l'excentrique qui mettra Sganarelle aux prises avec, tour à tour, un golfeur, un escrimeur, une punk, un savant-machine, une télévision, etc.

D'un texte joué pour la première fois à la cour de Louis XIV en 1664, Marie-Lyne Lebel a voulu faire une pièce atemporelle: «J'ai simplement laissé voguer mon imagination à partir des personnages, en développant le caractère excentrique et stéréotypé de chacun. Les costumes, les maquillages, tout est exagéré.»

Si monter cette pièce de façon «classique, classique» aurait représenté «un trop gros défi», Marie-Lyne Lebel ne sous-estime pas les difficultés de l'aventure: «Nous attendons maintenant la réaction du public. Je vais savoir si les mêmes gags peuvent faire rire d'une autre façon. J'aurais apporté ma propre création. Il fallait que cela me ressemble pour surprendre.»

Du cours de théâtre qu'elle a suivi cette année, Marie-Lyne Lebel a surtout retenu la compréhension du travail de mise en scène: «La liberté que peut offrir une pièce. On peut la jouer de façons très différentes et chaque fois apporter quelque chose.»

Philippe DESCAMPS

(1) Billets à 3\$ et 5\$, renseignements et réservations au 233-0110.

(2) Ont participé à la réalisation du «Mariage forcé», pour l'équipe technique: Lisa Adams, David Blair, Eric Bossé, Francis Desbiolles, Julie-Christine Doré, Johanne Girouard, Anita Lessard. Distribution: Pauline Bruneau, Dominic Lalleur, Robert Loisel, Anne-Marie McGinn, Pierre Lagueur, Nicole Molin, Annette Philippe, Joëlle Thivierge, Évelyn Turenne et Gino Turgeon.



photo: Philippe Descamps

L'équipe du «Mariage forcé» au grand complet.

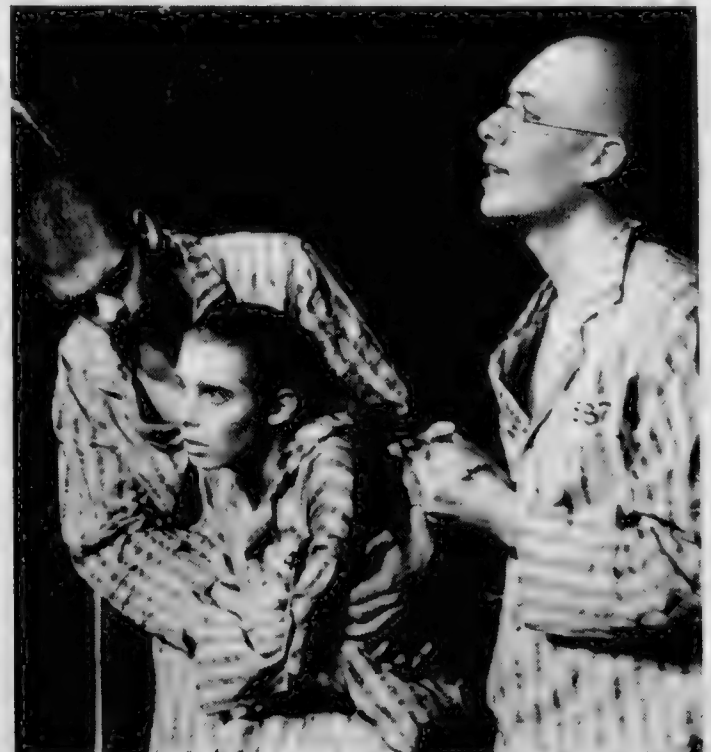


photo: Philippe Descamps

Les derniers jours du père Kolbe à Auschwitz, la pièce de Rhéal Cenerini sera présentée en deuxième partie.

## DANSE

Spectacle  
des Danseurs  
de la  
Rivière-Rouge

Le «Spectacle de fin d'année» des Danseurs de la Rivière-Rouge se tiendra le mardi 13 mars à 19h30 au Centre culturel franco-manitobain.

Au programme: les élèves de l'École folklorique (enfants et adultes), la troupe adolescente de l'Ensemble folklorique et celle des adultes. Ils donneront un aperçu de leurs connaissances en danse folklorique canadienne-française. Entrée: 2\$.

## SAINT-MALO

Nouveaux locaux  
pour la bibliothèque

L'inauguration officielle des nouveaux locaux de la bibliothèque de Saint-Malo aura lieu le jeudi 15 mars de 19h à 21h. Le public est invité à y participer.

La bibliothèque est désormais située dans la pièce numéro 4 du Chalet Malouin. Il s'agit d'un local plus grand et plus moderne que le précédent, et plus facile

d'accès pour les personnes handicapées.

Les heures d'ouverture restent inchangées: du mardi au vendredi de 14h30 à 16h30 et le jeudi soir de 19h à 21h. La bibliothécaire est Stella Gauthier. La bibliothèque de Saint-Malo est une succursale de la bibliothèque régionale de saint-Pierre-Jolys.

L.G.

LA  
LIBERTÉ

Le journal de l'année de l'APF,  
1984, 1985, 1986, 1987, 1988.



## Les Rendez-Vous

## DANSE

• **«Roméo et Juliette»**, le célèbre ballet de Prokofiev d'après le drame de Shakespeare, présenté par le Ballet royal de Winnipeg avec Evelyn Hart et Rex Harrington. Les 9 et 10 mars, à 20h et les 10 et 11 mars, à 14h, salle du Centenaire (billets : 943-1994).

## THÉÂTRE

• **«Cruel Tears»**, drame musical écrit par Ken Mithchell et mise en scène par Kim McCaw, avec Humphrey & the Dumptrucks pour la musique. Une libre adaptation d'Othello de Shakespeare. Au PTE, jusqu'au 18 mars, place Portage (942-5483).

MANITOBA  
ARTS COUNCILCONSEIL  
DES ARTS  
DU MANITOBA

**PRINTEMPS 1990/91**  
PROGRAMMES DE SUBVENTION  
ET ENVOI DES DEMANDES  
- DATES LIMITES

1<sup>er</sup> AVRIL

- Subventions majeures destinées aux arts
- Subventions aux projets d'arts visuel
- Subventions aux projets cinématographiques et magnétoscopiques
- Subventions aux productions cinématographiques et magnétoscopiques
- Commande d'œuvres de compositeurs
- Présentations de troupes de danse indépendantes
- Concerts en série
- Subventions aux artistes du spectacle

## 15 AVRIL

- Subventions aux organismes d'arts du spectacle
- Subventions aux organismes de soutien artistique

1<sup>er</sup> MAI

- Programme "Accès"
- Programme "InnovArts", volets "A" et "B"
- Subventions d'Expositions
- Aide à la publication de périodiques
- Programme d'aide à la rédaction et à ses collaborateurs
- Subventions aux écrivains, volets "A" et "B"

1<sup>er</sup> JUIN

- Aide aux étudiants
- Subventions aux écoles - Artistes à l'école

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le bureau suivant:

**Conseil des Arts du Manitoba**  
93, avenue Lombard, bureau 525  
Winnipeg, Manitoba  
R3B 3B1  
No. de téléphone: 945-2237

Le Conseil des Arts du Manitoba  
est une agence  
de la province du Manitoba.

## CONCERTS

• **«Masterworks n°8»** de l'Orchestre symphonique de Winnipeg sous la direction de Bramwell Tovey, avec pour invité le soliste André Laplante, vainqueur de la médaille d'argent du Concours international de piano Tchaikovsky en 1978 à Moscou. Au programme : le concerto pour harpe de Haendel, Holst, Chan Ka Nin, Honegger et Somers. Mardi 13 mars, à 20h, salle Provencher de l'Hôtel Fort Garry.

• **L'harpiste Gianetta Baril** sera l'invitée de la soirée aux chandelles de l'Orchestre de chambre du Manitoba. Au programme : le concerto pour harpe de Haendel, Holst, Chan Ka Nin, Honegger et Somers. Mardi 13 mars, à 20h, salle Provencher de l'Hôtel Fort Garry.

• **«Hown Town Festival»**, 35 musiciens manitobains se rencontrent au centre culturel West End, du 8 au 10 mars, à 20h (billets à 7\$ ou forfait à 30\$ : 775-1055).

• **Stephen Fearing** sera l'invité du Centre culturel West End, le 11 mars, à 19h (billets à 12\$ : 775-1055).

• **David Larocque** sera l'artiste invité du Foyer, le 9 mars au CCFM.

## ENFANTS

• **«Mirror Game»**, de Dennis Foon, présenté par le théâtre pour enfant Actors' Showcase (recommandé à partir de 13 ans). Jusqu'au 15 mars (947-0394).



photo: Hubert Pantel

• **«Mirror Game»**, de Dennis Foon, présenté par le théâtre pour enfant Actors' Showcase (recommandé à partir de 13 ans). Jusqu'au 15 mars (947-0394).

• **«Inspecteur devinette»**, atelier jeu au Musée des enfants, avec Jerry Maryniuk, illustrateur pour la police de Winnipeg, les 10 et 11 mars (renseignements : 957-0005). Les enfants devront par leur ingéniosité résoudre tous les messages mystères et les codes secrets.

## EXPOSITIONS

• **L'artiste de Vancouver Ken Lum** présente sa plus grande exposition canadienne au Musée des Beaux-Arts de Winnipeg.

• **«The Journey Series»**, sculptures d'argile de Tanis Dick, jusqu'au 18 mars, Eclectica Gallery, 535, rue Academy.

• **«Blindman's Bluff»**, exposition de Susan G. Scott, jusqu'au 31 mars, dans la Galerie 1.1.1 de l'École d'art de l'Université du Manitoba. L'artiste de Montréal donnera une conférence lundi 12 mars, à 20h, dans la Galerie Plug In Inc. 175, avenue McDermot.

• **Eva Perron et Dorothy Paquin**, deux artistes de Winnipeg, exposent leurs œuvres récentes à la bibliothèque de Saint-Boniface pendant le mois de mars.

• **«Miracles»** de Ann Smith, dans la galerie I du CCFM.

• **«Le dos de la main»**, esquisses et tableaux d'Orysia Klymkiw, dans la galerie II du CCFM.

Une sélection de  
Philippe DESCAMPS

Jour de canicule  
au Cercle  
Molière

Le Cercle Molière présente Jour de canicule, une production de la troupe Primus, du 14 au 17 mars à 20h salle Paulline-Boutal au CCFM.

La troupe Primus est composée de finissants de l'École nationale de théâtre. Elle a connu un grand succès au Winnipeg Fringe Festival l'été dernier avec son spectacle Dog Day.

Les billets sont en vente au Cercle Molière (233-8053). Il n'y a que 55 places disponibles par représentation.

Rencontre  
de la FAFM

La Fédération des aînés franco-manitobains (FAFM) organise un déjeuner-rencontre au Club La Verendrye.

La réunion aura lieu mercredi 14 mars à 11h30. Le conférencier invité viendra de la Société franco-manitobaine.

LE CLUB  
LA VERENDRYE

614, rue Des Meurons  
Saint-Boniface  
Téléphone: 233-8997

• Bingo chaque lun., merc., jeudi et ven. • Jeu de quilles sept jours par semaine • Salle de banquet • Bar et salle à manger • Spectacles tous les jeudis, vendredis et samedis

Le dynamisme des étudiants  
fera décoller vos projets

Cet été, embauchez des personnes énergiques et enthousiastes : embauchez des étudiants. Dans le cadre «Défi 90», le gouvernement du Canada met des fonds à la disposition des entreprises privées, des municipalités et des organismes sans but lucratif pour l'embauche d'étudiants des niveaux secondaire, collégial ou universitaire.

Nous voulons vous aider à créer des postes

supplémentaires cet été - que vous n'auriez pas les moyens de créer sans notre appui.

Misez sur les travailleurs de demain : donnez la chance aux étudiants d'acquérir une expérience pratique.

Soyez un employeur «Défi 90» - ça fera l'affaire des étudiants et ça fera la vôtre!

Présentez votre demande dès maintenant au Centre d'emploi du Canada de votre localité.

Les demandes doivent être postées au plus tard le 16 mars.



Gouvernement du Canada  
Ministre d'État à la Jeunesse

Government of Canada  
Minister of State for Youth

Canada  
Défi 90

## SPORT

La série Saint-Malo/La Broquerie se poursuit

Hanover-Taché

### Les Canadiens contre la bande

Pour les Canadiens de Saint-Pierre-Jolys, il n'y a pas de lendemain. S'ils ne remportent pas leur match, vendredi 9 mars à l'aréna de Saint-Pierre, c'est l'attente de la fonte des neiges et l'ouverture du terrain de golf de la Rivière-aux-Rats.

Les Red Wings de Grunthal mènent la série deux matchs contre un. Il ne leur manque qu'une troisième victoire pour avancer à la prochaine ronde contre les gagnants de la série La Broquerie/Saint-Malo.

Dans la division Nord, les premières rondes des séries éliminatoires ont déjà été réglées. Les As de Sainte-Anne ont mis fin à la saison des North Stars d'Ile-des-Chênes avec trois victoires consécutives. Dans l'autre série, les Clippers de Niverville ont battu les Dutchmen de Landmark trois fois en quatre parties.

Les finales de la division Nord auront donc lieu entre Sainte-Anne et Niverville. Prédiction de Gilbert Dubé des Habs de La Broquerie: Sainte-Anne devrait remporter la série. «Sainte-Anne, c'est une équipe qui est à son meilleur durant les séries éliminatoires. Les joueurs jouent un jeu très discipliné.»

L.C.

Les Habs de La Broquerie n'ont pas l'intention de tenter le diable. Bien qu'ils n'aient besoin de gagner que l'un de leurs deux prochains matchs contre les Warriors de Saint-Malo, ils aimeraient mettre fin à la série vendredi 9 mars à La Broquerie.

«On ne veut pas retourner à Saint-Malo pour un cinquième match», affirme Gilbert Dubé, l'un des vétérans des Habs. «Pas que c'est plus difficile de gagner à Saint-Malo. C'est juste que c'est plus le fun de jouer chez nous, devant nos partisans».

L'histoire des Habs de La Broquerie cette année, c'est un peu le monde à l'envers. Traditionnellement, les Habs connaissent une saison régulière du tonnerre et se faisaient, par la suite, éliminer dès la première ronde des séries éliminatoires.

Cette année, les Habs ont dû attendre les résultats du dernier match de la saison entre les As de Sainte-Anne et les Mohawks de Mitchell avant de savoir s'ils se rendraient en séries éliminatoires. (Vous vous imaginez? Les partisans de La Broquerie encourageant les As de Sainte-

Anne pour que ces derniers gagnent contre Mitchell!)

Une fois rendue en séries éliminatoires contre Saint-Malo, la première équipe au classement de la division Sud, les Habs de La Broquerie ont battu les Warriors deux fois d'affilé. La série aurait même pu se terminer mardi 6 mars. Mais Saint-Malo a remporté ce match 5 à 4 durant la deuxième période de prolongation.

«Mardi soir, même si on a perdu, on était la meilleure équipe sur la patinoire. On joue à notre plein potentiel maintenant», répond Gilbert Dubé lorsqu'on lui demande d'expliquer ce nouveau succès de son équipe. «L'esprit d'équipe est revenu, il est exceptionnel».

«On a fini la saison régulière en gagnant deux de nos trois derniers matchs après avoir perdu 13 parties d'affilé. Ça remonte quand même l'esprit de l'équipe». Et il ajoute en riant: «Saint-Malo manque quelques joueurs!»

Le quatrième match de la série La Broquerie/Saint-Malo a lieu à La Broquerie vendredi 9 mars à 20h.

Lucien CHAPUT



Archives La Liberté

Gilbert Dubé des Habs de La Broquerie. «A la partie à Saint-Malo mardi 6 mars, on avait une foule incroyable de partisans derrière nous. Ça fait du bien!»

### Gagnants du 18<sup>e</sup> Bonspiel Annuel de la à Lorette mars 1990



Le président de la Société franco-manitobaine, Raymond Bisson, présente les trophées



#### Première épreuve

Eugène Ritchot  
Omer Fontaine  
Béatrice Ritchot  
Simone Neveux

#### Deuxième épreuve

(Commanditée par la Caisse populaire de Saint-Boniface)

Donat Labossière  
Pauline Labossière  
Léo Nadeau  
Thérèse Nadeau



#### Troisième épreuve

René Kolly  
Loreo Kolly  
Guy Kolly  
Lilliane Anthonesen



Un merci sincère aux donateurs de prix: Agence de Voyage d'Eschambault, À la Page, B.D.O. Guenette Chaput, Caisse populaire de Saint-Boniface, CCFM/Caté Jardin, Chez le Disquaire, Fédération des Caisses populaires du Manitoba, Festival du Voyageur, Rat River Golf Rivière aux Rats, Sportex/Collège de Saint-Boniface.

Souignons la présence de l'équipe Chute-Libre qui, par son enthousiasme, a créé une ambiance chaleureuse.

## Les Nordiques en panne de maîtres

Dans les coulisses de la Ligue Nationale de Hockey, personne n'ose rire trop fort du sort des pitoyables Nordiques de Québec. Bourrés de jeunes joueurs talentueux, l'organisation perd avec la jeunesse, comptant sur un avenir glorieux.

Comme prévu, les Nordiques ont été très actifs lors de la dernière journée des transactions, cédant leurs vétérans les plus valables en retour de joueurs jeunes et prometteurs. Partis sont Michel Goulet, Greg Millen et Peter Stastny.

En retour, les Nordiques ont acquis les services de quatre jeunes joueurs, jusqu'ici incapables de se tailler une place régulière dans la Ligue Nationale. Dan Vincelette et Everett Sanipass ont goûté au jeu de la Ligue, sans pouvoir se décrocher un poste. Mario Doyon, un défenseur, impressionne lors de sa première campagne professionnelle dans la Ligue Internationale.

Tous les trois sont des anciens de la Ligue Majeure Junior du Québec. De retour dans un environnement familial, ils deviendront peut-être de solides joueurs. Mais ils ne seront jamais des membres du premier trio.

L'autre transaction a vu Craig



André BRIN

André Brin est chroniqueur sportif au Ce Soir de Radio-Canada

Wolanin rejoindre les Nordiques. Voilà tout un cas. Un jour, on voit en lui un autre Larry Robinson. Le lendemain, c'est le prochain Larry Melnyk. Il a de l'habileté et un physique fort imposant. Mais jusqu'ici, il n'a su combiner les deux. Vous souvenez-vous de Bobby Dollas?

### Bourrés de talents

Echanger Stastny en retour de Wolanin a été de trop. Les Nordiques ont sauvé de l'argent, ce qui leur permettra de faire venir Mats Sundin dès l'an prochain. Mais ils ont ralenti le progrès des jeunes avec cette transaction.

Stastny, c'était le lien avec les plus beaux jours de l'organisa-

tion. Il avait goûté à la gloire dans le chandail des fleur-de-lisés. Le grand Slovaque inspirait ses jeunes coéquipiers. Moins efficace, il méritait quand même sa place dans l'alignement, tout comme Lanny McDonald à Calgary et Bob Gainey à Montréal.

Voilà que les jeunes Nordiques apprendront de Lucien DeBlois, de Mario Marois et de Guy Lafleur. Tous des vieux Nordiques qui n'ont jamais été de jeunes Nordiques. Et, à l'exception de Lafleur, ce ne sont pas des gagnants.

De plus en plus, les Nordiques me font penser aux North Stars du Minnesota d'il y a quelques années.

C'était tôt dans les 80. Les Stars comptaient déjà des futures jeunes vedettes, comme Broten, Ciccarelli, McCarthy, Maxwell, Giles, Hartsburg, Beaupre et Bellows. Le vétéran le plus inspirant à l'époque: un défenseur du nom de Paul Shmyr.

Les Stars n'ont jamais répondu aux attentes de leurs supporters. Bourrés de talent eux aussi, personne n'était là pour leur enseigner le métier.

Voilà ce qui manque au plan de reconstruction des Nordiques.



## EMPLOIS

### La Division scolaire de la Rivière-Rouge n° 17

est à la recherche d'un(e)

#### directeur(trice) de programmation à plein temps

##### Exigences:

1. Excellente connaissance écrite et parlée des deux langues officielles du Canada.
2. Études avancées et/ou expérience en administration scolaire.
3. Connaissance approfondie des programmations scolaires (français, immersion et anglais).
4. Expérience dans la supervision et l'agencement de programmes scolaires tels que la catéchèse, le Whole Language, les sciences naturelles, l'informatique, etc.
5. Attitude favorable à la promotion de l'éducation en français.
6. Leadership habile avec un bon sens des relations publiques.

**Salaire:** d'après l'échelle de salaires en vigueur.

**Entrée en fonctions:** septembre 1990.

Veuillez faire parvenir votre demande écrite accompagnée de votre curriculum vitae à:

**Monsieur Ron Perron**  
Directeur général  
Division scolaire de la Rivière-Rouge n° 17  
C.P. 219  
Saint-Pierre-Jolys (Manitoba)  
R0A 1V0  
Téléphone: (204) 433-7815



Office national  
des transports  
du Canada

National  
Transportation  
Agency of Canada

#### Perimeter Airlines (Inland) Ltd.

#### Avis de demande de service aérien

n° 90139 au rôle

Perimeter Airlines (Inland) Ltd. est autorisée d'exploiter, aux termes de la licence n° 882558, un service intérieur régulier entre points déterminés (classe 2) pour le transport de personnes et de marchandises afin de desservir les points Winnipeg, Berens River, Poplar River (Neginan), Norway House, Oxford House, Little Grand Rapids, des points sur le Gods Lake (à savoir Gods Lake Narrows, Gods River), des points sur le Island Lake (à savoir Garden Hill, St. Theresa Point), Cross Lake et Red Sucker Lake (Manitoba).

##### 1. Le licencié est autorisé:

- a) dans l'exploitation de son service aux points Winnipeg, Norway House et Garden Hill (Manitoba), à utiliser des aéronefs des groupes B, C et D; et
- b) dans l'exploitation de son service aux points Berens River, Poplar River (Neginan), Oxford House, Little Grand Rapids, des points sur le Gods Lake (à savoir Gods Lake Narrows, Gods River), des points sur le Island Lake (à savoir St. Theresa Point), Cross Lake et Red Sucker Lake (Manitoba), à utiliser des aéronefs des groupes B et C.

Perimeter Airlines (Inland) Ltd. est autorisé d'exploiter, aux termes de la licence n° 882559, un service intérieur régulier entre points déterminés (classe 2) pour le transport de personnes et de marchandises afin de desservir les points Winnipeg (Manitoba) et Red Sucker Lake (Ontario) au moyen d'aéronefs à voilure fixe des groupes C et D.

Perimeter Airlines (Inland) Ltd. demande maintenant à l'Office national des transports l'autorisation de modifier les licences n°s 882558 et 882559 en y ajoutant le point Sandy Lake (Ontario) au moyen d'aéronefs du groupe C.

Toute collectivité, personne ou entité intéressée peut faire une intervention contre cette demande suivant les modalités fixées dans les Règles générales de l'Office national des transports du Canada. L'intervention doit être déposée auprès du Secrétaire de l'Office au plus tard le **9 avril 1990**. Copie de l'intervention doit être signifiée en même temps à la demanderesse et une preuve de la signification doit être envoyée à l'Office.

Le dépôt de l'intervention auprès du Secrétaire peut se faire en mains propres, par courrier recommandé ou par messenger, à l'Office national des transports du Canada, 15, rue Eddy, Hull (Québec), K1A 0N9, ou encore par télex (053-4254 ou 053-3615) ou par télécopieur (819-953-5562 ou 819-953-8798).

L'Office fournira sur demande les détails de la demande et les instructions pour le dépôt d'une intervention. Pour de plus amples renseignements, téléphonez à N. Hay au 819-997-6872 ou R. Primeau au 819-953-8949.

**Canada**



## Offre d'emploi

**COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE**

est à la recherche de candidats/candidat(e)s  
pour remplir les tâches de

#### moniteur/monitrice

à l'intérieur du programme académique,  
sportif et culturel

##### Qualifications:

- avoir au moins une première année universitaire;
- avoir une expérience préalable en animation de groupes de jeunes de 7 à 12 ans;
- avoir des connaissances dans au moins un des domaines suivants: l'informatique, l'audio-visuel, les arts plastiques, l'art culinaire, les sciences générales, les sciences humaines, l'art dramatique, l'animation radiophonique, les sports, les loisirs et le culturel;
- posséder une excellente maîtrise de la langue française.

**Durée de l'emploi:** du 19 juin au 27 août 1990

**Date limite pour soumettre sa candidature:**  
le 30 mars 1990

Prière d'adresser votre curriculum vitae à:

**Madame Gisèle Barnabé**  
Éducation permanente  
Collège universitaire de Saint-Boniface  
200, avenue de la Cathédrale  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 0H7

200, AVENUE DE LA CATHÉDRALE  
SAINT-BONIFACE, MANITOBA R2H 0H7  
(204) 233-0210



Société canadienne  
d'hypothèques et  
de logement



Canada Mortgage  
and Housing  
Corporation

## ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

La SCHL est une société d'état qui a pour mandat de promouvoir la construction de logements neufs, la réparation et la modernisation des maisons existantes et l'amélioration du logement et des conditions de vie pour les Canadiens. En tant que société nous nous efforçons de compter parmi les sociétés dont les conditions de travail sont les meilleurs au Canada. A cette fin, nous nous sommes engagés à garantir l'égalité des chances d'emploi dans notre processus de dotation.

Bien que beaucoup d'employés handicapés, autochtones et minorités visibles aient été engagés, nous aimerions entendre parler de personnes qualifiées de groupes professionnels comme le personnel de bureau et de secrétariat, l'administration principale, (p. ex les agents de programme qui sont chargés de l'administration ou de l'application des programmes de logement) et le personnel de gestion ou direction.

Habituellement, le roulement de notre personnel n'est pas élevé et le nombre de postes vacants est généralement limité. Il serait donc injuste de faire croire que nous avons présentement un certain nombre de postes à pourvoir. Cependant, si vous désirez nous soumettre votre curriculum vitae, nous le conserverons en dossier et nous le prendrons en considération si un poste qui vous convient venait à être vacant.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae:

**P. Will**  
C.P. 964  
Winnipeg, Manitoba  
R3C 2V2

La Société canadienne  
d'hypothèques et de logement  
est une importante société d'Etat  
qui travaille de concert avec le  
secteur commercial, les  
établissements financiers, les  
gouvernements et les  
particuliers en vue d'améliorer  
le logement des Canadiens.

**Canada**



### Les Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie

#### Académie Saint-Joseph

sont à la recherche

#### de préposées aux malades (nurses' aid)

- emploi à temps plein ou partiel
- salaire compétitif

Toute personne intéressée est priée d'appeler Colette, directrice du nursing, au 237-4485 ou de remplir une formule de demande d'emploi à:

**Académie Saint-Joseph**  
321, avenue  
de la Cathédrale  
Saint-Boniface  
(Manitoba) R2H 0J3

### La Division scolaire de la Rivière-Seine n° 14

recherche

#### un(e) directeur(trice)

à temps plein pour l'école  
Saint-Adolphe pour l'année  
scolaire 1990-1991.

L'école est située à Saint-Adolphe et offre un programme d'immersion de M à 9 et un programme anglais de M à 9 avec un effectif de 280 élèves et un personnel enseignant de 20.

Les candidat(e)s qui détiennent le B. Éd., au moins, et qui possèdent de l'expérience pédagogique et administrative aux niveaux élémentaire et présecondaire et qui possèdent une très bonne connaissance du curriculum auront la préférence. La connaissance du français et de l'anglais est requise.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de faire parvenir leur demande, le ou avant le **15 mars 1990**, à:

**M. Wendell Sparkes**  
Directeur général  
Division scolaire de la  
Rivière-Seine n° 14  
C.P. 160  
Ste-Anne (Manitoba)  
R0A 1R0



Construction de Défense  
Canada

Défence  
Construction  
Canada

Construction de Défense  
Canada lance un appel  
d'offres pour

Remplacer les conduits de  
condensat Hangar #16, Site  
nord, bfc Winnipeg  
(Manitoba).

La date limite prescrite de  
réception des soumissions  
est le **mercredi 28 mars**  
1990.

Pour de plus amples  
renseignements s'adresser  
à la Section des plans à  
Ottawa (613) 998-9549.

Référence: WG 060 10

**Canada**



## Offre d'emploi

### COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE

est à la recherche de candidats pour remplir les tâches de

#### moniteur/monitrice

à l'intérieur du programme Cours d'été de langue.

#### Qualifications:

- avoir au moins une première année universitaire;
- avoir une expérience préalable en animation de groupes;
- posséder une excellente maîtrise de la langue française.

**Durée de l'emploi:** du 25 juin au 10 août 1990

**Date limite pour soumettre sa candidature:** le 30 mars 1990

Prière d'adresser votre curriculum vitae à:

**Madame Diane Robert**  
Coordonnatrice du programme  
Cours d'été de langue  
Collège universitaire de Saint-Boniface  
200, avenue de la Cathédrale  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 0H7

200, AVENUE DE LA CATHÉDRALE  
SAINT-BONIFACE, MANITOBA R2H 0H7  
(204) 233-0210



## La Société historique de Saint-Boniface

recherche

### un directeur général

#### Description de tâches:

##### Le directeur général:

- est directement responsable auprès du Conseil d'administration de la Société historique de Saint-Boniface.
- gère la S.H.S.B.
- assure l'administration générale de la S.H.S.B.
- dirige les projets et activités de la S.H.S.B.
- collabore avec les comités pour assurer l'exécution des politiques établies par la S.H.S.B.
- applique les politiques du personnel telles que définies par le Conseil d'administration de la S.H.S.B.
- entreprend les démarches pour assurer le financement général de la S.H.S.B.
- assiste l'administration de la Maison Riel

#### Exigences:

- bonne connaissance de l'histoire du Canada et de l'Ouest canadien en particulier (spécialisation en histoire ou discipline connexe)
- expérience administrative
- connaissances des principes archivistiques
- doit faire preuve d'initiative et d'intérêt particulier pour le patrimoine franco-manitobain
- bonne connaissance des deux langues officielles
- bonne connaissance et expérience du milieu minoritaire de langue officielle

**Entrée en fonctions:** le 1<sup>er</sup> juin 1990

**Salaire:** à négocier selon l'expérience et les qualifications

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae (avec références) et tout détail pertinent avant le 1<sup>er</sup> avril 1990, à l'adresse suivante:

**La Présidente**  
La Société historique de Saint-Boniface  
C.P. 125  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 3B4

## Nécrologies



### LÉO OUIMET

Subitement à sa résidence, le mardi 30 janvier 1990, Léo est décédé à l'âge de 31 ans. Il était l'ami bien-aimé et le fiancé de Monique Daigneault de Saint-Vital.

Outre sa fiancée, il laisse dans le deuil ses parents, Adrien et Hélène Ouimet de Fort Garry; ses 3 frères et 2 soeurs: Donald et Shannon de Saint-Vital, Diane et Robert de Saint-Boniface, Raymond et Gisèle de Saint-Boniface, Paulette et Denis Chartier de Transcona, Gilbert et Louise de Saint-Vital; plusieurs neveux, nièces, et sa filleule bien-aimée Alix Ouimet. Il laisse aussi les parents de Monique, Edgar et Madeleine, sa soeur Gisèle et son frère Robert.

Léo était un passionné des sports, surtout du hockey. Il aimait voyager partout dans le monde, mais ce qu'il nous a laissé de très spécial c'est son amour pour ses nombreux amis.

Léo, par son départ prématuré, suscitera un grand vide au bureau du Manitoba Data Services, où il oeuvra depuis les douze dernières années. Durant sa maladie, Léo fut pour nous une inspiration par son courage et sa joie de vivre.

Les prières ont eu lieu à 19h le vendredi 2 février au Salon funéraire Desjardins, suivies des funérailles le samedi 3 février à 10h en l'église des Sts-Martyrs-Canadiens en la présence d'une grande assistance de parents et amis. Les porteurs étaient ses amis: Norbert Parent, Sylvain LeBlanc, Norbert Ouimet, Gilles Ritchot, Greg Brown et son neveu Richard Ouimet.

Remerciements spéciaux à l'abbé Jean-Louis Rocan, à la chorale des Sts-Martyrs-Canadiens, aux porteurs et à la famille Bourgouin pour le goûter. Merci aussi à tous ceux qui ont contribué aux sociétés du coeur et du cancer et à tous ceux qui ont fait des témoignages de sympathie.

Ceux qui le désirent peuvent exprimer leur sympathie en offrant un don au Manitoba Heart Foundation, 301-352, rue Donald, Winnipeg R3B 2H8 ou au Canadian Cancer Society, 193, rue Sherbrook, Winnipeg R3C 9Z9.

«Pitou, tu es toujours dans mon coeur et dans mes pensées. Tu m'as toujours donné du courage et de la force et tu continues toujours à le faire pendant ces temps très difficiles. Je n'oublierai jamais tes yeux pétillants, ton beau sourire, ta patience avec moi et tes jeux de mots qui faisaient très chaud au coeur. Tu es toujours avec moi et je serai toujours avec toi. J't'aime gros et je te donne des gros becs.»

TiGras

## Comité de mise en oeuvre de la gestion scolaire fransaskoise

### Offres d'emploi

Le Comité de mise en oeuvre a été établi par le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan afin de procéder à l'implantation de la composante fransaskoise au sein du système scolaire de la province. Il est à la recherche de personnes compétentes pour combler les postes suivants:

#### Directeur(trice) du personnel

Le(la) Directeur(trice) du personnel travaille sous la direction du Directeur de l'Éducation et est responsable du recrutement et de l'embauche du personnel des écoles fransaskoises.

#### Exigences:

- Posséder une maîtrise ou un diplôme d'études supérieures en administration, administration scolaire ou gestion du personnel;
- Posséder un minimum de 2 années d'expérience en administration scolaire ou dans un service de ressources humaines;
- Connaissance du contexte de l'éducation en milieu minoritaire;
- Excellente connaissance de l'anglais et du français oraux et écrits.

#### Fonctions et responsabilités:

- Évaluer les besoins en ressources humaines pour les écoles;
- Collaborer avec les Conseils scolaires existants, les Conseils de parents et les directeurs d'école dans l'identification, le recrutement et la sélection du personnel;
- Voir à l'embauche et à la mise sous contrat de tout le personnel (enseignant et non enseignant) requis des écoles de la composante fransaskoise;
- Établir les politiques relatives à la gestion des ressources humaines.

**Rémunération:** Selon les normes en vigueur en Saskatchewan, l'expérience et les compétences du candidat.

**Lieu de travail:** À déterminer. Être prêt à voyager régulièrement à travers la province.

**Entrée en fonctions:** Immédiate

**Durée du contrat:** poste contractuel jusqu'au 30 juin 1990, avec possibilité de prolongement de contrat.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 17 mars 1990 à:

Comité de mise en oeuvre  
de la gestion scolaire fransaskoise  
att. M. Michel Dubé, directeur général  
2080, rue Broad, Bureau 300  
Régina (Saskatchewan)  
S4P 1Y3

#### Directeur(trice) de l'Éducation

Le(la) directeur(trice) de l'éducation travaille sous la direction du Comité de mise en oeuvre à l'établissement de la structure de gestion scolaire fransaskoise, tant au niveau local que provincial.

#### Exigences:

- Posséder un diplôme d'enseignement «Professional A», soit 4 années de formation universitaire en éducation;
- Avoir terminé au moins 1 année d'études au niveau de la maîtrise dans un domaine relié aux responsabilités d'un directeur de l'éducation;
- Posséder un minimum de 2 années d'expérience dans l'enseignement au niveau élémentaire ou secondaire au Canada;
- Posséder un minimum de 2 années d'expérience comme administrateur scolaire au Canada;
- Connaissance du contexte de l'éducation en milieu minoritaire;
- Excellente connaissance de l'anglais et du français oraux et écrits.

#### Fonctions et responsabilités:

- Contrôle de la qualité de l'éducation dans le système fransaskois;
- Direction, organisation et gestion des affaires éducationnelles, administratives et financières;
- Liaison avec le ministère de l'Éducation et les autres ministères;
- Responsable de l'application et de l'interprétation de la Loi scolaire, des règlements d'exécution et des actes qui s'y rapportent.

**Rémunération:** Selon les normes en vigueur en Saskatchewan, l'expérience et les compétences du candidat.

**Lieu de travail:** À déterminer. Être prêt à voyager régulièrement à travers la province.

**Entrée en fonctions:** Immédiate.

**Durée du contrat:** poste contractuel jusqu'au 30 juin 1990, avec possibilité de prolongement de contrat.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 17 mars 1990 à:

Comité de mise en oeuvre  
de la gestion scolaire fransaskoise  
att. M. Michel Dubé, directeur général  
2080, rue Broad, Bureau 300  
Régina (Saskatchewan)  
S4P 1Y3

LA  
LIBERTÉ

Le Journal de l'année de l'Association de la presse francophone en 1984, 1985, 1986, 1987 et 1988.

### AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feu MARCEL ÉMILE JOSEPH VERMETTE, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, concierge.

Toutes réclamations contre la succession ci-haut mentionnée devront être déposées à l'étude des soussignés, au 2500-360, rue Main, Winnipeg (Manitoba) R3C 4H6, le ou avant le 23 avril 1990.

DATÉ à Winnipeg, au Manitoba, ce 5<sup>e</sup> jour de mars 1990.

BUCHWALD ASPER HENTELEFF  
Par: J. Guy Joubert  
Procureurs de la succession



## La Division scolaire la Montagne n° 28

est à la recherche

### d'un professeur

pour le poste suivant:

**Complexe scolaire Saint-Claude :** anglais 300, Langage Arts 8<sup>e</sup>, anglais 100/101, sciences sociales 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>.

Entrée en fonctions est immédiate.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

**M. Henri A. Bouvier**  
Directeur général  
Division scolaire  
la Montagne n° 28  
C.P. 160  
Notre-Dame-de-Lourdes  
(Manitoba)  
R0G 1M0  
1-248-2228 ou 1-744-2083

## La Division scolaire de la Rivière-Seine n° 14

recherche

### un(e) directeur(trice)

à temps plein pour l'école Pointe-des-Chênes à Ste-Anne pour l'année scolaire 1990-1991.

Cette école est une école française de M à 12 avec un effectif de 300 élèves et un personnel enseignant de 18.

Les candidat(e)s qui détiennent le B. Éd., au moins, et qui possèdent de l'expérience pédagogique et administrative dans une école française auront la préférence. Le(la) candidat(e) doit avoir une très bonne connaissance du français et de l'anglais.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de faire parvenir leur demande, le ou avant le 12 mars 1990, à:

**M. Wendell Sparkes**  
Directeur général  
Division scolaire de la  
Rivière-Seine n° 14  
C.P. 160  
Ste-Anne (Manitoba)  
R0A 1R0

## Comptoir des commandes

**Monarch Industries**, une entreprise de fabrication bien établie, a une ouverture immédiate dans le service interne des ventes.

La personne retenue sera parfaitement bilingue (français et anglais). On accordera la préférence à une personne ayant une expérience antérieure au comptoir des commandes.

**John Peters**  
Monarch Industries  
B.P. 429  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 3E4

**Vous avez  
des événements  
à signaler?**

**Composez  
le 237-4823**

# Le «Chemin de croix» de Ghéon en tournée au Manitoba

À l'initiative de la Ligue féminine catholique de Lorette, le théâtre le Bel Espoir de Montréal présentera, du 8 au 18 mars, le spectacle «Le Chemin de croix» d'Henri Ghéon dans 8 églises du Manitoba.

Le Chemin de croix est l'œuvre de chevet du théâtre le Bel Espoir.

La troupe le joue tous les ans depuis 1975. Le texte d'Henri Ghéon est bien connu par l'interprétation qu'en donnent «Les jongleurs de la montagne» à l'Oratoire Saint-Joseph depuis 1956.

Au dire d'Henriette Senez, comédienne et animatrice du Bel Espoir, «le Chemin de croix de

Ghéon est, en somme, une œuvre dramatique érigée en prière, tout à fait propice à l'édification spirituelle. Elle prépare admirablement à la célébration du carême et de Pâques».

La pièce est présentée avec un minimum d'artifice et de décor. Une croix de bois dans l'enceinte sacrée de l'église suffit comme décor.



Le Chemin de croix de Ghéon présenté par le théâtre le Bel Espoir.

## APPEL D'OFFRES

Les soumissions cachetées visant le projet ou service ci-dessous seront reçues jusqu'à 14h le jour de la date limite. Les soumissions devront être adressées au directeur général, Centre culturel franco-manitobain, 340, boulevard Provencher, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G7.

Les documents pertinents seront disponibles au bureau du directeur général du CCFM, numéro de téléphone (204) 233-8972.

### PROJET

Étude de faisabilité sur la possibilité d'une école d'art et de métiers d'art.

Phase II — Étude de modalités

Date limite — 23 mars 1990

Le CCFM s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres.

**Centre  
Culturel  
Franco-  
Manitobain**



## AVIS PUBLIC

La présente constitue un avis que le service de l'Ingénierie des Chemins de fer nationaux du Canada ont l'intention, en 1990, de mettre en œuvre les programmes ci-dessous en vue d'éliminer les mauvaises herbes sur ses terrains.

1. Élimination des mauvaises herbes et des broussailles sur la section ballastée des voies de triage et des voies ferrées énumérées ci-après. Ce programme a pour but de prévenir la détérioration des voies et passages à niveau, réduire les risques d'incendie et d'accumulation de neige, faciliter l'inspection des voies et améliorer la sécurité du personnel d'entretien.

a) Triage Brandon				
b) Triage Dauphin				
c) Triage Portage la Prairie				
d) Triage Symington				
e) Triage Transcona				
f) Subd. Cowan	P.M. 0.0	— 98.5	voie principale et évitements	
g) Subd. Erwood	P.M. 0.0	— 23.0	voie principale et évitements	
h) Subd. Gladstone	P.M. 50.3	— 83.9	voie principale et évitements	
i) Subd. Letellier	P.M. 37.4	— 63.4	voie principale et évitements	
j) Subd. Miami	P.M. 0.0	— 39.6	voie principale et évitements	
k) Subd. Oak Point	P.M. 73.9	— 130.0	voie principale et évitements	
l) Subd. Pine Falls	P.M. 0.0	— 38.0	voie principale et évitements	
m) Subd. Rivers	P.M. 56.1	— 100.0	voie principale et évitements	
n) Subd. Rivers	P.M. 180.0	— 209.5	voie principale et évitements	
o) Subd. Rossburn	P.M. 0.0	— 31.5	voie principale et évitements	
p) Subd. Sherridon	P.M. 0.0	— 110.0	voie principale et évitements	
q) Subd. Sprague	P.M. 45.0	— 145.1	voie principale et évitements	
r) Subd. Togo	P.M. 0.0	— 62.6	voie principale et évitements	
s) Subd. Turnberry	P.M. 0.0	— 68.3	évitements	
t) Subd. Wekusko	P.M. 41.0	— 81.2	voie principale et évitements	

Le programme devrait être exécuté du 7 mai 1990 au 20 juillet 1990. Les herbicides employés selon les endroits seront l'Atazine, la Chlorsulfuron, le Bromicil et le Diuron.

2. Élimination des mauvaises herbes et broussailles sur l'emprise ferroviaire des voies énumérées ci-après. Ce programme a pour but d'empêcher les broussailles d'envahir la plate-forme de la voie, de réduire les risques d'incendie et d'accumulation de neige, de dégager les passages à niveau et d'améliorer la visibilité des signaux et enfin, d'éliminer les mauvaises herbes source de problèmes.

a) Subd. Carman	P.M. 0.0	— 50.0	pulvérisation ponctuelle
b) Subd. Hartney	P.M. 0.0	— 42.0	pulvérisation ponctuelle
c) Subd. Letellier	P.M. 6.3	— 63.4	pulvérisation ponctuelle
d) Subd. Miami	P.M. 0.0	— 102.2	pulvérisation ponctuelle
e) Subd. Oak Point	P.M. 73.9	— 130.0	
f) Subd. Rivers	P.M. 180.3	— 209.0	
g) Subd. Steep Rock	P.M. 0.0	— 12.0	
h) Thicket	P.M. 199.8	— 228.0	

Le programme devrait être exécuté du 18 juin 1990 au 24 août 1990. Les herbicides utilisés selon les endroits seront le Picloram, le Dicamba et le 2, 4-D.

Tous les épandages d'herbicide seront exécutés par des entreprises autorisées détentrices des permis appropriés, conformément aux règlements fédéral et provincial, et en suivant les recommandations fournies sur les étiquettes.

Le public est invité à soumettre ses commentaires par écrit sur les programmes susmentionnés dans les quinze jours suivant la parution du présent avis, en s'adressant au:

**Ministère de l'environnement et  
de la santé et sécurité au travail du Manitoba**  
C.P. 7, Édifice n° 2 - 139, avenue Tuxedo  
Winnipeg (Manitoba)  
R3N 0H6

## Le calendrier des présentations

Voici le calendrier des présentations du Chemin de croix d'Henri Ghéon interprété par la troupe de théâtre montréalaise le Bel Espoir.

• **Le 8 mars**, à 20h: Sainte-Anne-des-Chênes. (Renseignements: 422-8823)

• **Le 9 mars**, à 20h: Richer. (422-5358)

• **Le 11 mars**, à 9h30: Paroisse Sacré-Cœur, 600, avenue Banatyne. (233-4727, 788-4979)

• **Le 13 mars**, à 20h: Saint-Clau-de (379-2734)

• **Le 14 mars**, à 20h: Lorette (878-3390)

• **Le 15 mars**, à 20h: Paroisse de Saint-Norbert (269-3240)

• **Le 16 mars**, à 20h: Saint-Boniface, Paroisse Cathédrale (233-7304)

• **Le 18 mars**, à 20h: Saint-Vital, Paroisse Saint-Eugène, 1007, chemin Ste-Marie (257-0869)



**Société du crédit agricole** **Farm Credit Corporation**  
Canada Canada

## FERMES A VENDRE

N° d'offre	Description légale	Localité	Total en acres	Total cultivé	Autres
1219129	01/2 NO 31-5-6 E1	Steinbach	80	60	Maison, atelier, porcherie
1218277	S1/2 SO 12-5-4 E1, Sauf sud 300' de ouest 1 960'	Grunthal	66	45	Maison garage attenant
1316671	N1/2 26-2-9 O1 SE 35-2-9 O1	Manitou	320 140	195 0	
2112394	NO 10-12-17 O1	Douglas	160	130	
2117716	SO 5-9-21 O1 NE 34-8-21 O1	Alexander	160 160	125 135	
2817538	NE 12-14-19 O1 SE 12-14-19 O1	Rapid City	157 157	145 145	
3211581	SO 2-4-15 O1	Belmont	158	150	Maison & porcherie, atelier, silos
3213027	SO 11-3-21 O1 NE 3-3-20 O1 SE 3-3-20 O1 SO 3-3-20 O1	Boissevain	160 160 174 134	120 125 140 130	
3618219	NE 25-17-13 O1	Glenella	160	70	Maison, porcherie, silos à grains
3818110	NE 35-7-6 O1	Carman	160	160	
3517105	Pt. SO 31-17-9 O1 SO 26-17-10 O1 SO 28-17-9 O1	Langruth	90 161 160	81 111 160	

### CONDITIONS :

1. L'inspection des bâtiments se fait sur rendez-vous seulement.
2. Lorsque la Société aura accepté l'offre d'achat, l'acheteur devra faire un dépôt par chèque visé équivalant à 10% du prix d'achat.
2. La Société ne s'engage à accepter l'offre la plus haute ni aucune des offres.
4. Sauf erreurs et omissions.
5. La date limite de réception des offres est le 29 mars 1990.

Vous pouvez vous procurer les formules d'offres d'achat, les détails sur la ferme et les renseignements sur le financement auprès de votre bureau local de la Société du crédit agricole. Veuillez faire parvenir votre offre à:

**Société du crédit agricole**  
À l'attention de : John D. Penner  
5, rue Donald, pièce 400  
Winnipeg (Manitoba)  
R3L 2T4

## SOCIÉTÉ

Comment sortir de la violence dans le foyer ?

# D'abord retrouver de l'amour-propre

Une Franco-Manitobaine victime de son premier mari a bien voulu retracer pour *La Liberté* le cercle infernal de la violence et le chemin de son affranchissement. Elle restera pour les lecteurs sans visage et sans nom, preuve que la violence n'est pas qu'un mot. Anonyme, son histoire n'est pas singulière. Témoignage :

« Il faut d'abord dire que comme jeune fille, je n'avais pas beaucoup d'amour-propre. Je ne me voyais pas comme quelqu'un d'important. »

« Quand on a commencé à sortir ensemble, je ne voyais pas les problèmes. Pourtant, il y avait certaines choses que j'aurais pu remarquer dès avant mon mariage. »

« Cela commence très doucement. C'est d'abord des petites choses, des reproches du genre : « Tu penses bien que t'es fine » ou « T'es trop grosse ». Cela commence avec des mots. Tu commences à douter, lui voit qu'il peut se rehausser. Il veut d'abord avoir le contrôle sur sa femme, la dominer. Je pense que l'homme qui maltraite sa femme, c'est d'abord parce qu'il n'a pas beaucoup d'estime pour lui-même. Pour se sentir mieux, il enfonce sa femme. »

« Il y a des menaces plus ou moins déguisées. Beaucoup de femmes ne veulent pas considérer cela comme de la violence, mais conduire très vite uniquement pour faire peur à sa femme, c'est déjà l'engrenage. Il aimait ça me voir avoir peur. »

« Il y a des périodes de calme, puis ça empire. Il y a d'abord des petites tapes, il te prend par les cheveux... on arrive finalement à la violence physique et sexuelle. »

« Tu ne veux pas croire que quelqu'un qui t'aime et que tu aimes puisse faire cela. Tu veux le

dire à personne, tu le caches. Cela fait trop mal de voir que l'homme que tu as marié te fait mal. »

« On entre dans un cercle. Après les coups, il n'y avait pas cette période de seconde lune de miel que l'on décrit dans les livres. Il ne s'excusait pas, mais cela allait mieux. On passe plusieurs stades. Puis, à un moment, tu le sais, tu le sens que ça vient, que ça peut arriver n'importe quand. Toutes les femmes qui ont été victimes de violence peuvent décrire cela. »

« L'homme contrôle sa femme. Le seul contrôle qu'elle a peut-être est de faire venir plus vite les coups pour en finir... et recommencer le cercle. Il n'y a rien que la femme puisse faire à ce moment. »

### «La boisson c'est une excuse»

« Tu te questionnes. Tu te fais des reproches. Tu veux comprendre. Quand tu as été élevée dans la religion catholique, le mariage c'est pour la vie. Tu penses toujours à l'aider, à lui trouver des excuses. »

« La boisson, c'est juste une excuse. Après, il peut dire qu'il ne se souvient plus, ou qu'il ne se contrôlait plus. »

« Ma première séance de counselling a eu une importance énorme dans ma vie. Je n'ai pas dit à la femme qui m'a reçue ce qui m'arrivait. Mais elle m'a redonné de l'amour-propre. Elle m'a écoutée, elle s'est intéressée à mon point de vue. Quoi ? Mon point de vue peut avoir de l'importance ! »

« Puis j'ai commencé à frapper aux portes. C'est difficile, il faut prendre sur soi à chaque fois. Naturellement, j'ai commencé par des amis proches et par les per-



«La Main», Alberto Giacometti, 1947.

sonnes responsables de notre communauté. Une bonne amie n'a pas voulu me croire : « C'est pas possible ». Du côté des responsables qui conçoivent le mariage pour toujours, j'ai trouvé porte fermée : « A toi de prendre tes responsabilités dans ton mariage. » Mon médecin m'a fait la même réponse. »

« Il y a eu enfin des gens à qui parler. D'abord ma soeur, nous avons alors découvert que l'on vivait la même situation... nous n'en avions jamais parlé. »

« Deux amis du travail m'ont beaucoup aidée en me faisant confiance. Ils voyaient en moi des choses que je ne voyais pas. C'est grâce à leur confiance que j'ai suivi des cours à l'université et que j'ai réussi. Lui n'a jamais aimé ça. Le plus je m'affirmais, le plus il voulait s'affirmer par rapport à moi. »

« J'ai trouvé la volonté en commençant à me fâcher. On est capable de bouger des montagnes quand on se fâche. Avant, on a pas d'énergie, on prend un jour après l'autre. Mon mari a réalisé que j'allais vraiment partir quand je le lui ai dit sans pleurer. Je me suis aussi décidé pour mes deux enfants, en pensant qu'un jour ce serait peut-être eux les victimes. Je voulais partir avant qu'ils aient trop grandi. »

### «Il fallait penser à tout.»

« J'ai planifié mon départ un an à l'avance. Il fallait penser à tout. Je travaillais, mais il gardait mon argent. J'ai dû cacher l'argent économisé sur les courses dans mes chaussures. Il pouvait fouiller partout, il me suivait partout, lui s'achetait ce qu'il voulait. J'ai dû chercher un appartement, trouver une garderie pour mes enfants. »

« Je me suis d'abord cachée à l'autre bout de la ville. Je savais que s'il me trouvait, il me tuerait. Le seul lieu qu'il connaissait était mon travail, des amis regardaient autour au moment de la sortie. Un jour il m'a fait suivre par quelqu'un. »

« Beaucoup de gens me demandent pourquoi j'ai attendu si longtemps, sept ans. Je n'étais pas prête. Plus tôt, j'aurais pu retourner avec lui et ne plus être capable de partir. »

« Je n'ai jamais conseillé à une femme de quitter son mari violent. Chaque personne est différente. Il faut qu'elle soit prête, que ce soit sa décision. Le plus important est d'exister, de gagner en amour-propre. D'apprendre à prendre des décisions tout en faisant attention à ses réactions. Lorsque tu commences à te respecter comme femme, cela vaut la peine rien que pour toi. Mais la condition de la femme battue ne s'améliorera pas tant que l'homme ne va pas en consultation. »

« Ce n'est pas quelque chose que l'on oublie. J'ai peur de lui, oui ! Mais je ne le hais pas. J'aimerais ça même qu'il soit content. Ce sont des choses qui lui sont arrivées dans sa vie qui l'ont rendu plus susceptible de violence. Mais, c'est bien lui qui a décidé d'être violent. »

« J'ai une grande foi, je pense que je ne la perdrai jamais. Mais, il est très difficile pour moi d'aller à la messe. On nous a enseigné les choses en noir et blanc. En tant que femme mariée, je n'ai pas de place dans l'Église. »

« Le plus dur à entendre, c'est quand des femmes vous disent : « Moi, cela ne m'arrivera jamais ! » Elles n'ont pas compris que cela n'a rien à faire avec la femme, mais avec l'homme. La femme n'a pas le contrôle de la situation. »

Des évaluations diverses montrent qu'au moins 1 foyer canadien sur 6 connaît la violence.

Témoignage recueilli par  
Philippe DESCAMPS

## Réagir contre la violence

Le 8 mars, la Journée internationale de la femme, permet de rappeler que beaucoup de chemin reste à parcourir vers l'égalité dans la différence. C'est aussi l'occasion de rappeler que le pire, la violence conjugale, est plus fréquente que l'on veut bien le dire ou le voir.

Parler des mauvais traitements et de la violence au sein du foyer, c'est déjà en sortir un peu. Depuis le début de la campagne de sensibilisation du gouvernement manitobain, le nombre d'appels téléphoniques sur la ligne de crise a augmenté de 25 %. Le numéro à composer pour obtenir un soutien est le 942-3052 à Winnipeg, et le 1-800-362-3344 (sans frais) ailleurs dans la province (1).

Murielle Gagné-Ouellette, directrice de Pluri-elles a aussi remarqué une augmentation de la fréquence des appels. Le problème des femmes francophones est encore le manque de structures d'accueil. Murielle Gagné-



photo: Philippe Descamps

Murielle Gagné-Ouellette, directrice de Pluri-elles : « Il faut aussi faire comprendre aux hommes qu'il y a moyen de s'en sortir par des traitements. »

Ouellette énonce trois priorités : un refuge avec la réalisation du projet de Maison Thérèse, du counselling pour femmes et une sensibilisation de tous, hommes et

femmes, en commençant avec les jeunes.

L'organisme Pluri-elles n'est pas encore reconnu comme centre consultant, les femmes peuvent toutefois y trouver une « écoute active », explique Murielle Gagné-Ouellette. Les seuls consultants francophones sont pour l'instant le Service de Conseiller et Gilberte Carrière.

Le rôle des organismes comme Pluri-elles est en premier lieu d'écouter : « Souvent les femmes ont été rabaissées depuis leur enfance. Le sentiment de culpabilité est presque toujours présents. Nous travaillons beaucoup sur l'estime de soi-même. Il faut d'abord s'asseoir et écouter, ensuite conseiller. Les femmes ne pensent pas à toutes les ressources qu'elles peuvent trouver. »

Ph.D.

(1) Les hommes qui voudraient sortir du cycle de leur propre violence ont aussi des services auxquels s'adresser : 788-4402.

### La fête des femmes au CCFM

Pluri-elles célébrera la Journée internationale des femmes avec deux jours de décalage, le samedi 10 mars, de 20h à minuit, au Foyer du CCFM.

Au programme de la soirée intitulée « La femme des années 90 », les artistes : Yvonne Larivière, Monique Fillion, Solange Campagne, Amanda Comprendpas et ses amies, ainsi que Nicole Marion, Dominique Reynolds, Chantal Courcelles et Colette Laflèche du groupe « Toccata ».

Entrée libre (renseignements : 233-1735).



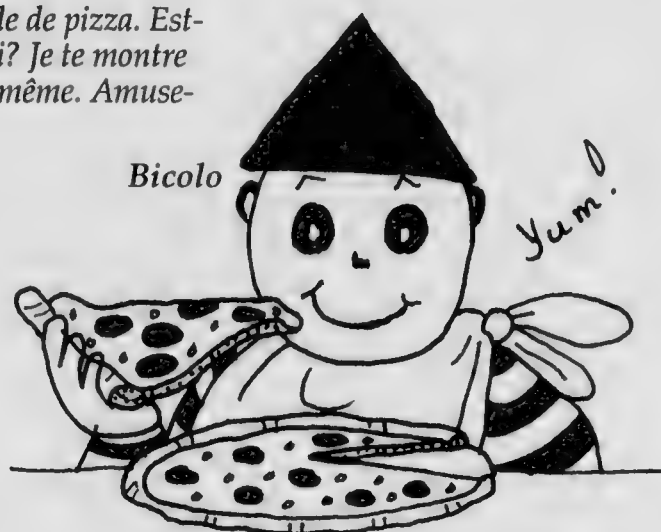
# La page de



Bonjour toi!

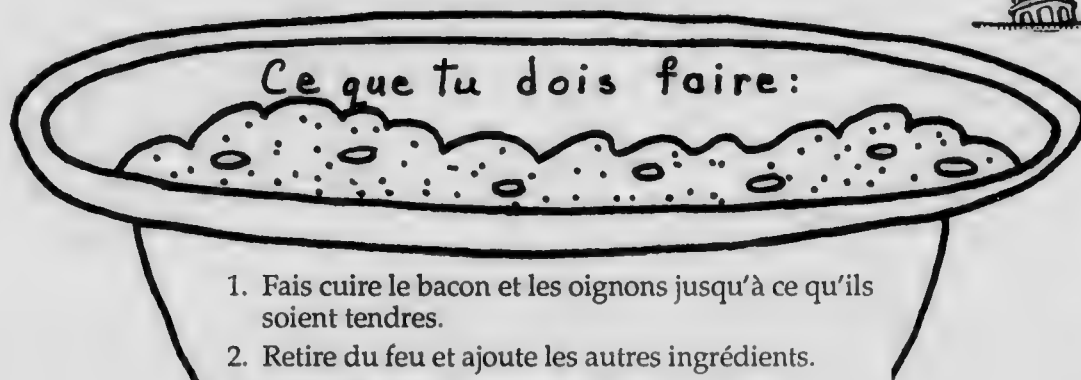
Aujourd'hui je te parle de pizza. Est-ce que tu aimes ça, toi? Je te montre comment en faire toi-même. Amuse-toi!

La pizza est un plat typiquement napolitain (de Naples en Italie) qui représente les quatre groupes alimentaires: pain et céréales; fruits et légumes; produits laitiers; viandes et substituts.



Voici une recette de petites pizzas que tu peux facilement préparer toi-même. C'est un goûter «vite fait». Comme toute autre pizza, tu peux ajouter ou varier les ingrédients. Tu peux aussi préparer ce mélange d'avance et le garder au réfrigérateur avant de le faire cuire. Bon succès et surtout, bon appétit!

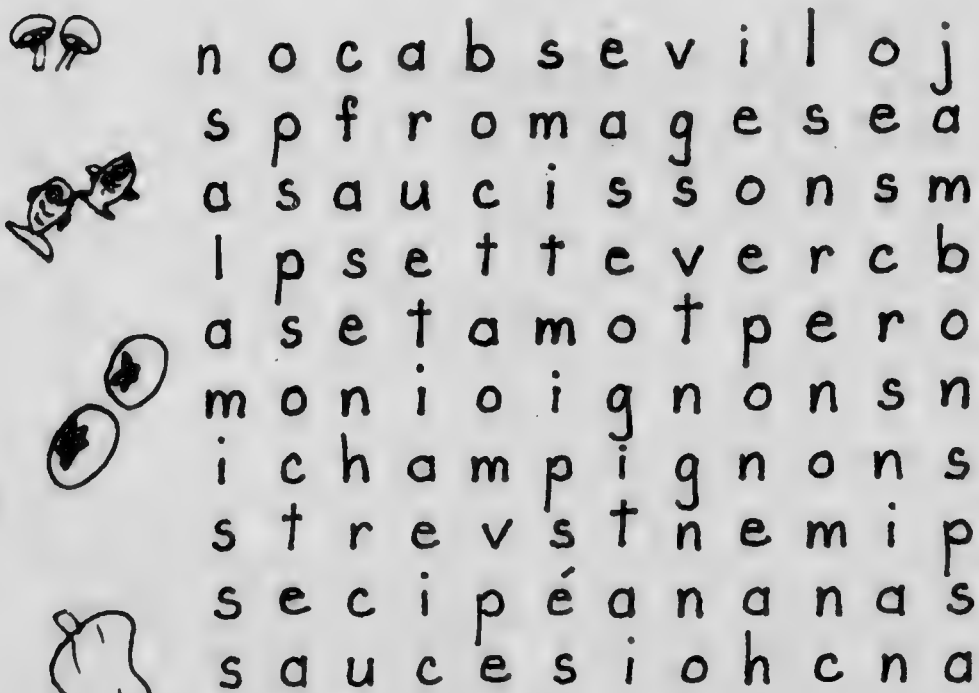
Savais-tu que le meilleur moyen pour rendre la pâte de la pizza ronde et mince consiste à la lancer en l'air et à la rattraper au vol. Moi, je l'aplatis directement sur la table avec un rouleau à pâtisserie, car je ne suis pas très habile...



## Mots cachés

Voici une liste d'ingrédients utilisés dans la confection d'une pizza. Trouve-les dans la grille. Tu y découvriras ma pizza préférée.

tomates	saucissons	sauce
champignons	ananas	salami
fromages	crevettes	olives
oignons	piments verts	
bacon	anchois	
jambon	épices	



## Chanson: «Je suis une pizza»

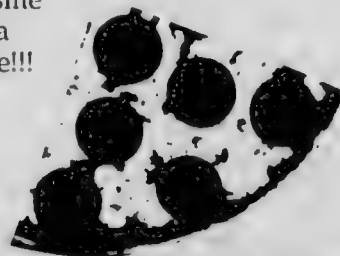
Par Charlotte Diamond

Je suis une pizza  
Avec du fromage  
Beaucoup de sauce  
Des tomates  
Des oignons, des champignons  
Épices mélangées  
Je suis une pizza, prête à manger.

Je suis une pizza  
Pepperoni  
Pas d'anchois  
Ou «Phoney Bologna»  
Je suis une pizza  
Téléphone-moi  
Je suis une pizza, apporte-moi chez toi.

Je suis une pizza  
Du poivron vert  
Je vais du four  
Jusqu'à la boîte  
Dans la voiture  
À l'envers  
Je suis une pizza, tombée par terre.

O j'étais une pizza  
Trésor de la cuisine  
Je suis une pizza  
Tombée en ruine!!!



Réponse: grille: pepperoni

Catherine prépare de la pizza pour sa famille.  
Six erreurs se cachent dans le deuxième  
dessin. Colorie.



Une fois par mois  
Chez le Disquaire offre  
une cassette au gagnant  
de la semaine.

Le gagnant pour le mois  
de mars:

N° 9602  
Rémy Grenier 10 ans  
C.P. 30  
Powerview (Manitoba)

Chez le Disquaire  
175, rue Marion  
Saint-Boniface (Manitoba)  
233-2169

### Je salue mes nouveaux membres

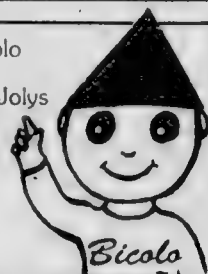
Tammy Oman	9603	Powerview
Jean-Pierre Bourgeois	9604	Powerview
Mark Robinson	9605	Pine Falls
Ryan Chevretils	9606	Pine Falls
Becky Tardiff	9607	Pine Falls
Vanissa Watson	9608	Powerview
Yves Lavoie	9609	St-Georges
Lainie Gélinas	9610	Powerview
Mélissa Dubé	9611	Powerview
Natalie Guimond	9612	Powerview
Lynne Laliberté	9613	Great Falls
Lynette Vincent	9614	Winnipeg
Serge Vincent	9615	Winnipeg
Eric Bissonnette	9616	Winnipeg
Julie Bohémier	9617	Darmouth (N.-É.)
Steve Bohémier	9618	Darmouth (N.-É.)
Danielle Bohémier	9619	Darmouth (N.-É.)
Angèle Vielfaure	9620	La Broquerie
Sarah Hutlet	9621	St-Claude
Monique Hutlet	9622	St-Claude
Philippe Hutlet	9623	St-Claude
Jean-Paul Hutlet	9624	St-Claude
Suzanne Hutlet	9625	St-Claude
Shawn Limpright	9626	St-Adolphe
Lisa Limpright	9627	St-Adolphe
Roxanne Laxdal	9628	Winnipeg
Denis Cormier	9629	Winnipeg
Rachel Larivière	9630	St-Boniface
Valérie Bohémier	9631	Lorette
Sylvie Bohémier	9632	Lorette
Colette Belisle	9633	St-Adolphe
Jean-Claude Chartrand	9634	St-Laurent
Andrew Chaboneau	9635	St-Boniface
Veronica Lussier	9636	St-Boniface
Jo-Anne Stott	9637	St-Adolphe
Jolyne Martel	9638	St-Léon
René Grenier	9639	St-Léon
Mathieu Grenier	9640	St-Léon
Joël Grenier	9641	St-Léon
Lysanne Toupin	9642	St-Léon
Claudette Rondeau	9643	St-Léon
Chantal Rondeau	9644	St-Léon
Philippe Toupin	9645	St-Léon
Claudette Rondeau	9646	St-Léon
Gael Talbot	9647	St-Léon
Daniel Toupin	9648	St-Léon
Darcelle Grenier	9649	St-Léon
Guylaine Grenier	9650	St-Léon
Marina Caillier	9651	St-Léon

Tu aimerais devenir membre de  
mon CLUB... recevoir une carte  
de membre... et avoir la chance  
de gagner un prix au tirage de  
chaque semaine?  
C'est facile.

Découpe ce coupon,  
envoie-le bien  
rempli à:

Club de Bicolo  
C.P. 262  
Saint-Pierre-Jolys  
(Manitoba)  
R0A 1V0

NOM: \_\_\_\_\_  
ADRESSE: \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ ÂGE \_\_\_\_\_



## OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE AVIS D'AUDIENCE PUBLIQUE

**Examen préalable, en matière  
d'environnement, des exportations de  
gaz du delta du Mackenzie, à l'égard  
desquelles l'office a délivré des  
licences par suite de l'audience  
GH-10-88**

Dans le cadre de l'audience tenue conformément à  
GH-10-88, l'Office national de l'énergie ("l'Office") a  
délivré à Esso Ressources Canada Limitée ("Esso"), à  
Ressources Gulf Canada Limitée ("Gulf") et à Shell  
Canada Limitée ("Shell") des licences autorisant l'expor-  
tation 260 milliards de mètres cubes (9,2 billions de pieds  
cubes) de gaz naturel, du delta du Mackenzie jusqu'aux  
États-Unis, pendant une période de 20 ans commençant  
en 1996. Ces licences n'ont pas encore reçu l'approba-  
tion du gouverneur en conseil.

Le 8 février 1990, le ministre fédéral de l'Énergie, des  
Mines et des Ressources a envoyé une lettre à l'Office,  
demandant des éclaircissements sur la façon dont  
l'Office s'est conformé ou se conformerait aux exi-  
gences du *Décret sur les lignes directrices visant le  
processus d'évaluation et d'examen en matière  
d'environnement* ("le Décret"), dans sa décision de  
délivrer ces licences.

Conformément aux termes du Décret, l'Office effec-  
tuera un examen préalable ou une évaluation initiale des  
demandes visant des exportations de gaz naturel du  
delta du Mackenzie présentées par Esso, Gulf et Shell.  
À cette fin, l'Office tiendra une audience publique par  
voie de mémoires afin de connaître l'opinion des  
parties.

L'Office effectuera cet examen préalable en vue de  
déterminer si ces exportations de gaz naturel du delta  
du Mackenzie peuvent avoir des effets néfastes sur  
l'environnement et des répercussions sociales négatives  
directement liées à ces effets, et si oui, quelle en serait  
l'étendue.

L'Office étudiera les mémoires d'Esso, Gulf et Shell,  
ainsi que ceux de toutes les parties intéressées.  
L'ordonnance d'audience GHV-2-90 donne la liste des  
questions qui seront étudiées dans le cadre de cette  
audience.

Les parties qui désirent présenter des mémoires  
doivent en aviser la Secrétaire d'ici le 23 mars 1990. La  
Secrétaire publiera une liste des déposants peu après  
cette date.

Esso, Gulf et Shell doivent déposer auprès de la  
Secrétaire leurs mémoires et en signifier copie à toutes  
les parties à l'instance.

Les parties intéressées qui désirent faire des com-  
mentaires sur les mémoires des trois sociétés doivent à  
cette fin déposer un mémoire auprès de la Secrétaire et  
en signifier copie aux autres parties dans les trente  
jours qui suivent la date de dépôt, auprès de la Secré-  
taire, des mémoires d'Esso, Gulf et Shell.

On peut obtenir de plus amples renseignements sur  
la procédure qui régit cette audience en écrivant à la  
Secrétaire de l'Office ou en téléphonant au Bureau de  
soutien de la réglementation, au (613) 998-7204.

Marie Tobin  
Secrétaire  
Office national de l'énergie  
473, rue Albert  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0E5

Télex: 053-3791  
Télécopieur: (613) 990-7900



## Télé-horaire de la fin de semaine

### Samedi 10 mars

5h00	Télé-M Jem	16h30	Télé-M Batman
5h30	Télé-M Ma petite poulche	17h00	CBWFT - Le téléjournal Télé-M Ici Montréal TV-5 Visionario
6h00	Télé-M G.I. Joe	17h10	CBWFT Virages
6h30	CBWFT Le petit castor Télé-M C.O.P.S.	17h30	Télé-M Avis de recherche TV-5 Expédition chasse et pêche (8e de 13)
7h00	CBWFT Tchaou et Grodo Télé-M La Belle Vie	18h00	CBWFT Le groupe sanguin TV-5 Journal télévisé TF1
7h30	CBWFT Chlorophylle venue du ciel Télé-M Arnold et Willie	18h30	Télé-M Ciné-extra: L'aigle de fer TV-5 Parcours
8h00	CBWFT Les Schtroumpfs Télé-M La croisière s'amuse	19h00	CBWFT Hockey: les Canadiens de Montréal affrontent les Red Wings de Détroit.
8h30	CBWFT La bande à Picsou	19h30	TV-5 Sacré soirée Invités: Philippe Noiret, Paula Abdul, Pierre Bachelet, Les Loups.
9h00	CBWFT Popeye et fils Télé-M Bugs Bunny	21h00	Télé-M Ad Lib TV-5 Une petite femme aux yeux bleus
9h30	CBWFT L'enfant venu d'ailleurs Télé-M Les Joyeux naufragés	21h30	CBWFT Le téléjournal
10h00	CBWFT Championnat du monde de patinage artistique Télé-M Flash Varicelle	21h50	CBWFT Les nouvelles du sport
10h30	Télé-M Vidéostar	22h00	Télé-M Les nouvelles TVA
11h00	CBWFT La semaine parlementaire à Ottawa Télé-M Enfin c'est samedi!	22h05	CBWFT Championnat du monde de patinage artistique
11h30	CBWFT Impôt 89	22h19	Télé-M Les sports
12h00	CBWFT Cinéma: La bande à Ovide TV-5 Territoires	22h30	Télé-M Challenge WWF TV-5 Musique classique
12h30	TV-5 Hotel	23h05	TV-5 Harricana
13h00	Télé-M Ciné Week-end: L'évadé TV-5 Visa pour le monde: Cuba	23h10	TV-5 Journal télévisé TF1
13h55	CBWFT Le monde du vélo	23h15	CBWFT La politique fédérale
14h00	CBWFT L'univers des sports	23h25	CBWFT Cinéma: Festival Claude Lelouch: Viva la vie
14h10	TV-5 Viva: Pomme de Tell	23h30	Télé-M Cinéma: La malédiction
15h00	Télé-M L'aventure TV-5 Télétourisme	23h40	TV-5 Parcours (reprise)
15h30	CBWFT Génies en herbe Télé-M Double défi TV-5 Les animaux du monde	0h40	TV-5 Sacré soirée (reprise)
16h00	CBWFT La bande des six Télé-M Charivari-jeunes TV-5 Continents francophones	2h00	Télé-M Les nouvelles TVA
		2h05	TV-5 Radio France Internationale
		2h19	Télé-M Les sports
		2h30	Télé-M Miami
		3h30	Télé-M Le match de la vie
		4h30	Télé-M Paul et les jumeaux

### Dimanche 11 mars

5h00	Télé-M Mini-pousse	17h15	TV-5 Gourmandises
5h30	Télé-M Ma petite poulche	17h30	Télé-M La belle et la bête TV-5 Le divan: Roland Topor
6h00	Télé-M Les transformeurs	18h00	CBWFT Ce soir dimanche et le téléjournal TV-5 Journal télévisé TF1
6h30	Télé-M C.O.P.S.	18h30	CBWFT Faut voir ça Télé-M Rira bien TV-5 Les animaux du monde
7h00	Télé-M Vision mondiale	19h00	CBWFT Star d'un soir Télé-M Gala métrostar TV-5 Apostrophes: blessures
7h30	CBWFT Livre ouvert	20h00	CBWFT Les beaux dimanches: Championnat du monde de patinage artistique: Gala des champions
7h45	CBWFT Colargol	20h15	TV-5 Gros méchant show: Les gros méchants sportifs
8h00	CBWFT Winnie l'ourson Télé-M Question de sport	21h00	Télé-M 7 jours
8h30	CBWFT Anne... la maison aux pignons verts	21h15	TV-5 Envoyé spécial
9h00	CBWFT Sous le signe des mousquetaires Télé-M Sans détour	22h00	CBWFT Le téléjournal Télé-M Les nouvelles TVA
9h30	CBWFT Les tribulations de Cadichon Télé-M Justice pour tous	22h15	TV-5 Papier glacé
9h45	CBWFT Parcelles de soleil	22h19	Télé-M Les sports
10h00	CBWFT Le jour du Seigneur Télé-M En toute amitié	22h20	CBWFT Scully rencontre Télé-M Magazine Montréal
10h30	Télé-M Magazine Montréal	22h45	TV-5 Journal télévisé TF1
11h00	CBWFT Aujourd'hui dimanche Télé-M Bon dimanche	23h00	CBWFT Les nouvelles du sport Télé-M Vision mondiale
12h00	CBWFT La semaine verte TV-5 Les héros du samedi	23h15	CBWFT Cinéma: Rétrospective Chaplin: Le dictateur (10e de 13) TV-5 Les animaux du monde
13h00	CBWFT La course Amérique-Afrique Télé-M Cinéma: S.O.S. Fantômes TV-5 Drevet vend la mèche: spécial vert	23h45	TV-5 Gros méchant show
14h00	CBWFT L'opéra: La Traviata TV-5 Apostrophes: L'insoutenable légèreté des êtres	0h00	Télé-M Bon dimanche
15h00	Télé-M Nature en jeu	2h00	Télé-M Les nouvelles TVA TV-5 Radio France Internationale
15h30	Télé-M Le gala mini-stars de Nathalie TV-5 Animalia: les chiens	2h19	Télé-M Les sports
16h00	CBWFT Le Grand Rendez-vous 90 Télé-M All TV-5 Trente millions d'amis	2h30	Télé-M Justice pour tous
16h30	Télé-M Batman TV-5 L'école des fans	3h00	Télé-M Sans détour
17h00	CBWFT Second regard Télé-M Ici Montréal	3h30	Télé-M Le flic de Chicago
		4h30	Télé-M En toute amitié

## Du lundi au vendredi

CBWFT : 3/10

Télé - M : 28

TV - 5 : 14 (est de la Rouge) / 20 (ouest de la Rouge)

### Lundi 12 mars

5h00	Télé-M Salut, bonjour	14h00	Télé-M Dynastie	21h00	CBWFT Le téléjournal Télé-M Ad Lib TV-5 Chocs
7h00	Télé-M Mongrain de sel	14h30	CBWFT Dallas TV-5 L'Info-5	21h25	CBWFT Le point
7h20	CBWFT Belle et Sébastien	15h00	Télé-M Double défi TV-5 Temps présent: Une Suisse sous toutes les coutures	22h00	CBWFT La météo Télé-M Les nouvelles TVA TV-5 Actuel
7h50	CBWFT Félix et Ciboulette	15h30	CBWFT Les Schtroumpfs Télé-M De bonne humeur	22h05	CBWFT Les nouvelles du sport
8h00	Télé-M Gilles Lapointe M.D.	16h00	CBWFT Kim et Clip	22h20	CBWFT Mont royal Télé-M Ici Montréal
8h05	CBWFT Une fenêtre dans ma tête	16h05	TV-5 Le petit journal	22h30	Télé-M Les sports
8h20	CBWFT Première édition	16h30	CBWFT Bêtes pas bêtes Télé-M Fais-moi un dessin TV-5 Gourmandises	22h45	Télé-M Ciné-nuit: Ultime passion
8h25	CBWFT Le point	17h00	CBWFT Une paire d'as Télé-M Ici Montréal TV-5 La chance aux chansons	22h50	TV-5 Journal télévisé de TF1
8h30	Télé-M Almer	17h30	Télé-M Charivari TV-5 Des chiffres et des lettres	23h20	CBWFT Cinéma: Tim TV-5 L'Info-5
9h00	CBWFT Les anges du matin Télé-M Santa Barbara	18h00	CBWFT Ce soir Manitoba Télé-M Entre chien et loup TV-5 Journal télévisé de TF1	23h50	TV-5 7 sur 7
9h30	Télé-M Haine et passions	18h30	CBWFT Génies en herbe: Le collège Louis-Riel affronte le collège Saint-Paul. TV-5 L'Info-5	0h45	Télé-M Mongrain de sel
10h00	CBWFT La cuisine des anges	19h00	CBWFT CTYVON Télé-M Les héritiers du rêve TV-5 7 sur 7	0h50	TV-5 Thalassa
10h15	CBWFT Inimimimagimo	19h30	CBWFT Monstres et merveilles	1h45	Télé-M Aimer
10h30	CBWFT Passe-Partout Télé-M Les mini-stars de Nathalie	20h00	CBWFT Un signe de feu Télé-M L'or du temps TV-5 Thalassa	1h50	TV-5 Radio France internationale
10h30	CBWFT Le p'tit Champlain Télé-M Ici Montréal			2h15	Télé-M Santa Barbara
11h00	CBWFT Le p'tit Champlain Télé-M Ici Montréal			2h45	Télé-M Les nouvelles TVA
11h15	Télé-M Bon appétit			3h05	Télé-M Ici Montréal
11h30	CBWFT Bouffée de santé Télé-M Mimémo			3h15	Télé-M Les sports
12h00	CBWFT L'édition magazine Télé-M Cinéma d'après-midi: Gandhi			3h30	Télé-M Haine et passions
12h30	CBWFT Les démons du midi			4h30	Télé-M Chacun chez soi
13h30	CBWFT Les rendez-vous de Dominique				

### Mardi 13 mars

5h00	Télé-M Salut, bonjour	14h00	Télé-M Dynastie	21h25	CBWFT Le Point
7h00	Télé-M Mongrain de sel	14h30	CBWFT Dallas TV-5 L'Info-5	21h30	TV-5 Ciel, mon mardi!
7h20	CBWFT Alice au pays des merveilles	15h00	Télé-M Double défi TV-5 7 sur 7	22h00	CBWFT La météo Télé-M Les nouvelles TVA
7h50	CBWFT Félix et Ciboulette	15h30	CBWFT Les Schtroumpfs Télé-M De bonne humeur	22h05	CBWFT Les nouvelles du sport
8h00	Télé-M Gilles Lapointe, M.D.	16h00	CBWFT Kim et Clip TV-5 Télétourisme	22h20	CBWFT Dallas Télé-M Ici Montréal
8h05	CBWFT Tam Tam	16h30	CBWFT Minibus Télé-M Fais-moi un dessin TV-5 Gourmandises	22h30	Télé-M Les sports
8h20	CBWFT Première édition	17h00	CBWFT Une paire d'as Télé-M Ici Montréal TV-5 La chance aux chansons	22h45	Télé-M Ciné-nuit: Tableau d'un meurtre
8h25	CBWFT Le point	17h30	Télé-M Charivari TV-5 Des chiffres et des lettres	22h55	TV-5 Journal télévisé de TF1
8h30	Télé-M Almer	18h00	CBWFT Ce soir Manitoba Télé-M Chop-Suey TV-5 Journal télévisé de TF1	23h20	CBWFT Cinéma: Les trois mousquetaires
9h00	CBWFT Les anges du matin Télé-M Santa Barbara	18h30	CBWFT Bouffée de santé Télé-M Épopée rock TV-5 L'Info-5	23h25	TV-5 L'Info-5
9h30	Télé-M Haine et passions	19h00	CBWFT CTYVON Télé-M Sous le signe du faucon TV-5 Du côté de chez Fred	23h55	TV-5 Du côté de chez Fred
10h00	CBWFT La cuisine des anges	19h30	CBWFT Super sans plomb	0h15	Télé-M Histoires de l'autre monde
10h15	CBWFT Inimimimagimo	20h00	CBWFT L'héritage Télé-M Le match de la vie	0h45	Télé-M Mongrain de sel
10h30	CBWFT Passe-Partout Télé-M Les mini-stars de Nathalie	20h10	TV-5 Champs Élysées	1h05	TV-5 Champs Élysées
11h00	CBWFT Le p'tit Champlain Télé-M Ici Montréal	21h00	CBWFT Le téléjournal Télé-M Ad Lib	1h45	Télé-M Aimer
11h15	Télé-M Bon appétit			2h15	Télé-M Santa Barbara
11h30	CBWFT CTYVON Télé-M Mimémo			2h20	TV-5 Radio France Internationale
12h00	CBWFT L'édition magazine Télé-M Cinéma d'après-midi: Gandhi			2h45	Télé-M Les nouvelles TVA
12h30	CBWFT Les démons du midi			3h05	Télé-M Ici Montréal
13h30	CBWFT Les rendez-vous de Dominique			3h15	Télé-M Les sports

## Les programmes d'information en français

### A CBWFT (3 \ 10)

Première édition: Un bulletin de nouvelles régionales, nationales et internationales, avec Le point du soir d'avant en reprise. Du lundi au vendredi à 8h20.

L'édition magazine: Le nouveau magazine d'information du midi de Radio-Canada. Une présentation complète des nouvelles et des chroniques sur divers sujets d'intérêt général. Du lundi au vendredi à 12h00.

Ce Soir Manitoba: Le bulletin de nouvelles locales, nationales et internationales réalisé par Radio-Canada/Manitoba. Du lundi au vendredi à 18h00.

Le Téléjournal et Le point: Le bulletin de nouvelles du soir réalisé par le réseau national de Radio-Canada. Du lundi au vendredi à 21h00.

Ce Soir Dimanche: Une rétrospective des principaux événements qui ont marqué la scène manitobaine

durant la semaine écoulée. Le dimanche à 18h00.

### A TV-5 (14 \ 20)

L'Info-5: Le bulletin canadien de nouvelles avec un accent sur l'actualité régionale au Québec et au Canada. Du lundi au vendredi, à 14h (1er édition) et à 18h30 (2e édition; rediffusée à 23h20).

Journal télévisé de TF1 ou A2: Bulletin européen de nouvelles. Le samedi et le dimanche à 18h et 23h35; du lundi au vendredi à 18h et 23h.

L'échiquier fédéral: Une émission d'affaires publiques canadiennes. Le samedi à 17h.

Parcours: Émission d'information mettant en relief les événements marquants pour les régions du Canada. Le samedi à 18h30.

Le petit journal: Bulletin de nou-

velles conçu pour les jeunes, préparé par la chaîne Quatre saisons du Québec. Le lundi à 15h30.

7 sur 7: Magazine d'actualité au cours duquel une personnalité de l'actualité est invitée à commenter les événements de la semaine en France et ailleurs. Le lundi à 19h et 23h50, le mardi à 14h30.

### A Télé-Métropole (28)

Mongrain de sel: Émission d'affaires publiques animée par Jean-Luc Mongrain où les gens de Montréal font valoir leur point de vue via une tribune téléphonique. Du lundi au vendredi à 7h.

Les nouvelles TVA: Le bulletin de nouvelles locales, nationales et internationales de Montréal. A chaque jour à 22h.

# Ciné-télé du 10 au 16 mars 1990

## Samedi 10 mars

**13h00** **Télé-M L'évadé.**  
Film d'aventures de T. Gries avec Charles Bronson, Robert Duvall et Jill Ireland. Un pilote indépendant tente de faire évader un Américain enfermé dans une prison mexicaine. (amér. 1975)

**18h30** **Télé-M L'aigle de fer.**  
Drame d'aventures réalisé par Sidney J. Furie avec Jason Gedrick, Louis Gossett jr et David Suchet. Le fils d'un pilote américain, qui doit être exécuté dans un pays arabe, s'empare d'un avion militaire et d'envole à son secours. (amér. 1986) Première.

**23h25** **CBWFT Viva la vie.**

Drame réalisé par Claude Lelouch avec Évelyne Bouix, Charlotte Rampling, Michel Piccoli et Jean-Louis Trintignant. Le même jour, à la même heure, dans les mêmes circonstances, dans des lieux différents, un homme et une femme qui ne se connaissent pas disparaissent. (fr. 1983)

**23h30** **Télé-M La malédiction.**  
Drame fantastique de R. Donner avec Gregory Peck, Lee Remick et David Warner. Des incidents troublants sont provoqués par la présence d'un enfant adopté à sa naissance par un diplomate. (brit. 1976)

## Dimanche 11 mars

**13h00** **Télé-M S.O.S. Fantômes.**  
Comédie fantaisiste de I. Reitman avec Bill Murray, Sigourney Weaver et Dan Aykroyd. Des experts en phénomènes paranormaux se lancent en affaires comme chasseurs de fantômes. (amér. 1984)

**14h00** **CBWFT La Traviata.**  
Opéra en quatre actes de Giuseppe Verdi, inspiré de «La Dame aux Camélias», filmé par Franco Zeffirelli. Avec Teresa Stratas, Plácido Domingo et Cornell MacNeil. Pour ne pas compromettre la réputation de celui qu'elle

aime, une courtisane retourne à sa vie frivole. (it. 1982) Sous-titré.

**23h15** **CBWFT Rétrospective Chaplin.**  
Le dictateur. Comédie satirique écrite, réalisée et interprétée par Charlie Chaplin avec Paulette Goddard, Jack Oakie et Grace Hayle. Un barbier juif, combattant de 1914 devenu amnésique, est amené à prononcer un discours à la place du dictateur auquel il ressemble à s'y méprendre. (amér. 1940)

## Lundi 12 mars

**12h00** **Télé-M Gandhi.**  
Drame biographique de R. Attenborough avec Ben Kingsley, Rohini Hattangady et Roshan Seth. Évocation de la vie de l'apôtre hindou de la non-violence. (brit. 1982) 1e de 2 parties.

**22h45** **Télé-M Ultime passion.**  
Drame psychologique de G. Kaczender avec Richard Harris, Jennifer Dale et Jeanne Moreau. Un financier libertin

guetté par l'impuissance cherche à revigorer ses ardeurs. (can. 1981)

**23h20** **CBWFT Tim.**  
Drame psychologique réalisé par Michael Pale d'après le roman de Colleen McCullough avec Piper Laurie, Mel Gibson et Pat Evison. Une riche célibataire s'intéresse à la rééducation d'un jeune homme négligé par ses parents. (austr. 1979)

## Mardi 13 mars

**12h00** **Télé-M Gandhi.**  
Drame biographique de R. Attenborough avec Ben Kingsley, Rohini Hattangady et Roshan Seth. Évocation de la vie de l'apôtre hindou de la non-violence. (brit. 1982) 2e de 2 parties.

**22h45** **Télé-M Tableau d'un meurtre.**  
Drame policier de A. Cooke avec James Laurenson, Michelle Phillips et David Robb. Un peintre laisse croire à sa mort afin de faire augmenter la

valeur de ses tableaux. (brit. 1983)

**23h20** **CBWFT Les trois mousquetaires.**  
Comédie dramatique réalisée par Richard Lester avec Olivier Reed, Raquel Welch, Michael York, Richard Chamberlain, Charlton Heston, Faye Dunaway et Christopher Lee. Avec l'aide de ses trois compagnons, d'Artagnan cherche à s'acquitter d'une mission secrète que lui a confiée la reine. (brit. 1973)

## Mercredi 14 mars

**12h00** **Télé-M Qui a tué le président.**  
Drame policier de W. Richert avec Jeff Bridges, John Huston et Belinda Bauer. Un homme enquête sur la mort de son frère qui fut assassiné alors qu'il exerçait la présidence des États-Unis. (amér. 1979)

**22h45** **Télé-M Agnès de Dieu.**  
Drame psychologique de N. Jewison avec Jane Fonda, Anne Bancroft et Meg Tilly. Une psychiatre s'occupe du cas particulier d'une jeune religieuse

accusée d'avoir tué son nouveau-né. (can. 1985)

**23h20** **CBWFT Ces garçons qui venaient du Brésil.**  
Mélodrame réalisé par Franklin J. Shaffner avec Gregory Peck, Laurence Olivier, Lilli Palmer et James Mason. Un Américain vivant au Paraguay apprend l'existence d'un plan ambitieux ourdi par d'ex-nazis dont l'ancien médecin-chef d'Auschwitz. (amér. 1978)

## Jeudi 15 mars

**12h00** **Télé-M Le crime de la passion.**  
Drame de moeurs de L. Eliakann avec Richard Crenna, Karen Young et Sean McCann. Un professeur d'université en vient à tuer une jeune prostituée dont il s'est follement épris. (amér. 1986)

**22h45** **Télé-M Le masque.**  
Drame d'horreur de R. Rosenthal avec Jamie Lee Curtis, Donald Pleasance et Lance Guest. Un déséquilibré

échappé d'une clinique psychiatrique pourchasse dans un hôpital une jeune fille qu'il a attaquée le soir de l'Halloween. (amér. 1981)

**23h25** **CBWFT Le jupon rouge.**  
Drame réalisé par Geneviève Lefebvre avec Marie-Christine Barrault, Alida Valli et Guillemette Grobon. Trois femmes d'âge et d'univers social très différents sont entraînées dans une histoire d'un grand romantisme. (fr. 1986) Première.

## Vendredi 16 mars

**12h00** **Télé-M La dernière danse.**  
Comédie dramatique de T. Bill avec Dudley Moore, Mary Tyler Moore et Katherine Healy. Un politicien s'intéresse à une femme et à sa fille atteinte de leucémie. (amér. 1982)

**13h30** **CBWFT Gloria ou la course au bonheur.**  
Drame réalisé par Waris Hussein d'après l'oeuvre de Barbara Goldsmith avec Lucy Gutteridge, Christopher Plummer et Belle Davis. Le riche Reggie Vanderbilt rencontre au cours d'un bal la ravissante Gloria Morgan. Malgré leur différence d'âge et l'opposition des siens, Reggie épouse. De leur union naît une petite fille qu'ils

prénomment Gloria. (can-amér. 1983) 1e de 2.

**22h45** **Télé-M Deux enfoirés à Saint-Tropez.**  
Comédie de M. Pécas avec Jean-Michel Noiret, Philippe Caroit et Caroline Tresca. Les tribulations de deux copains en vadrouille sur la Côte d'Azur. (fr. 1985)

**23h20** **CBWFT La parfaite forme.**  
Comédie dramatique réalisée par James Bridges avec John Travolta, Jamie Lee Curtis et Anne de Salva. Un journaliste prépare un reportage à sensation sur les centres de conditionnement physique, bars de rencontres nouveau genre. (amér. 1985)

## Mercredi 14 mars

**5h00** **Télé-M Salut, bonjour**

**7h00** **Télé-M Mongrain de sel**

**7h20** **CBWFT Les Schtroumpfs**

**7h50** **CBWFT Félix et Ciboulette**

**8h00** **Télé-M Gilles Lapointe, M.D.**

**8h05** **CBWFT You-Hou**

**8h20** **CBWFT Première édition**

**8h25** **CBWFT Le Point**

**8h30** **Télé-M Aimer**

**9h00** **CBWFT Les anges du matin**  
**Télé-M Santa Barbara**

**9h30** **Télé-M Haine et passions**

**10h00** **CBWFT La cuisine des anges**

**10h15** **CBWFT Inimimimagimo**

**10h30** **CBWFT Passe-Partout**  
**Télé-M Les mini-stars de Nathalie**

**11h00** **CBWFT Le p'tit Champlain**  
**Télé-M Ici Montréal**

**11h15** **Télé-M Bon appétit**

**11h30** **CBWFT CTYVON (reprise)**  
**Télé-M Mimémo**

**12h00** **CBWFT L'édition magazine**  
**Télé-M Cinéma: Qui a tué le président**

**12h30** **CBWFT Les démons du midi**

**13h30** **CBWFT D'une série à l'autre: Mussolini dans l'intimité**  
(3e de 7)

**14h00** **Télé-M Dynastie**

**14h30** **CBWFT Le temps de vivre**  
**TV-5 L'Info-5 (1e édition)**

**15h00** **Télé-M Double défi**  
**TV-5 Musique classique**

**15h30** **Télé-M De bonne humeur**

**15h45** **TV-5 Parcours**

**16h00** **CBWFT Kim et Clip**

**16h30** **CBWFT Le petit vampire**  
**Télé-M Fais-moi un dessin**

**16h45** **TV-5 Gourmandises**

**17h00** **CBWFT Une paire d'as**  
**Télé-M Ici Montréal**  
**TV-5 La chance aux chansons**

**17h30** **Télé-M Charivari**  
**TV-5 Des chiffres et des lettres**

**18h00** **CBWFT Ce Soir Manitoba**  
**Télé-M L'heure juste**  
**TV-5 Journal télévisé de TF1**

**18h30** **CBWFT SMAC Du Manitoba,**  
**Le Festival du Voyageur en 4 minutes minutes ou moins.**  
**Télé-M Hockey: Les Canadiens de Montréal affrontent les Oilers d'Edmonton**  
**TV-5 L'Info-5 (2e édition)**

**19h00** **CBWFT CTYVON**  
**TV-5 Nicaragua, le rouge et le noir**

**19h30** **CBWFT Comment ça va?**

**20h00** **CBWFT Le grand remous**

**TV-5 Les Francofoies de Montréal: Jacques Higelin**

**20h30** **CBWFT Jeux de société**  
**TV-5 Téléobjectif: Le livre échange un an plus tard**

**21h00** **CBWFT Le Téléjournal**

**21h25** **CBWFT Le Point**

**21h30** **TV-5 Montagne**

**22h00** **CBWFT La météo**  
**Télé-M Les nouvelles TVA**  
**TV-5 Hommage à Paul Collaer**

**22h05** **CBWFT Les nouvelles du sport**

**22h20** **CBWFT L'or et le papier**  
**Télé-M Ici Montréal**

**22h30** **Télé-M Les sports**  
**TV-5 Journal télévisé de TF1**

**22h45** **Télé-M Ciné-nuit: Agnès de Dieu**

**23h00** **TV-5 L'Info-5 (2e édition)**

**23h20** **CBWFT Cinéma: Ces garçons qui venaient du Brésil**

**23h30** **TV-5 Nicaragua, le rouge et le noir**

**0h30** **TV-5 Les Francofoies de Montréal (reprise)**

**0h45** **Télé-M Hockey (reprise)**

**1h00** **TV-5 Téléobjectif (reprise)**

**2h00** **TV-5 Radio France internationale**

**4h15** **Télé-M Bon appétit**

**4h30** **Télé-M Chacun chez soi**

## Jeudi 15 mars

**5h00** **Télé-M Salut, bonjour**

**7h00** **Télé-M Mongrain de sel**

**7h20** **CBWFT Tao tao**

**7h50** **CBWFT Félix et Ciboulette**

**8h00** **Télé-M Gilles Lapointe, M.D.**

**8h05** **CBWFT La boîte à lettres**

**8h20** **CBWFT Première édition**

**8h25** **CBWFT Le Point**

**8h30** **Télé-M Aimer**

**9h00** **CBWFT Les anges du matin**  
**Télé-M Santa Barbara**

**9h30** **Télé-M Haine et passions**

**10h00** **CBWFT La cuisine des anges**

**10h15** **CBWFT Inimimimagimo**

**10h30** **CBWFT Passe-Partout**  
**Télé-M Les mini-stars de Nathalie**

**11h00** **CBWFT Le p'tit Champlain**  
**Télé-M Ici Montréal**

**11h15** **Télé-M Bon appétit**

**11h30** **CBWFT CTYVON**  
**Télé-M Mimémo**

**12h00** **CBWFT L'édition magazine**  
**Télé-M Cinéma: Le crime de la passion**

**12h30** **CBWFT Les démons du midi**

**13h30** **CBWFT D'une série à l'autre: Mussolini dans l'intimité**  
(4e de 7)

**14h00** **Télé-M Dynastie**

**14h30** **CBWFT Télé-feuilleton: Lord**

**Mountbatten, le dernier vice-roi**  
(5e de 6)  
**TV-5 L'Info-5 (1e édition)**

**15h00** **Télé-M Double défi**  
**TV-5 Nicaragua, le rouge et le noir**

**15h30** **CBWFT Les Schtroumpfs**  
**Télé-M De bonne humeur**

**16h00** **CBWFT Kim et Clip**  
**TV-5 Animalia**

**16h30** **CBWFT Charamoule**  
**Télé-M Fais-moi un dessin**  
**TV-5 Gourmandises**

**17h00** **CBWFT Une paire d'as**  
**Télé-M Ici Montréal**  
**TV-5 La chance aux chansons**

**17h30** **Télé-M Charivari**  
**TV-5 Des chiffres et des lettres**

**18h00** **CBWFT Ce Soir Manitoba**  
**Télé-M La vie des gens riches et célèbres**  
**TV-5 Journal télévisé de TF1**

**18h30** **Télé-M Chambres en ville**  
**TV-5 L'Info-5 (2e édition)**

**19h00** **CBWFT CTYVON**  
**Télé-M Miniséries: Le prétendant**  
**TV-5 Ex Libris.**

**19h30** **CBWFT La cour en direct**

**19h35** **TV-5 Papier glacé**

**20h00** **CBWFT Lance et compte III**  
**TV-5 Avis de recherche: Salvator Adamo**

**21h00** **CBWFT Le Téléjournal**

**Télé-M Ad Lib**

**21h25** **CBWFT Le Point**

**21h30** **TV-5 Vues d'Afrique**

**22h00** **CBWFT La météo**  
**Télé-M Les nouvelles TVA**

**22h05** **CBWFT Les nouvelles du sport**

**22h20** **CBWFT Les cyniques à l'université de l'humour**  
**Télé-M Ici Montréal**

**22h30** **Télé-M Les sports**  
**TV-5 Carabine FM**

**22h45** **Télé-M Cinéma: Le masque**

**23h00** **TV-5 Journal télévisé de TF1**

**23h20** **CBWFT Le monde du vélo**

**23h25** **CBWFT Cinéma: Le jupon rouge**

**23h30** **TV-5 L'Info-5**

**0h00** **TV-5 Ex Libris (reprise)**

**0h35** **TV-5 Papier glacé**

**0h45** **Télé-M Mongrain de sel**

**1h00** **TV-5 Avis de recherche: Salvator Adamo**

**1h45** **Télé-M Aimer**

**2h15** **Télé-M Santa Barbara**

**2h30** **TV-5 Radio France internationale**

**2h45** **Télé-M Les nouvelles TVA**

**3h05** **Télé-M Ici Montréal**

**3h15** **Télé-M Les sports**

**3h30** **Télé-M Haine et passions**

**4h30** **Télé-M Chacun chez soi**

## Vendredi 16 mars

**5h00** **Télé-M Salut, bonjour**

**7h00** **Télé-M Mongrain de sel**

**7h20** **CBWFT Les aventures de Sherlock Holmes**

**7h50** **CBWFT Félix et Ciboulette**

**8h00** **Télé-M Gilles Lapointe, M.D.**

**8h05** **CBWFT You-Hou**

**8h20** **CBWFT Première édition**

**8h25** **CBWFT Le Point**

**8h30** **Télé-M Aimer**

**9h00** **CBWFT Les anges du matin**  
**Télé-M Santa Barbara**

**9h30** **Télé-M Haine et passions**

**10h00** **CBWFT La cuisine des anges**

**10h15** **CBWFT Inimimimagimo**

**10h30** **CBWFT Passe-Partout**  
**Télé-M Les mini-stars de Nathalie**

**11h00** **CBWFT Le p'tit Champlain**  
**Télé-M Ici Montréal**

**11h15** **Télé-M Bon appétit**

**11h30** **CBWFT CTYVON**  
**Télé-M Mimémo**

**12h00** **CBWFT L'édition magazine**  
**Télé-M Cinéma: La dernière danse**

**12h30** **CBWFT Les démons du midi**

**13h30** **CBWFT Cinéma: Gloria ou la course au bonheur**  
(1re de 2)

**14h00** **Télé-M Dynastie**

**14h30** **TV-5 L'Info-5 (1re édition)**

**15h00** **Télé-M Double défi**  
**TV-5 Ex Libris**

**15h30** **CBWFT Les Schtroumpfs**  
**Télé-M De bonne humeur**

**15h35** **TV-5 Papier glacé**

**16h00** **CBWFT Kim et Clip**  
**TV-5 Trente millions d'amis**

**16h30** **CBWFT Au jeu**  
**Télé-M Fais-moi un dessin**  
**TV-5 Gourmandises**

**17h00** **CBWFT Une paire d'as**  
**Télé-M Ici Montréal**  
**TV-5 La chance aux chansons**

**17h30** **Télé-M Charivari**  
**TV-5 Des chiffres et des lettres**

**18h00** **CBWFT Ce Soir Manitoba**  
**Télé-M Drôle de vidéo**  
**TV-5 Journal télévisé de TF1**

**18h30** **CBWFT Découverte**  
**Télé-M 9 - 1 - 1**  
**TV-5 L'Info-5 (2e édition)**

**19h00** **CBWFT Lance et compte III**  
**Télé-M Fortunes**  
**TV-5 Temps présent: Léman, état de fièvre**

**20h00** **CBWFT Série plus: Dadah, le voyage fatal**  
(4e de 4)  
**Télé-M Le dépanneur olympique**  
**TV-5 Le génie du faux**

**20h30** **Télé-M Bien dans sa peau**

**21h00** **CBWFT Le téléjournal**  
**Télé-M Ad Lib**

**TV-5 Rencontres avec...**

**21h25** **CBWFT Le point**

**21h30** **TV-5 MT télé is rich**

**22h00** **CBWFT La météo**  
**Télé-M Les nouvelles TVA**

**22h05** **CBWFT Les nouvelles du sport**

**22h20** **CBWFT Laser**  
**Télé-M Ici Montréal**

**22h30** **Télé-M Les sports**  
**TV-5 Arts magazine**

**22h45** **Télé-M Ciné-nuit: Deux enfoirés à St-Tropez**

**23h00** **TV-5 Journal télévisé de TF1**

**23h20** **CBWFT Cinéma: La parfaite forme**

**23h30** **TV-5 L'Info-5 (reprise)**

**0h00** **TV-5 Temps présent (reprise)**

**0h45** **Télé-M Mongrain de sel**

**1h00** **TV-5 Le génie du faux**

**1h45** **Télé-M Aimer**

**2h00** **TV-5 Radio France internationale**

**2h15** **Télé-M Santa Barbara**

**2h45** **Télé-M Les nouvelles TVA**

**3h05** **Télé-M Ici Montréal**

**3h15** **Télé-M Les sports**

**3h30** **Télé-M Haine et passions**

**4h30** **Télé-M Chacun chez soi**



## La figue de barbarie

Le nom de ce fruit, la figue de barbarie, semble aussi peu engageant que son aspect extérieur: une peau orange tirant sur le brunâtre, hérissée de petits points noirs et velus.

Et pourtant, sous l'enveloppe disgracieuse se cache une chair très sucrée, dont le goût s'apparente à celui de melon. Seul inconvénient: la présence d'une infinité de petites graines, heureusement parfaitement mangeables et même digestibles.

Se pelant facilement à la main, la figue de Barbarie constitue un excellent dessert exotique, même si le prix en est un peu cher (environ 70 cents le fruit). Ceux qui sont prêts à faire des efforts peuvent s'armer d'un couteau et dépecer la figue en tranches que l'on arrose de jus de citron.

L.G.

Informations fournies par Denis Rémillard, qui présentera la figue de Barbarie ce vendredi 9 mars à 12h15 à l'émission Ici Midi de CKSB.



La figue de barbarie. Dur dehors, doux dedans.

# L'Église ne peut rester muette face au «New Age»

Le phénomène du «New Age» a-t-il des questions pertinentes à poser à la foi catholique?

La réponse est simple: «oui»!

Devant ce mouvement qui provoque une recomposition religieuse de la société, qui propose aux individus une vision du monde basée sur l'énergie positive et l'harmonie, qui suggère une nouvelle cohérence et qui légitime son discours par la science, l'Église ne peut pas demeurer muette.

Elle devrait pouvoir accueillir, dans une ouverture d'esprit et une mise en question personnelle, les grandes interrogations qui soutiennent un tel mouvement.

Les «New Agers» veulent, par des méthodes diverses, entrer en communion avec le monde mystérieux du divin enfoui au



Claude BLANCHETTE

prêtre

plus profond de chaque personne et présent au cœur du monde.

L'Église n'a-t-elle rien à offrir à cette recherche d'une expérience spirituelle profonde et signifiante? Où sont nos maîtres spirituels qui savent guider les baptisés(e)s sur les chemins de la rencontre avec Dieu?

### Une personne en harmonie avec elle-même

Pourquoi l'Église est-elle vue par plusieurs plutôt comme une institution de lois et de morale que comme un lieu de ressourcement spirituel et de rencontre avec le Dieu de Jésus Christ?

Les adeptes du mouvement «Nouvel Age» réagissent avec force au matérialisme de notre société, au fait que nous sommes les prisonniers de la consommation, que chaque personne dans la société n'est qu'un numéro, un objet soumis aux lois de l'offre et de la demande, un travailleur au service des riches et des puissants.

Cette libération de la personne humaine des attaches trop matérialistes, n'est-ce pas là un des grands défis que propose l'Église? Comment se fait-il

qu'elle n'est pas entendue ni respectée?

Les tenants de cette nouvelle manière de vivre cherchent une qualité d'existence qui dépasse le présent et l'acquisition de biens. Ils aspirent à se retrouver, à vivre comme une personne en harmonie avec elle-même, avec les autres et avec l'univers. Pour se faire, ils se retirent chaque jour du monde, dans un coin tranquille, et dans le silence et la méditation, s'efforcent d'entrer en communion avec leur vrai «moi».

L'Église ne pourrait-elle pas remplir cette attente en proposant la voie de l'intériorité, ce chemin emprunté par tant de grands saints? N'avons-nous pas à redécouvrir la valeur du silence? Avons-nous le courage d'aménager des espaces de silence dans nos églises comme dans nos maisons?

Le «New Age» propose qu'on porte une attention spéciale à son corps, qu'on l'écoute et qu'on lui assure une qualité d'existence.

Le christianisme ne prône-t-il pas le respect intégral de la personne humaine et la beauté du corps?

Enfin, les sympathisants du Nouvel Age se retrouvent en petit groupe, question de se rencontrer dans un contexte simple et humain.

Nous, les catholiques, ne pouvons-nous pas faire surgir dans nos communautés anonymes des petits regroupements de partage et de prière?

Oui, le «New Age» nous pose des questions sur la qualité et l'intégration de notre propre vie de foi.

Qu'avons-nous à répondre?

## LES PETITES ANNONCES

### Facile et efficace!

LES PETITES ANNONCES, c'est encore plus payant quand on connaît bien la recette. Votre PETITE ANNONCE doit nous parvenir au plus tard le lundi par écrit et être payée d'avance aux tarifs suivants:  
moins de 20 mots (\$5 ou 7,50\$ pour deux semaines);  
21 à 28 mots (6\$ ou 9\$);  
29 à 35 mots (7\$ ou 10,50\$);  
36 à 42 mots au maximum (8\$ ou 12\$ pour deux semaines).

ASPIRATEURS Filter Queen ou Electrolux presque neufs. Garantie 5 ans. 150\$ Composez le 237-0204.

467- ENTREPÔT DE REVÊTEMENT DE SOL—Payer et emporter seulement. Parfaits pour les salles de jeux ou pour le chalet — revêtements de sol à endos caoutchouté ou en vinyle sans cirage à partir de 3,98 \$/v<sup>2</sup>. Tapis antitaches à partir de 13,98 \$/v<sup>2</sup>, en plus de centaines de fins de rouleaux — tapis et vinyle — à liquider. A&R Carpet Barn, 50, rue Archibald, au sud de Nairn. 233-3061. Ouvert jusqu'à 20 h. 078-

À VENDRE: Évitez la taxe — Bâtissez dès maintenant — à 25 min. de la Monnaie. Grands lots boisés — 2 acres — seulement 8 900\$ — Agent 284-9686 ou 1-883-2434.

311- À VENDRE: Bâtissez avant les hausses de taxes — à 12 minutes de la Monnaie lots 123 x 154. Égouts, eau, rue pavée — beaux arbres — Agent 284-9686 ou 1-883-2434.

312- COUTURIÈRE: avec expérience pour tous genres de travaux de couture. Appelez Marcelle au 233-2687.

393- DÉCLARATION D'IMPÔT et service de comptabilité. Service à domicile, urbain et rural. Taux raisonnables. Rabais pour revenu modique. Évaluation gratuite. Disponible en journée et en soirée. Jean-Guy Talbot. 269-7460.

137- VENTE PRIVÉE dans le village de Saint-Malo, maison de 5 ans, 3 chambres à coucher, sous-sol fini, 2 salles de bain, garage double, grand lot de rivière de 5,23 acres. Composez le 347-5280.

145- À LOUER: au 407, de la Morénie, garçonnière meublée, entrée privée. 350\$ par mois inclut stationnement. Pour plus d'information composez le 237-4255.

149- VENTE PRIVÉE boulevard Provencher, bungalow de 2 chambres à coucher. Boudoir, salle à manger, cuisine,

salon, salle de bain complète, toilette au sous-sol. Patio. Air climatisé. Sous-sol fini, garage. Stationnement couvert pour 2 voitures. Demande 77 500\$. Composez le 233-5645 après 17h.

162- ÉLECTRICIEN: licencié et enregistré, pour faire les installations électriques résidentielles et commerciales ainsi que réparations et rénovations. Estimations gratuites. Appelez Louis au 885-7815.

163- À VENDRE: maison à Sainte-Agathe, 4 chambres à coucher, sous-sol fini, garage attenant. Composez le 1-882-2498.

165- RECHERCHE GARDIENNE immédiatement pour quelques heures dans l'après-midi, 2-3 jours/semaines pour 3 enfants de 2-4-6 ans, préférablement tout près de l'église St-Eugène à St-Vital. Carmelle au 253-4344.

169- VIDÉO ET AUDIO de la retraite du père Madore — Audio sur révélation Romain, etc. par père Nisbett. Pierre I, Pierre II, et Jacques. Composez le 233-6697 et demandez André

171- À LOUER: Saint-Boniface, appartement de 2 chambres à coucher, 2<sup>e</sup> étage d'un duplex, stationnement, lavage, eau inclus, près d'autobus, tapis mur à mur. 465\$. Libre le 1<sup>er</sup> mai. 255-1901.

172- À LOUER: bureaux, boul. Provencher, idéal pour professionnels, occupation août 1990, 1 200 pi ca en totalité ou en partie. 237-7286.

173- RECHERCHE un non-fumeur pour partager un grand appartement, rue Des Meurons. Services compris, sauf électricité. Stationnement gratuit. Loyer négociable. Disponible immédiatement. Composez le 983-6756 ou le 237-3597.

174- MÈRE de 3 enfants (5 ans, 4 ans et 3 mois) aimerais garder chez moi du lundi au vend. enfants âgés de 3 ans et plus. Contactez Suzanne au 231-0386.

175- À LA RECHERCHE d'une gardienne à plein temps pour un enfant de 10 mois de préférence chez nous. Composez le 235-0341 après 18h.

176- À LOUER: appartement de deux chambres à coucher dans duplex rue Valade. Laveuse, sècheuse, poêle, réfrigérateur, lave-vaisselle, électricité, gaz, eau et une place de stationnement dans garage inclus. 650\$ par mois. Composez le 233-3861 après 17h.

177- VENTE PRIVÉE: 451, rue Horace. Maison de 10 ans, 900 pieds carrés, 2 chambres à coucher, foyer, air climati-

sé, sous-sol fini avec chambre et salle de bain additionnelles, garage. Près de la rivière Seine et du parc Happyland. Visite libre le dimanche 4 mars, de 13h à 16h. 89 900\$. Tél.: 237-6294.

180- RECHERCHE CONCIERGE pour Foyer Vincent au 200, rue Horace. Salaire et app. d'une chambre à coucher. Information au 233-1925 entre 12h et 16h. Aussi on a des garçonnières à louer pour 190\$ par mois.

181- À LOUER: maison, rue Jeanne d'Arc. 2 chambres à coucher, garage. Disponible le 1<sup>er</sup> avril 1990. 560\$ par mois. Tél.: 233-6977.

182- LA MINI-MATERNELLE du Parc Windsor inc. prend maintenant les inscriptions pour 1990-1991. Si vous êtes intéressés, contactez Mimi (253-9249) ou Florence (254-3472).

183- À LOUER: Saint-Boniface, appartement de 3 chambres à coucher, grande salle et cuisine, 2 entrées privées, grande cour. 525\$ plus électricité. Disponible le 1<sup>er</sup> avril. Tél.: 233-7652.

184- À LOUER: rue Langevin, appartement de 2 chambres à coucher, près du Collège et de l'hôpital, stationnement, de préférence jeune fille qui travaille. Libre le 1<sup>er</sup> avril. Composez le 233-3243 après 14h.

185- HÉ TOÉ: Employeurs. On recherche des organismes d'accueil pour accueillir les candidats du projet Intégration professionnelle. 10 candidats bilingues disponibles. On paie les allocations. Détails: contactez Denis au bureau 233-1560 ou à la maison 233-5618.

186- À VENDRE: chien mâle, 90% collie, 10% husky. 10 mois — stérilisé — reçu toutes ses piqûres. 70\$. Composez le 233-5645 après 17h.

187- VENTE PRIVÉE: à Saint-Boniface, maison de 3 chambres à coucher, garage, sous-sol fini, endroit paisible et boisé. 79 900\$. Composez le 233-8792 ou le 231-0614.

188- À LOUER: maison de trois chambres à coucher à Saint-Boniface, pour le 1<sup>er</sup> avril. Composez le 256-6784.

189- À VENDRE: machine à écrire, clavier français, état neuf, 70\$. Philippe au 231-1344 ou au 237-4823.

190- FACILE ET EFFICACE! Les petites annonces dans La Liberté, ça marche. Elles doivent nous parvenir au plus tard le lundi par écrit et être payées d'avance.

## T'es en parenté avec qui, toi?



Rhéanne Odette Marie Marcoux, née le 1<sup>er</sup> juin 1989. Les parents sont Rosanne (Bilodeau) et Bernard Marcoux.

Les grands-parents sont Yolande (Gratton) et Albert Bilodeau de Sainte-Agathe et Thérèse (Fontaine) et Lucien Marcoux de Saint-Vital.

## Voyage en Terre Sainte Israël et Égypte du 21 mai au 6 juin

Groupe francophone • Nombre limité • Prix très compétitif.

Accompagnée de:  
M. l'abbé Aurel Lalonde  
2206-55, rue Nassau N.  
Winnipeg R3L 2G8  
Tél.: (204) 284-0236

## QUIZ

## Quelle est l'originalité de ce fer à repasser?



photo: Bernard Bocquel

## QUESTIONS

1. Quelle est l'originalité de ce fer à repasser américain?
2. Quel est le plus gros trésor découvert au fond des mers?
3. De quoi est mort Napoléon?

4. Quel pourcentage du Manitoba est recouvert d'eau?
5. L'expression «au temps de la Prairie» avait un sens très spécifique dans le parler métis. Lequel?
6. Le mot «denim» vient-il du français?

## RÉPONSES

**1.** Ce fer à repasser électrique américain était parfaitement révolutionnaire: il s'agit du Pelouze, le premier fer électrique à offrir un réglage (rudimentaire certes, mais enfin!) de la température. Et cela dès 1908!

Une prouesse technique perfectionnée au fil des années. Il faudra en effet attendre 1925 avant que les compagnies d'appareils ménagers commencent à vendre des fers à repasser électriques munis d'un servo-régulateur efficace.

Ajoutons que le fer à repasser électrique est le premier appareil ménager électrique. Avant même la distribution du courant électrique à domicile, un certain H. W. Seely, de New York, obtenait le 6 juin 1882 le premier brevet mondial pour un fer à repasser électrique.

On considère que la première vente commerciale d'un fer électrique s'est faite aux U.S.A. en 1896 par la compagnie Ward Electric établie au Wisconsin.

**2.** En 1986, un Américain, Herbert Humphrey, a commencé la récupération d'un butin évalué à plus de 1,6 milliard de dollars. Le

trésor comprenait des émeraudes, de l'or, de l'argent, des objets religieux enfouis sous 5 mètres de sable au large des Bahamas, dans la mer des Caraïbes. Le trésor avait coulé avec le galion espagnol «Nuestra Señora de la Maravilla» en janvier 1656.

**3.** Napoléon est décédé d'un ulcère à l'estomac...

**4.** Un sixième de la surface de notre province est recouvert d'eau. Notre plaque d'immatriculation dans les années 70 ne vantait-elle pas nos 100 000 lacs?

**5.** L'expression «au temps de la Prairie» était utilisée comme synonyme du mot «autrefois».

**6.** Le mot «denim», synonyme de «jean» en anglais, vient bel et bien du français. Point de départ: la serge, une sorte d'étoffe, produite dans la ville de Nîmes, une cité industrielle au sud de la France. On appelait cette étoffe la serge «de Nîmes», devenue, à la longue, «denim».

Compilé par  
Bernard BOCQUEL

## RECETTES

## Pâtes alimentaires et crevettes



Les pâtes alimentaires offrent des repas gais, colorés et savoureux pour l'hiver.

### Trucs rapides sur les pâtes:

**1. Chili au macaroni:** Cuire 1 tasse (250 mL) de macaroni tel qu'indiqué sur l'emballage. Égoutter. Incorporer du chili déjà préparé et réchauffer. Servir garni de cheddar râpé et de croustilles de maïs et vous aurez un repas mexicain du tonnerre.

**2. Sauce piquante aux tomates:** Dans un poêle, combiner 1 boîte (28 oz/796 mL) de tomates défilées, 1 oignon haché, des chilis verts hachés au goût, 1 c. à table (15 mL) de jus de lime, du sel et du poivre. Porter à ébullition et laisser mijoter jusqu'à épaississement. Servir sur des fettucine cuites et égouttées.

**3. Sauce au cari de Bombay:** Dans une grande poêle, chauffer de l'huile végétale; sauter des carottes et des oignons tranchés avec des petits pois congelés jusqu'à tendreté. Ajouter du cari au goût. Incorporer 1/4 de tasse (50 mL) de yogourt et réchauffer. Servir sur des pâtes cuites et égouttées.

### Crevettes épicées des Caraïbes avec coquilles

Ce plat de pâtes rappelle les Caraïbes avec son jus de lime, ses crevettes et sa noix de coco à la saveur tropicale. Vous pouvez utiliser deux boîtes de 4 oz (113 g) de crevettes en conserve à la place des crevettes congelées.

3 tasses (750 mL) de coquilles moyennes  
1 c. à thé (5 mL) de fécule de maïs  
1/2 tasse (125 mL) de vin blanc sec  
1 c. à table (15 mL) de jus de lime  
1 c. à thé (5 mL) de sauce Worcestershire  
1 c. à thé (5 mL) de persil en flocons  
1/4 de c. à thé (1 mL) de piments broyés

1/4 de c. à thé (1 mL) de sel  
2 c. à table (25 mL) de beurre ou de margarine  
2 gousses d'ail hachées fin  
1 pqt (8 oz/250 g) de crevettes cuites congelées, décongelées et égouttées  
1/4 de tasse (50 mL) de noix de coco en flocons, grillée

Cuire les coquilles tel qu'indiqué sur l'emballage; égoutter. Entre-temps, préparer la sauce en fouettant ensemble la fécule, le vin, le jus de lime, la sauce Worcestershire, le persil, le piment et le sel. Dans un poêle, fondre le beurre à feu mi-élevé. Faire revenir l'ail quelques secondes et incorporer la sauce. Cuire en remuant jusqu'à épaississement. Incorporer les crevettes et réchauffer. Servir les crevettes sur les coquilles égouttées et parsemer de noix de coco. Donne 4 portions.

Pour griller la noix de coco, déposer sur une plaque à pâtisserie et cuire au four à 350 F (180 C), de 2 à 3 minutes.

### Cuisson au micro-ondes:

Cuire les pâtes comme ci-dessus. Dans un plat rond de 1-1/2 pinte (1,5 L) allant au micro-ondes, déposer le beurre et l'ail. Cuire à haute intensité (100%) pendant 1 minute ou jusqu'à ce que le beurre soit fondu. Ajouter la sauce. Couvrir et cuire à haute intensité, de 2 à 3 minutes ou jusqu'à ce que la sauce bouillonne et épaississe. Ajouter les crevettes, couvrir et réchauffer le tout à haute intensité de 2 à 3 minutes.

Pour griller la noix de coco au micro-ondes, déposer dans une assiette à tarte en verre, couvrir et cuire à haute intensité de 2 à 1-1/2 minutes, en remuant une fois.



Le Cercle Molière  
présente

## PRIMUS JOUR DE CANICULE «Dog Day»



Salle Pauline-Boutal Billets 8\$ (en vente au Cercle Molière, 233-8053)

les 14, 15, 16 et 17 mars 1990

Le nombre de billets par représentation est limité.

Personne ne sera admis une fois le spectacle commencé.



# À VOTRE SERVICE

## AVOCATS- NOTAIRES

### Deniset Fréchette

Avocats-notaires

Pierre J. Deniset B.A., LL.B.  
Antoine G. Fréchette B.A.,  
CERT. ED., LL.B.

674, rue Langevin  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 2W4 Tél.: 233-0614

## MÉTIER

### St-Anthony's Books & Church Supplies

283, avenue Taché  
St-Boniface (Manitoba)  
R2H 2A1

233-4480

Cadeaux pour toutes  
les occasions religieuses

## ENTREPRISES NOËL



Secrétariat, traitement  
de texte, imprimante  
au laser, traduction,  
photocopies.

Du nouveau!!!  
Service de FAX:  
422-8378

Service rapide et de  
qualité. Contactez  
Claire au: 422-5750  
422-8574 (rés.)  
la ville au 233-8920

### Suzanne B. Garsau

service de secrétariat

(français et anglais)  
• traitement de textes • dactylographie  
de textes, lettres et travaux universitaires  
• rapports financiers  
Tél. 284-6897

## PELLAND CATERING

Traiteurs: mariages, dîners,  
réceptions et banquets

161, boul. Provencher  
Saint-Boniface (Manitoba)

TÉLÉPHONE: 237-3319

## SERVICE COMPLET DE DEMENAGEMENT

Rolly's  
Transfer



CO.  
LTD.

256-5860 256-2561

Personnel tout à fait expérimenté

## AGENTS D'IMMEUBLES



L'immobilière de  
St. Pierre Realty Ltée

Boîte postale 339  
Saint-Pierre-Jolys (Manitoba)  
R0A 1V0

Téléphone: 433-7899

ferme • résidence • chalet  
lots vacants • loisirs • chasse  
tous genres de commerce, etc.

## OPTOMETRISTES

### D<sup>r</sup> Keith Mondésir Optométriste

- Examen de la vue
- Lunettes ajustées
- Verres de contact

201-1555, chemin St-Mary's  
Saint-Vital

Pour un rendez-vous  
composez le 255-2459

### DR. R.J. STANNERS

Optométriste, examen de la vue

139, boul. Provencher

au rez-de-chaussée

Téléphone: 233-3889

### D<sup>r</sup> R.J. Lecker

D<sup>r</sup> M.N. Lecker

Optométristes

Examen de la vue

2<sup>e</sup> étage, édifice 264, av. Portage

Téléphone: 943-6628

### D<sup>r</sup> Denis R. Champagne

Optométriste

212, avenue Regent ouest

Sur rendez-vous seulement

Téléphone: 224-2254

### D<sup>r</sup> E.M. FINKLEMAN

et

D<sup>r</sup> GÉRALD GARAND

Optométristes

210 Avenue Building

265, avenue Portage

Winnipeg

Tél. 942-2496

Examen de la vue et lunettes ajustées

### BRUNET

Monuments

Troisième génération

- TRADITIONNEL
- RELIGIEUX
- HISTORIQUE ET
- CONTEMPORAIN

L'ART COMMÉMORATIF  
PERSONNALISÉ

405, av. Bertrand

233-7864

«Au service des franco-  
manitobains depuis 1910...»

## COMPTABLES AGRÉÉS

Couture  
Forest  
Cadieux

Coopers  
& Lybrand

Associés  
André G. Couture, c.a.  
Gabriel J. Forest, f.c.a.  
Raymond A. Cadieux, c.a.

Comptables agréés  
et consultants en affaires

Principal  
Gérald C. Labossière, c.a.  
Adjoint aux associés  
Donald H. Smith, c.a.



2300, édifice Richardson  
1, place Lombard  
Winnipeg (Manitoba) R3B 0X6

Tél.: (204) 956-0550  
Fax: (204) 944-1020

### BDO GUENETTE CHAPUT

Comptables agréés

Téléphone: (204) 233-8593

Télécopieur: (204) 237-0134

ASSOCIÉS Lucien Guenette, C.A. Gilles Chaput, C.A.  
Arthur Chaput, C.A. André Blondeau, C.A.

ADJOINTS Raymond Desrochers, C.A. James Doer, C.A.  
Maurice Morissette, C.A. Russell Paradossi, C.A.  
Paul Prenovault, C.A. Richard Senez, C.A.

### BDO CABINET-CONSEIL

Conseillers en  
administration

Téléphone: (204) 233-9522

Télécopieur: (204) 237-0134

ASSOCIÉ

Charles Gagné, M.P.A.



262, rue Marion  
Winnipeg (Manitoba)  
R2H 0T7

## GARAGISTES



Claude P. Lépine  
Représentant

### Pembina Dodge Chrysler

300, Pembina  
Winnipeg (Manitoba)  
R3L 2E2

Tél.: 284-6650 (bureau)  
895-0388 (domicile)

Autos neuves & usagées

## ASSUREURS



Agence d'assurance  
Aurèle Desaulniers  
(1987)

390-B, boulevard Provencher  
Téléphone: 233-4051

Pour tout service d'assurance  
Feu • Vie • Maladie  
Assurance voyage - Ferme-RRSP

Joel Desaulniers  
René Desaulniers



PIONEER LIFE  
ASSURANCE COMPANY

Lucien NAYET, agent  
C.P. 401, Saint-Pierre-Jolys, R0A 1V0

Je peux vous aider dans vos  
recherches de solutions financières,  
assurance-vie, retraite, etc. Aucune  
obligation. Composez le 235-1759 ou  
le 433-7899 (à frais virés)

## GUS PAINCHAUD

assurances

• vie • auto • incendie • etc.

111, rue Marion, Saint-Boniface  
Tél.: 233-5242 ou 233-2828

## Service de conseiller

Centre de counselling  
et de croissance

Gilles Beaudry

Thérapie individuelle, de  
couple et familiale  
- sessions de groupe

Service confidentiel

261, rue DesMeurons  
237-8295

## TEFFAINE, LABOSSIERE,

Avocats et Notaires,  
Rhéal E. Teffaine, c.r.  
Denis Labossière  
Mary-Jane Bennett  
Léo V. Teillet  
Denyse T. Côté

Avocat-conseil  
Laurent G. Marcoux, c.r.  
Robert. Bétournay

185, boul. Provencher,  
pièce 201,  
Saint-Boniface (MB)  
R2H 4B3.  
Téléphone: 233-4359.

## ABONNE-TOI

Juste 5 renseignements très importants

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Un an (Manitoba) 25\$ ☐ hors province 30\$ ☐

Deux ans (Manitoba) 45\$ ☐ hors province 60\$ ☐

Écrivez votre chèque ou mandat poste au nom de La Liberté.

Adressez votre enveloppe à: La Liberté  
C.P. 190  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 3B4

LIBERTÉ



VOLUME I

Semaine du  
5 mars 1990

- L'éducation chez les minorités francophones: un portrait historique
- L'article 23 de la Charte: le point de vue d'un constitutionnaliste
- Le préscolaire: l'exemple du Manitoba
- Les centres scolaires et communautaires: la voie des années 1990

Ce supplément tiré à 200.000 exemplaires est une initiative de l'Association de la presse francophone (APF) en collaboration avec la Commission nationale des parents francophones (CNPF). Inséré dans les journaux suivants la semaine du 5 mars 1990: Vancouver (Le Soleil), Edmonton (Le Franco-Albertain), Regina (L'Eau Vive), Saint-Boniface (La Liberté), Cornwall (Le Journal de Cornwall), Hawkesbury (Le Carillon), Hearst (Le Nord), Iroquois Falls (La Boîte à Nouvelles), Penetanguishene (Le Goût de Vivre), Rockland (L'Édition Prescott Russell), Sudbury (Le Voyageur), Windsor (Le Rempart), Chapleau (Le Papier), Ottawa (Le Droit), Carleton Place (Le Voilier), Edmundston (Le Madawaska), Richibouctou (Pro-Kent), Shédiac (Le Moniteur), Caraquet (Hebdo Le Plus), Moncton (Express), St-Jean / Terre Neuve (Le Gaboteur), Summerside (La Voix Acadienne), Yarmouth (Le Courrier) Campbellton (L'Aviron), Whitehorse (L'Aurore Boréale), Yellowknife (L'Aquilon).



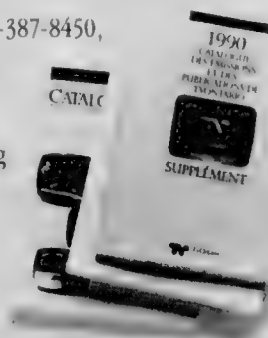
# FAITES GRIMPER VOTRE TAUX D'INTÉRÊT GRÂCE À LA BANQUE VIDÉO DE TVONTARIO.



Jusqu'à 10 000 titres en banque! Autant de vidéos de TVOntario qui rendront vos cours encore plus intéressants. Nos séries s'adressent aux élèves de différents niveaux et couvrent de nombreux sujets dont les mathématiques, la géographie, la biologie et la physique. En mariant la théorie aux techniques d'animation ou au divertissement, la télévision éducative vous propose des cours de qualité supérieure. Demandez notre catalogue

vidéo... vous y trouverez une petite mine d'or!

En Ontario, composez le 1-800-668-9974. Ailleurs, composez le 1-800-387-8450, poste 2613. Si vous préférez, écrivez à l'adresse suivante : TVOntario, Service du Marketing C.P. 200, succursale Q Toronto (Ontario) M4T 2T1.



**TVOntario**  
TV

LA BANQUE VIDÉO DE TVONTARIO. UNE RICHESSE À PORTÉE DE LA MAIN.

# Mot de l'équipe

**L'**éducation, thème d'une série de trois éditions dont voici la première, constitue le pilier essentiel à la survie de la langue française chez les communautés francophones du Canada.

L'enjeu éducatif devient une question de plus en plus cruciale, de fait, il se retrouve sur la ligne de front dans la lutte pour contrer une tendance significative vers l'assimilation. À un point tel, qu'au cours des dernières années, les parents sont devenus conscients que sans une amélioration de l'éducation et des moyens éducatifs en français, ce serait la fin des communautés francophones. Le cri d'alarme le plus percutant a peut-être été lancé dans les foyers quand des parents ont réalisé que leurs enfants leur parlaient en anglais. La création de la Commission nationale des parents francophones (qui collabore avec l'Association de la presse fran-

cophone à la production de ces trois éditions) est l'aboutissement logique pour ces gens qui se sont sentis brimés dans leurs droits.

Évidemment, la question revêtant une telle importance, l'APF dont le mandat est non seulement de contribuer au développement de la presse francophone mais aussi de contribuer à une meilleure information à la clientèle servie par ses journaux membres, a réalisé l'intérêt de produire ces trois éditions sur l'éducation. D'ailleurs, cette série s'inscrit dans une ligne d'action car elle continue la production d'éditions spéciales commencée depuis quelques années.

L'éventail de sujets que recouvre le dossier de l'éducation au Canada est tellement vaste que nous avons décidé d'y consacrer trois cahiers intitulés Education: «Enjeu national». Le premier donne un aperçu de l'état de la situation, le deuxième soulèvera les problématiques en jeu et le troisième ouvrira un pan sur les perspectives d'avenir.

Cependant, il est impossible de tout relater, vu l'ampleur, la diversité et la multitude d'intervenants concernés dans ce dossier. Les systèmes d'éducation relèvent des responsabilités provinciales. Il y a donc dix façons de gérer l'éducation en milieux minoritaires: les juridictions de neuf provinces et des Territoires du Nord-Ouest. Ce qui signifie dix modèles à identifier et dix analyses à faire, multipliés par autant de facteurs influençant l'éducation à l'intérieur de chaque région. Il y a aussi 10 niveaux d'évolution du système d'enseignement. Il n'existe pas deux provinces qui sont au même niveau de développement et d'application du système d'éducation. Un seul axe demeure constant pour tous: l'article 23.

Nos éditions ont voulu jeter un regard sur certaines pistes afin de tracer, d'analyser et de prévoir les éléments les plus pertinents ou représentatifs des dossiers éducatifs. Nous ne prétendons pas faire une couverture exhaustive de toute la problématique. Même avec trois éditions c'est impossible.

Vu le dynamisme et peut-être même la mutation que connaît le domaine éducatif en milieu francophone minoritaire et vu le vif intérêt des participants à ces éditions, nous croyons nécessaire d'y accorder un suivi. Nous formulons donc le souhait de produire des éditions subséquentes, sur une base annuelle.

## Autour de l'article 23

Jusqu'à récemment, jamais les francophones n'avaient pu recourir à un outil tel que l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés qui reconnaît pour la première fois des droits spécifiques de langues officielles du Canada. L'article 23 est maintenant utilisé à toutes les sauces.

Pour le lancement de notre première édition, nous avons choisi d'approfondir ce nouvel outil louangé par les uns, contesté par les autres, interprété différemment de part et d'autre, mais qui concerne tout le monde de l'enseignement en milieu minoritaire francophone et qui est lié à presque tout ce qui bouge pré-

sentement en éducation.

Un premier article retrace les causes de l'article 23, en explique la portée et avance des opinions quant à l'interprétation du jugement que la Cour Suprême du Canada rendra incessamment à cet effet. Puis, un exposé nous rend comestible un autre aspect de ce même article, celui des «ayants-droit» et il fait comprendre l'importance, pour les faire valoir, d'instaurer des mesures incitatives comme des ressources suffisantes dès le préscolaire et par l'établissement de centres scolaires et communautaires. Nous traitons d'ailleurs de ces sujets un peu plus loin dans le cahier et nous nous arrêtons plus particulièrement à l'effet positif de garderies au Manitoba et de centres scolaires et communautaires au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve.

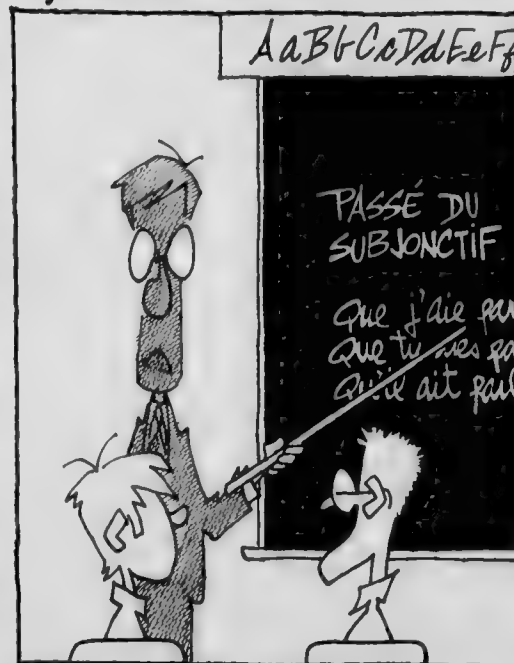
Afin de bien saisir les implications liées à la Charte canadienne, nous offrons un résumé de l'évolution générale de l'éducation des minorités francophones au pays. Mais, dans tout ça, que pensent les

jeunes des systèmes dans lesquels ils évoluent? Un article sur la francophonie étudiante nous renseigne à cet effet. Les étudiants et leurs parents n'hésitent pas à parfois mener de longues luttes pour obtenir gain de cause. C'est ce que nous apprend un article sur la troisième ouverture officielle d'une école secondaire à Penetang, dans le sud de l'Ontario. Enseigner en milieu minoritaire, ce n'est pas moins courageux, surtout au Yukon. Si l'on suit l'histoire d'une enseignante, nous réalisons qu'il s'agit presque d'une vocation, mais que l'espoir pour des jours meilleurs pointe à l'horizon.

Souhaitant que nos cahiers deviennent des outils de référence nous avons cru faire oeuvre utile en résumant en trois séquences, une par édition, la situation des lois provinciales en éducation et le portrait de l'état actuel des interventions des comités de parents francophones au pays.

Bref, des dossiers à lire et à suivre.

## DANS NOS ÉCOLES, C'EST TOUT LE CONTRAIRE DU QUÉBEC:



FRANÇAIS À L'INTÉRIEUR



ANGLAIS À L'EXTÉRIEUR

## La charte des droits et libertés: Article 23

L'article 23 de la Charte des Droits et Libertés influence actuellement tous les domaines de l'éducation en milieux minoritaires au Canada; en voici l'énoncé:

(1) Les citoyens canadiens:

a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province où ils résident.

b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province.

ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.

(2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire ou secondaire, en français ou en anglais au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette institution.

(3) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province:

a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics, de l'instruction dans la langue de la minorité;

b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique financés sur les fonds publics.

L'article 23 renferme des garanties importantes concernant les droits des minorités linguistiques dans le domaine de l'éducation.

Dans les neuf provinces où l'anglais est la langue de la majorité ainsi que dans le Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, les parents qui sont citoyens canadiens et dont la langue maternelle est le français ou qui ont reçu leur instruction au niveau primaire en français au Canada ou encore dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction primaire ou secondaire en français au Canada, ont le droit, en vertu de la Constitution, de faire instruire tous les enfants en français.

Au Québec, les citoyens canadiens qui ont reçu leur instruction primaire en anglais au Canada ou dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction en anglais au Canada, ont le droit, en vertu de la Constitution, de faire instruire tous leurs enfants en anglais. Le critère de la langue maternelle des parents ne s'applique pas au Québec, à moins que son emploi ne soit autorisé au préalable par l'assemblée législative ou le gouvernement du Québec.

Dans tous les cas, le droit à l'instruction dans la langue de la minorité s'exerce là où le nombre d'enfants admissibles est suffisant, et comprend, lorsque le nombre d'enfants le justifie, le droit à l'instruction dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique financés à même les fonds publics.

Les éditions, Éducation: «Enjeu National» sont une initiative de l'Association de la presse francophone (APF) en collaboration avec la Commission nationale des parents francophones (CNPF).

Volume I:  
Semaine du 5 mars 1990

Direction générale  
Wilfred Roussel

Direction de la publication  
Luce St-Pierre

Comité consultatif  
Paul Charbonneau  
Ginette Gratton  
Richard Nadeau

Rédactrice en chef  
Reine Degarie

Rédacteurs  
Gilles Belleau  
Paul Charbonneau  
Jean-Pierre Dubé  
Guy-Marc Dumais  
Cécile Girard  
Christian Hyde  
Daniel Marchildon  
Angéline Martel  
Raymond Thérberge  
Bado (Caricature)

Conception et Photographie:  
Page couverture  
Guy-Marc Dumais  
(Studio Fernand Leclair)

Publicité (OPSCOM)  
Claudia Schiffo  
André Thivierge  
Lucie Tremblay

Typographie et Montage  
Edigraph inc.

Impression  
Qualimax Inc.

Les textes n'engagent que leurs auteurs respectifs. Toute correspondance doit être adressée au 900-325, rue Dalhousie, Ottawa, Ontario, K1N 7G2. Tél.: 613.237.1017, Fax: 613.234.6313

Nous tenons à remercier le Secrétariat d'État du Canada pour leur contribution au projet.



# Le point sur l'article 23 et «l'affaire Mahé»

par Reine Degarie

**L**e Sénateur Gerald Beaudoin, éminent constitutionnaliste, a accepté d'expliquer brièvement le contexte relatif à deux événements exerçant une influence primordiale sur les systèmes éducatifs des groupes minoritaires francophones: l'insertion de l'article 23 dans la Charte canadienne de 1982 et le jugement attendu de la Cour suprême, sur ce même article 23 dans le dossier appelé «l'affaire Mahé».

Les deux faits marquent une première. L'article 23 reconnaît pour la première fois, à l'échelle nationale, des droits scolaires spécifiques pour les minorités francophones. «L'affaire Mahé» incite la Cour suprême à se prononcer, pour la première fois, sur les droits constitutionnels des francophones minoritaires en matière de gestion scolaire.

APF: Sénateur Beaudoin, quelles sont les causes et les raisons de l'insertion de l'article 23 dans la Charte canadienne des droits et libertés?

Sénateur Beaudoin: Voici, l'école confessionnelle avait été protégée dans la constitution de 1867, par l'article 93. Cet article protège les droits des groupes catholiques et des groupes protestants. Il précise aussi que l'éducation est de juridiction provinciale. En 1913, les francophones de l'Ontario se sont attaqués au règlement XVII, dans les écoles. On s'aperçoit que cet article 93 ne protège que la religion et non la langue. Quatre ans plus tard, le Conseil privé confirme, dans l'arrêt McKell, que l'enseignement religieux était protégé mais pas la langue d'enseignement. Pour remédier à cette lacune, lors de la fameuse conférence sur le rapatriement, de novembre 1981, on a décidé d'enchâsser dans la

Constitution canadienne l'article 23 de la Charte, soit le droit à l'instruction dans la langue de la minorité de langue officielle, donc des francophones hors Québec et des anglophones au Québec. On a très bien réussi par le libellé de cet article 23 à protéger la langue d'enseignement. La Cour d'appel de l'Ontario s'est prononcée et la cour suprême doit le faire dans l'affaire Mahé de l'Alberta. La minorité de langue officielle, c'est à dire les francophones en Ontario, pour bénéficier de la protection de l'article 23 doivent, dit la Cour d'appel, avoir l'administration de leurs écoles. Les garanties constitutionnelles doivent, de par leur nature même, être interprétées généreusement, libéralement. La seule façon de conférer une garantie qui soit sérieuse, qui ait des dents, est de reconnaître aux citoyens canadiens de la minorité de langue officielle, aux niveaux primaire et secondaire, le droit de gérer des écoles de langue française, des écoles subventionnées à même les fonds publics, lorsque le nombre le justifie, le droit d'instruire leurs enfants dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique. J'interprète les mots de la «minorité linguistique» à l'article 23 comme voulant dire: «des établissements d'enseignement contrôlés par la minorité linguistique». Ceci veut dire que si on a un conseil scolaire homogène de langue française, ce conseil peut régir et contrôler l'enseignement en français dans ses établissements.

APF: Par l'article 23, a-t-on voulu assurer le respect d'un minimum de droits et quelle liberté d'application laisse-t-on aux provinces?

Sénateur Beaudoin: A la première partie de votre question la réponse est oui. Par ailleurs, l'article 23 s'applique dans les dix provinces canadiennes, et, comme le système scolaire, aux termes de l'article 93 de la Constitution, relève des provinces, cet article 23 s'applique au niveau provincial dans chacune des dix provinces. Si vous faites référence à une «norme» canadienne d'une province à l'autre, moi je n'ai pas de mal à vous suivre. La seule réserve que fait l'article 23 porte sur le nombre des enfants. Il faut un nombre suffisant pour justifier la mise en oeuvre de l'article 23. J'en conclus que, peu importe la province, si le nombre de personnes de langue officielle le justifie, la province est obligée de prendre des mesures appropriées pour mettre en oeuvre la garantie énoncée à l'article 23. Même s'il y a des provinces où il y a plus de francophones que d'autres, on ne peut pas, dans un domaine où existe un droit constitutionnel, arriver à des solutions vraiment différentes d'une province à l'autre, il faut qu'il y ait une certaine «standard». Si le jugement de la cour d'appel de l'Ontario, qui est beaucoup plus généreux que celui de la Cour d'appel de l'Alberta, est confirmé par la



Le Sénateur Gerald Beaudoin.

Cour suprême du Canada, à ce moment-là, le tour est joué, parce que la Cour Suprême a autorité dans tout le Canada. On devra certes faire la part des choses d'une province à l'autre, mais le jugement de la Cour fera autorité. Je suis très content que l'affaire Mahé ait atteint la Cour suprême du Canada. J'ai bon espoir que la Cour suprême ira dans le même sens que la Cour d'appel de l'Ontario, plutôt que dans la voie choisie par la Cour d'appel de l'Alberta. L'article 23 de la Charte est venu apporter un remède à une sérieuse lacune. C'est un article remédiateur qui accorde des droits constitutionnels. La Cour ne peut pas ne pas interpréter généreusement cette garantie constitutionnelle; je suis optimiste pour ce qui est de l'affaire Mahé. Je pense que la Cour suprême va reconnaître le contrôle ou une forme de contrôle des francophones sur leurs écoles francophones; autrement, la garantie constitutionnelle ne serait pas tellement solide.

APF: Pouvez-vous expliquer d'où vient l'importance de l'affaire Mahé? Est-ce que c'est le contenu ou est-ce le contexte du moment qui incite la Cour suprême à se pencher sur cette question là?

Sénateur Beaudoin: L'affaire Mahé joue un rôle très important à cause du point de droit en jeu! Elle a suivi les canaux normaux. La cause a commencé en Alberta; on en a appelé à la Cour d'appel de l'Alberta. Insatisfaits, les francophones en ont appelé à la Cour suprême du Canada. Cette dernière a accepté

d'entendre l'appel. Avec raison! C'est un cas très important!

La raison est bien simple! Jusqu'à maintenant, la Cour suprême n'a pas eu la chance de se prononcer encore dans ce domaine-là. Elle a eu la chance de se prononcer dans l'affaire Forest, dans l'affaire des droits linguistique du Manitoba, et dans l'affaire Mercure; mais pas sur le point de droit en jeu dans l'affaire Mahé. C'est nouveau! C'est une question fondamentale. Il n'y a aucune surprise.

APF: Mais encore, en quoi précisément le jugement prochain de la Cour suprême revêt une importance pour toutes les provinces?

Sénateur Beaudoin: Parce qu'il s'agit d'interpréter l'application de cet article 23 sur les droits linguistiques. La cour suprême s'est déjà prononcée sur la Loi 101 au Québec. Elle s'est prononcée sur beaucoup d'autres sujets mais elle n'a jamais eu l'occasion de se prononcer sur le contrôle, par la minorité de langue officielle, de ses écoles. Est-ce que l'article 23 donne un droit de contrôle à la minorité francophone sur ses écoles, oui ou non! Telle est la question! Suffit-il que la majorité protège tout simplement les écoles de la minorité? La majorité doit certes protéger les droits de la minorité, mais je pense que la Cour va aller plus loin que cela, vu que l'article 23 est remédiateur. Je souhaite qu'elle reconnaisse à la minorité francophone un droit de contrôle, un droit de gérance. C'est mon souhait! Je fais pleine confiance à la Cour.

## UNE

## FOR

Nom de famille	Prénom
Adresse postale	App.
Ville	Province
Code postal	

Veillez m'envoyer des renseignements sur les programmes suivants:

Pour demain!

Plus de 130 programmes offerts en français.

UNIVERSITÉ D'OTTAWA  UNIVERSITY OF OTTAWA

ADMISSION • LIAISON 550, RUE CUMBERLAND, OTTAWA (ONTARIO) K1N 6N5 (613) 564-3928

# Les ayants-droit se rendront-ils à l'école française?

par Raymond Thérberge

**A**u-delà de 270 000 enfants des provinces anglophones du Canada (Paillé, 1988) auraient le droit de se faire instruire dans la langue française selon l'article 23 (1) de la Charte des droits et libertés.

Ce chiffre représente l'avenir des communautés francophones à l'extérieur du Québec. Toutefois, dans les faits, on ne retrouve présentement que 150 000 écoliers qui reçoivent leur enseignement en français. Comment peut-on expliquer un tel décalage?

Une analyse plus détaillée du groupe, qu'on appelle les ayants droit, révèle une structure démographique et linguistique chez ceux-ci qui fournit de bons indices.

Le groupe des ayants-droit se divise en deux sous-groupes linguistiques de taille comparable: ceux qui sont de langue maternelle française et ceux qui ne le sont pas. En effet, près de la moitié des effectifs admissibles à l'école française n'ont pas acquis le français au foyer. Si on exclut le Nouveau-Brunswick de l'analyse, la proportion d'enfants de langue maternelle française baisse même à moins de tiers (29,1%). Plusieurs facteurs contribuent à cette situation; on pourrait citer les mariages mixtes, l'absence d'écoles françaises, le manque de soutien institutionnel en français et l'absence de garderies francophones. Ces conditions exercent évidemment une influence importante sur le comportement langagier des ayants-droit.

Le phénomène du contact des langues dans la plupart des milieux minoritaires canadiens fait en sorte que les francophones de la langue minoritaire sont souvent menacés de s'assimiler à la majorité dès leur enfance. On a démontré notamment que, chez les minorités francophones du Canada, les mariages mixtes avec un conjoint anglophone entraînaient, pour les enfants, l'assimilation linguistique quatre fois sur cinq, quel que soit le sexe du conjoint anglophone. Dans plusieurs milieux, les enfants se retrouvent dans une situation de bilinguisme soustractif, c'est-à-dire, que les enfants apprennent une langue seconde (l'anglais) au détriment de leur langue maternelle.

Une conséquence immédiate est que nous retrouvons, dès la maternelle, un groupe hétérogène d'élèves en ce qui a trait au niveau des compétences langagières en langue maternelle. Dans le cas du Manitoba par exemple, une évaluation des classes maternelles a démontré que 25% des enfants en maternelle ne parlaient que très peu ou pas de français à leur entrée à l'école. Les recherches antérieures ont démontré que la présence d'élèves anglophones ou d'élèves anglo-dominants dans une classe encourage l'usage de la langue seconde (Mougeon, Beniak, Canale, 1984). De plus, il est difficile pour le professeur d'utiliser un langage authentique qui est à la portée du niveau de compétences linguistiques de tous les élèves.

## Comment contrebalancer

Les francophones minoritaires au Canada ont toujours perçu l'école française comme l'institution qui verrait à transmettre leur culture, à

préserver leur langue et à freiner leur assimilation. Compte tenu des taux d'assimilation très élevés dans plusieurs régions du pays, on doit se demander si l'école peut, à elle seule, contrebalancer les effets d'un milieu socio-culturel et socio-institutionnel qui est largement anglais.

«L'article 23 n'a pas été placé dans la constitution pour donner ouverture à des classes bilingues ou d'immersion. Son but premier est, par le biais d'un enseignement dans la langue de la minorité, d'assurer aux enfants de la minorité de langue officielle une éducation de qualité égale à celle des enfants de la majorité (Bastarache *et al.*, 1986, p. 282).»

Pour un bon nombre de jeunes qui avaient droit à une éducation en français; il est probablement hélas, trop tard! Mais n'est-il pas possible d'intervenir auprès de ceux et celles qui ne sont pas encore dans le système? Peut-on favoriser le développement de leur langue maternelle et ainsi augmenter les inscriptions aux écoles françaises?

Un projet qui pourrait potentiellement produire ces résultats serait la création d'un système national de garderies francophones.

Cette option est fondée sur une conception particulière du langage, à savoir que le développement langagier joue non seulement un rôle en ce qui a trait à la communication mais aussi au niveau de la conceptualisation et de la manipulation symbolique de l'environnement. De plus, les enfants en milieu minoritaire étant souvent défavorisés sur le plan de leur développement langagier, et celui-ci étant si essentiel au succès scolaire, ces enfants viennent souvent à faire face à l'échec, puis à l'abandon scolaire prématuré et au cercle vicieux qui s'ensuit.

## Un réseau de garderies

Un réseau de service de garde canadien-français en milieu minoritaire pourrait militer contre la réalisation de ce scénario fataliste en tentant d'atteindre deux grands objectifs. Premièrement, il pourrait assurer l'acquisition d'une telle compétence communicative en français par l'enfant afin que celui-ci soit en mesure de fonctionner en français. Deuxièmement, le programme devrait favoriser le développement d'attitudes positives chez l'enfant vis-à-vis de son appartenance ethnolinguistique, c'est-à-dire lui inculquer un sens de fierté et une estime de soi en tant que francophone. En somme, un tel système peut être vu comme un vaccin contre la faille.

La structure changeante du marché du travail a créé un besoin pour des services de garde à l'échelle du pays. Les communautés francophones ne peuvent pas échapper à cette réalité mais leurs besoins diffèrent de ceux de la majorité anglophone. De fait, en raison de ces changements sociaux, les jeunes enfants sont exposés en bas âge aux influences externes du foyer, d'où l'importance d'établir des endroits qui sont propices au développement langagier dans leur langue maternelle.

Pour conclure, il semble que les ayants-droit se rendront à l'école française seulement si certaines mesures sont prises pour assurer leur acquisition du français en bas âge. Pour ce faire, on doit prévoir la création d'un système de garde francophone qui alimentera, par la suite, les écoles françaises. De fa-

çon plus ponctuelle, on doit adopter des politiques qui assureront le déploiement de ressources pour offrir des cours spéciaux ou du tutorat à ces enfants, leur permettant ainsi de se rattraper et s'intégrer aux classes régulières. L'établissement

de centres scolaires communautaires dans les milieux qui sont faibles sur le plan de la vitalité ethnolinguistique, est une approche qui peut fournir l'infrastructure socio-culturelle minimale requise pour assurer la survie d'une communauté. Le

regroupement des ressources d'une même communauté produira des résultats plus appréciables que des initiatives individuelles.

Raymond Thérberge est directeur du Centre de recherche au Collège Saint-Boniface.

## Proportion des écoliers de langue maternelle française parmi ceux admissibles à l'instruction en langue française, provinces anglophones et territoires canadiens

	Total des écoliers admissibles à l'instruction en français	Écoliers admissibles de langue maternelle française	% francophone
Terre-Neuve	1 117	267	23,9
Île-du-Prince-Édouard	2 280	706	31,0
Nouvelle-Écosse	10 516	3 791	36,1
Nouveau-Brunswick	57 331	46 350	80,8
Ontario	135 612	70 462	52,0
Manitoba	17 754	6 681	37,6
Saskatchewan	10 722	1 762	16,4
Alberta	21 093	5 318	25,2
Colombie-Britannique	14 815	2 602	17,6
Yukon	215	49	22,8
Territoires du Nord-Ouest	459	119	25,9
<b>Total Canada</b>	<b>271 914</b>	<b>138 107</b>	<b>50,8</b>

Source: Paillé, M., *Les écoliers du Canada admissibles à recevoir leur instruction en français ou en anglais*, Ottawa, Commissariat aux Langues officielles, 1988.



## Le succès d'un océan à l'autre grâce à un diplôme en technologie ou en métiers du Collège Northern!

Dubreuil Forest Products / Normick Perron / Crothers

Atcost Drilling- Toronto / Grant Development Corporation

Sutcliffe Diamond Drilling / Ontario Hydro / Air Creebec

Mountain Cablevision Ltd.-Hamilton / Kidd Creek Mines

Sears / Hemlo Gold Mines / Noranda Exploration-T.N.-O.

Malette Lumber / Placer Dome Mines / Tridel-Toronto

Spruce Falls Power & Paper / Giant Yellowknife

Black, Shoemaker, Robinson & Donaldson Ltd.-Guelph

....entre autres!

1-800-461-2167

**NORTHERN COLLEGE**  
of Applied Arts  
and Technology



**COLLEGE NORTHERN**  
d'arts appliqués  
et de technologie

## Le dictionnaire des francophones d'Amérique

DICTIONNAIRE  
DU FRANÇAIS



■ 62 000 mots dont 4 000 canadianismes

■ des milliers d'exemples qui tiennent compte du contexte canadien

■ des centaines de développements encyclopédiques



**CENTRE ÉDUCATIF ET CULTUREL INC.**  
8101, boul. Métropolitain Est.  
Montréal (Québec) H1J 1J9



# Évolution de l'éducation des minorités de langue française au Canada

par Angéline Martel

**P**our saisir les implications liées à l'adoption de l'article 23 de la Charte, il importe de resituer celui-ci dans l'évolution générale de l'éducation des minorités francophones au pays. Tel est le but du texte qui suit: il présente d'abord un aperçu de l'éducation des minorités francophones avant 1982 et évoque ensuite les changements des effectifs scolaires francophones notés depuis l'adoption de l'article 23.

## L'autonomie initiale des communautés francophones

Aux origines de la colonisation, les communautés francophones bénéficiaient d'une autonomie locale. Les services éducatifs de langue française se développaient au fur et à mesure de l'établissement des communautés francophones à travers le territoire, au rythme et selon les besoins de chaque communauté.

En 1676, par exemple, sur le site actuel de la ville de Kingston en Ontario, une communauté francophone s'établit et se donne très tôt une école. Mais c'est surtout au milieu du dix-neuvième siècle que se multiplient les communautés

francophones du Haut Canada et, avec elles, les écoles de langue française. En Acadie, une première école française est établie à Port Royal dès sa fondation en 1707. D'autres suivent au rythme de la colonisation.

Dans l'Ouest canadien, les premières écoles françaises sont fondées au début du dix-neuvième siècle par des missionnaires, avant même l'arrivée des premières colonies françaises. Ces écoles sont alors destinées à l'instruction et à l'évangélisation de la population indigène et métisse. Des enclaves francophones apparaîtront surtout à partir du milieu du siècle, alors que s'amorce véritablement la colonisation de l'Ouest. Chaque communauté se dotera de son école.

A cette époque, les services éducatifs, généralement rudimentaires, sont dispensés, financés et gérés localement par les membres de la communauté, de concert avec les autorités religieuses. Les communautés francophones bénéficient donc d'une autonomie complète en matière d'éducation.

## La perte graduelle d'autonomie

Le pays sera graduellement regroupé sous l'égide de gouvernements qui prendront dès lors des



dispositions relatives à l'éducation à l'intérieur de leur territoire. En 1867, l'établissement de la Confédération canadienne, qui réserve dorénavant aux gouvernements provinciaux le pouvoir exclusif de légiférer en matière d'éducation, aura des répercussions décisives sur l'évolution de l'éducation française au pays. Par le biais notamment du financement public, ces gouvernements s'accapareront graduellement un domaine de compétences qui relevait jusque là des pouvoirs locaux et dans lequel les communautés francophones profitaient de la plus grande autonomie. Les gouvernements provinciaux établiront ainsi des lois et des règlements régissant directement et unilatéralement, à l'échelle de chaque province, la langue d'instruction, la certification du personnel enseignant, les matières à enseigner, les manuels scolaires, l'étendue des districts scolaires, etc.

Soucieux de consolider son pouvoir et de satisfaire avant tout sa majorité linguistique, chaque gouvernement provincial tente désormais d'implanter un système d'éducation uniforme à la grandeur de son territoire. Les mesures qu'il adopte ont pour effet, d'une façon générale, de favoriser la majorité anglophone au détriment de la minorité francophone. De nombreuses législations viennent ni plus ni moins restreindre, abroger ou encore interdire en tout ou en partie les dispositions ayant permis jusque là l'instruction en français, tandis que l'anglais est imposé peu à peu comme seule langue d'instruction autorisée.

De telles législations seront adoptées notamment au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Manitoba, en Alberta et en Saskatchewan, surtout au cours des premières décennies de la Confédération. Citons pour exemple la promulga-

tion du Règlement 17 en Ontario en 1913: conjoncture importante dans l'histoire des francophones ontariens, ce règlement limitait délibérément l'enseignement en français aux deux premières années du primaire et l'interdisait dans les années subséquentes. Constatant l'objet de vives protestations de la part de la minorité francophone de la province, ce règlement demeura toutefois en vigueur jusqu'en 1927.

## L'octroi de certains droits éducatifs

Autour des années 1910-20, l'évolution de l'éducation française au pays prend cependant un nouveau tournant. Les minorités francophones s'organisent graduellement en larges associations, qui ont pour effet d'augmenter considérablement leur poids vis-à-vis des autorités provinciales. Ainsi la plupart des provinces commenceront peu à peu à modifier leurs législations de manière à réhabiliter l'enseignement en français. Cette libéralisation se limite toutefois à certains niveaux scolaires et ne concerne en certains cas qu'une partie seulement de la journée scolaire.

Le changement d'attitude sera beaucoup plus marqué à compter des années 1960. Le gouvernement fédéral reconnaît alors officiellement la dualité linguistique du pays et entreprend d'établir des politiques nationales respectueuses de cette dualité, notamment par la création de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963). C'est véritablement avec cette dernière que la question des droits scolaires des minorités de langue officielle commence à s'imposer dans les débats publics à l'échelle nationale. En 1969 est enfin adoptée la Loi canadienne sur les langues officielles, qui consacre le caractère bilingue du Canada.

La question des droits scolaires des minorités francophones devient par la suite un enjeu central des négociations intergouvernementales, négociations qui permettront aux minorités francophones de franchir des pas très importants en

## Vous êtes intéressé(e) par les revues, les livres et les vidéocassettes?

Oui, ça m'intéresse.

Je désire recevoir GRATUITEMENT votre mini-sélection.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Postez dès aujourd'hui à :

PERIODICA, la maison de l'abonnement  
C.P. 444, Outremont, Qc H2V 4R6

**PERIODICA**

L'éducation postsecondaire en français...

**Pour moi!!!**



Direction-Jeunesse est un organisme de développement au service des jeunes de l'Ontario

**(613) 238-1213**

## L'université adaptée à vos besoins

Situé dans un milieu francophone stimulant, le COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE HEARST offre à ses étudiantes et étudiants un enseignement personnalisé de qualité.

Étudier en français, c'est vivre sa francophonie!

Pour plus de renseignements, communiquer au  
Bureau des admissions  
60, 9<sup>e</sup> rue, C.P. 580  
Hearst (Ontario) P0L 1N0  
Tél. (705) 372-1781  
Fax : (705) 362-7518



matière d'éducation. Ainsi, les premiers ministres provinciaux publieront en 1978 une déclaration commune dans laquelle ils reconnaissent formellement que l'éducation constitue l'instrument indispensable grâce auquel les minorités peuvent assurer l'épanouissement de leur langue et de leur culture. Les enfants des minorités de langue officielle, admettent-ils, ont le droit de recevoir l'enseignement dans leur langue au sein d'écoles primaires et secondaires, partout où le nombre le justifie.

Sur ces déclarations s'appuie la reconnaissance, au plan national, des droits éducatifs qui sont conférés à la minorité de langue française par l'article 23 de la Charte. Les provinces canadiennes acceptent ainsi la dualité linguistique du pays et s'engagent à fournir des conditions favorisant l'épanouissement de la langue et de la culture françaises.

#### Bilan: l'insuffisance des mesures provinciales avant 1982

Au cours des années 1970, les gouvernements provinciaux ont donc adopté progressivement une attitude plus favorable à leur minorité francophone en ce qui concerne l'éducation. Pourtant, les mesures introduites par la majorité des provinces ne suffisent pas encore, en 1982, à assurer le maintien des communautés francophones. Le Tableau 1 démontre cette insuffisance en détaillant dans chaque province et territoire l'évolution des effectifs scolaires de la minorité francophone pour la décennie qui précède l'adoption de l'article 23.

En effet, entre 1970 et 1981, les effectifs scolaires des minorités francophones accusent en moyenne une importante baisse de 19,6%. Pour leur part, les minorités du Manitoba, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve/Labrador marquent, en onze ans, une diminution de plus du tiers de leurs effectifs scolaires. Les populations scolaires provinciales anglophones sont certes également en décroissance mais de 9,7% soit, de la moitié du déclin des effectifs de la minorité francophone. Cet état de choses résume la situation déficiente de l'éducation des minorités de langue française en 1982.

#### L'adoption de l'article 23 et ses retombées

L'article 23 de la Charte marque l'aboutissement logique de l'évolution que nous venons de décrire: la nécessité de remédier au déclin des effectifs scolaires de la minorité de langue française, l'insuffisance des mesures éducatives provinciales pour assurer le maintien des communautés francophones, la reconnaissance de la dualité linguistique du pays et l'acceptation graduelle des gouvernements provinciaux de l'enseignement en français dans leur territoire. Nous évoquons maintenant les conséquences engendrées par l'adoption de l'article 23 en ce qui a trait à l'évolution des effectifs scolaires francophones.

Au Tableau 2, les effectifs scolaires francophones entre 82 et 89, sont comparés avec les données du Tableau 1. Pour l'essentiel, le déclin des effectifs scolaires des minorités de langue française s'est arrêté.

Les effectifs dans les programmes d'enseignement aux minorités de langue française ont d'abord diminué en moyenne de 4,2% entre 1981 et 1986. La période entre 1986 et 1988 marque par contre une nouvelle tendance: les effectifs minoritaires augmentent de 3,1% alors que les effectifs provinciaux ne croissent que de 2,4%.

#### Conclusion

En somme, les années qui suivirent l'adoption de l'article 23 représentent une période de revendications renouvelées par les minorités francophones. Ces revendications sont appuyées de seize procédures judiciaires. Depuis 1986, des progrès sensibles se manifestent. Les droits sont graduellement reconnus par les gouvernements provinciaux et les services ainsi offerts sont de plus en plus efficaces en regard de l'objectif d'épanouissement linguistique et culturel des minorités francophones. Espérons qu'au cours des années 1990, les minorités de langue française du Canada retrouveront une bonne part de l'autonomie dont elles ont bénéficié au début de leur histoire?

Angéline Martel est professeure de linguistique à la Télé-université du Québec.

### Évolution des effectifs scolaires provinciaux et territoriaux\* de la minorité de langue française entre 1970 et 1982

Province / territoire	Effectifs 1970-71	Effectifs 1981-82	Changements 1970-1981
Colombie-Britannique	**	785	
Alberta	**	**	
Saskatchewan	765	1 403	+ 83,4
Manitoba	10 405	6 411	- 38,4%
Ontario	115 869	94 557	- 18,4%
Nouveau-Brunswick	60 679	48 614	- 19,9%
Nouvelle-Écosse	7 388	5 308	- 28,2%
Île-du-Prince-Édouard	796	529	- 33,6%
Terre-Neuve / Labrador	185	127	- 31,4%
Territoires du Nord-Ouest	0	0	
Yukon	0	0	
<b>Total</b>	<b>196 087</b>	<b>157 734</b>	<b>-19,6%</b>

\* Écoles et programmes subventionnés entièrement par les fonds publics au sein d'écoles publiques.

\*\* Données non disponibles; les ministères de l'Éducation ne distinguaient pas entre les effectifs de la minorité et ceux des programmes d'immersion.

Source: Statistique Canada. 1989. *Langue de la minorité et langue seconde dans l'enseignement, niveaux élémentaire et secondaire*, pp. 28-29.

Tableau 1

### Évolution des effectifs provinciaux et territoriaux\* de la minorité de langue française entre 1982 et 1988

Province / territoire	Effectifs 1986-87	Changement 1981**/1986	Effectifs 1988-89	Changements 1986/1988
Colombie-Britannique	1 803	+129,7%	1 916	+6,3%
Alberta	1 595		2 312	+45,0%
Saskatchewan	1 164	-17,0%	1 154	-0,1%
Manitoba	5 364	-16,3%	5 676	+5,8%
Ontario	91 728	- 3,0%	94 661	+3,2%
Nouveau-Brunswick	44 962	- 7,5%	45 396	+ 0,1%
Nouvelle-Écosse	3 840	-27,7%	3 800	-1,0%
Île-du-Prince-Édouard	497	- 6,1%	507	+ 2,0%
Terre-Neuve / Labrador	74	-41,7	254	+243,2%
Territoires du Nord-Ouest	0		49	
Yukon	36		55	+ 52,8%
<b>Total</b>	<b>151 063</b>	<b>- 4,2%</b>	<b>155 780</b>	<b>+ 3,1%</b>

\* Écoles et programmes subventionnés entièrement par les fonds publics au sein d'écoles publiques.

\*\* Se référer au Tableau 1 pour les effectifs des minorités francophones en 1981.

Source: Statistique Canada. 1989. *Langue de la minorité et langue seconde dans l'enseignement, niveaux élémentaire et secondaire*, pp. 28-29 et ministères de l'Éducation des provinces et territoires.

Tableau 2

**INSTITUT D'ÉTUDES PÉDAGOGIQUES DE L'ONTARIO**  
**THE ONTARIO INSTITUTE FOR STUDIES IN EDUCATION**  
 252, rue Bloor Ouest, Toronto (Ontario) M5S 1V6

A VOTRE SERVICE... EN FRANÇAIS!

#### CENTRE DE RECHERCHES EN ÉDUCATION FRANCO-ONTARIENNE

Centre de documentation CREFO : bureau 6-210  
 consultation sur place aux heures normales de bureau  
 liste des publications des membres envoyée sur demande  
*info créfo*, bulletin d'information gratuit

agent d'information : Bernard Courte, (416) 923-6641, poste 2736

#### ÉTUDES SUPÉRIEURES EN FRANÇAIS

«Langue et éducation» et «Société et éducation»  
 deux programmes menant au diplôme de M.Ed.  
 de l'IEPO-Université de Toronto  
 offerts par l'entremise de l'éducation à distance  
 (aussi ouverts aux étudiantes et étudiants de la région torontoise)

Pour plus de renseignements sur les conditions d'admission,  
 contacter Eleanor Paul, Bureau des études supérieures :  
 (416) 923-6641, poste 2608  
 ou Françoise Pelletier, au CREFO : (416) 923-6641, poste 2494

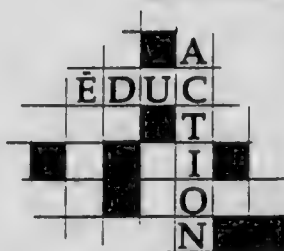


ACTION	ÉDUCATION	FEMMES
<p><b>LE RÉSEAU NATIONAL D'ACTION-ÉDUCATION DES FEMMES INC.</b></p> <p>est une association nationale regroupant des femmes francophones de la plupart des provinces du Canada.</p> <p><b>LE BUT D'A.E.F.</b></p> <p>Améliorer l'éducation et la formation des femmes francophones en tenant compte de leurs besoins spécifiques et de leur réalité sociale, économique et culturelle.</p> <p><b>LE RÉSEAU NATIONAL D'ACTION-ÉDUCATION DES FEMMES INC.</b></p> <p>AEF est un organisme bénévole sans capital-action qui regroupe des femmes francophones préoccupées par les différentes problématiques des femmes au niveau de l'éducation.</p>	<p>Une association de femmes francophones en éducation qui a comme priorités:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ d'appuyer les femmes francophones du Canada dans leur travail pour améliorer l'accès à l'éducation des femmes.</li> <li>■ de créer des liens entre les femmes francophones impliquées dans l'apprentissage et la formation des femmes.</li> <li>■ d'améliorer les possibilités de formation des femmes francophones.</li> <li>■ de documenter les divers aspects de la problématique de l'éducation des femmes francophones.</li> <li>■ de diffuser l'information concernant l'éducation des femmes francophones.</li> </ul> <p><b>LES DOSSIERS NATIONAUX D'A.E.F. sont:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ La formation institutionnelle et professionnelle des femmes francophones.</li> <li>■ La reconnaissance des acquis scolaires et expérientiels des femmes francophones.</li> <li>■ L'analphabétisme chez les femmes francophones.</li> </ul>	<p>Je désire:</p> <p><input type="checkbox"/> devenir membre d'AEF</p> <p>Nom: _____</p> <p>Adresse: _____</p> <p>No. Téléphone: _____</p> <p>50, rue Vaughan, OTTAWA, Ont. K1M 1X1 (613) 741-9978</p> <p><b>AEF</b> Action Education Femmes</p>

## Étudier en français au postsecondaire, c'est une question d'habitude

Le ministère des Collèges et Universités a mis sur pied deux programmes afin de mieux desservir la communauté francophone de l'Ontario en matière d'éducation postsecondaire.

### ÉDUC-ACTION



Créé en vue d'encourager les Franco-Ontariens à poursuivre des études postsecondaires, ÉDUC-ACTION a adopté l'approche consultative. Quatre rencontres régionales visant à identifier les différents moyens de motiver les francophones à

s'inscrire aux études postsecondaires ont donné lieu à l'élaboration de stratégies :

- ✓ communautaire
- ✓ institutionnelle
- ✓ médiatique
- ✓ interministérielle

ÉDUC-ACTION regroupe des intervenants provenant d'organismes communautaires, d'établissements d'enseignement postsecondaire et du ministère des Collèges et Universités.

### FORMA-DISTANCE



Dispersée sur un vaste territoire, la communauté franco-ontarienne fait appel à l'éducation à distance afin d'accroître son accessibilité aux études postsecondaires. FORMA-DISTANCE a été conçu dans le but d'encourager les établissements d'enseignement postsecondaire à offrir davantage de cours et de programmes à distance. Le programme offre, de plus, deux stages de formation aux professeurs de collèges et d'universités sur l'éducation à distance.

Le Comité de planification stratégique de FORMA-DISTANCE regroupe des représentants de la communauté, des établissements d'enseignement postsecondaire et des ministères provinciaux.

Étudier en français au postsecondaire, c'est une question d'habitude!  
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec la Direction des affaires francophones au (416) 965-2257.



Ministère  
des Collèges  
et Universités

Sean Conway, ministre

Ces programmes sont financés en collaboration avec le Secrétariat d'État du Canada.

Au Manitoba comme dans les autres provinces...

# L'assimilation se joue lors de l'entrée en garderie

par Jean-Pierre Dubé

**S**t-Adolphe, Manitoba, 1980: Joanne Poirier est la seule du village à prendre l'autobus à l'âge de cinq ans. Pourquoi? Pour aller à la nouvelle école française du village voisin. Les années suivantes, ils sont deux à faire le trajet. En 1984, ils sont tout à coup une dizaine à quitter leur village

l'enfant, soutient madame Lagassé. C'est effectivement à ce moment-là que les parents décident si leur enfant demeurera francophone.

Il y a deux ans, la prématernelle de St-Adolphe a perdu son local. L'année suivante, les inscriptions à l'école française ont chuté à un ou deux: les enfants de convaincus. Échec et mat? Non. D'autres parents prennent les choses en main ces jours-ci pour trouver un nou-

veau local à la prématernelle. À St-Vital, un quartier de Winnipeg, le comité de parents de l'école française a saisi l'urgence de l'affaire et tente de mettre sur pied un service de garde pour assurer l'avenir de son école et de sa communauté.

Mais les problèmes sont nombreux. Il faut s'incorporer, se cotiser pour défrayer l'avocat, établir des règlements, obtenir un permis d'opération, trouver un local, du personnel et du financement. Au Manitoba, le soutien de la province n'est pas acquis: il faut moisir sur une liste en raison du nombre limité de projets acceptés à chaque année.



Les garderies et le préscolaire: une préparation déterminante pour les jeunes en milieu minoritaire

veau local à la prématernelle. À St-Vital, un quartier de Winnipeg, le comité de parents de l'école française a saisi l'urgence de l'affaire et tente de mettre sur pied un service de garde pour assurer l'avenir de son école et de sa communauté.

Mais les problèmes sont nombreux. Il faut s'incorporer, se cotiser pour défrayer l'avocat, établir des règlements, obtenir un permis d'opération, trouver un local, du personnel et du financement. Au Manitoba, le soutien de la province n'est pas acquis: il faut moisir sur une liste en raison du nombre limité de projets acceptés à chaque année.

Les problèmes d'argent sont plus difficiles pour les francophones: le ministère ne financera qu'un seul centre préscolaire par milieu. Ainsi, à Ste-Anne-des-Chênes, on a établi une garderie bilingue pour servir toute la communauté. Conséquence: les groupes linguistiques sont séparés tant bien que mal pour limiter les dégâts. Il reste que les jeunes francophones sont les «donneurs», tandis que les autres reçoivent le bénéfice d'une langue seconde.

## Un choix déterminant

En effet, en dehors de l'Ontario avec ses quelque 50 garderies francophones et le Nouveau-Brunswick avec plus de 150 services de ce genre, les provinces à majorité anglophone comptent chacune une poignée de centres préscolaires. «Les francophones du pays ont commencé à comprendre que le choix de la langue de la garderie est très déterminant pour l'avenir de

l'enfant, soutient madame Lagassé. C'est effectivement à ce moment-là que les parents décident si leur enfant demeurera francophone.

Il y a deux ans, la prématernelle de St-Adolphe a perdu son local. L'année suivante, les inscriptions à l'école française ont chuté à un ou deux: les enfants de convaincus. Échec et mat? Non. D'autres parents prennent les choses en main ces jours-ci pour trouver un nou-

Mais les problèmes sont nombreux. Il faut s'incorporer, se cotiser pour défrayer l'avocat, établir des règlements, obtenir un permis d'opération, trouver un local, du personnel et du financement. Au Manitoba, le soutien de la province n'est pas acquis: il faut moisir sur une liste en raison du nombre limité de projets acceptés à chaque année.

Les problèmes d'argent sont plus difficiles pour les francophones: le ministère ne financera qu'un seul centre préscolaire par milieu. Ainsi, à Ste-Anne-des-Chênes, on a établi une garderie bilingue pour servir toute la communauté. Conséquence: les groupes linguistiques sont séparés tant bien que mal pour limiter les dégâts. Il reste que les jeunes francophones sont les «donneurs», tandis que les autres reçoivent le bénéfice d'une langue seconde.

Les fonctionnaires aiment citer l'exemple de Ste-Anne à titre de solution créative aux problèmes de fonds insuffisants. Pourtant, les parents les plus convaincus préfèrent faire garder leurs enfants ailleurs. Ces parents soutiennent que le débat sur la langue a été réglé au

niveau de l'école il y a longtemps, par la mise en place de trois types d'écoles (française, anglaise et immersion), et que les autorités devraient respecter ce choix au niveau du préscolaire. D'ailleurs les parents en général considèrent que le préscolaire doit faire partie du projet éducation.

À Lorette, le comité de parents a incorporé la Garderie Lagimondière dans le but d'obtenir, pour les fran-

copphones, la responsabilité d'un local préscolaire rattaché à la nouvelle école française. Assistera-t-on à une reprise de l'expérience de Ste-Anne-des-Chênes? Non, affirme le comité de parents dans une lettre à la division scolaire: «Il n'y a pas d'impératifs économiques qui puissent justifier la conduite de nos enfants vers l'assimilation.»

Des choix difficiles s'imposent aux parents de Lorette: céder le local flambant neuf (et le financement assuré en 1990) à un groupe bilingue et chercher un autre coin (aucune chance de soutien financier), ou bien contester les politiques du ministère des Services à la famille et empêcher par la voie judiciaire la prise en charge des espaces par un groupe bilingue. Un tel recours se justifie par l'article 23 de la Charte des droits et libertés qui définit les «établissements d'enseignement de la minorité linguistique.»

## Droits des petits nombres

Mais même avec l'article 23 en sa faveur, la minorité doit obtenir une reconnaissance du droit des petits nombres. En ce sens, il y aurait essentiellement deux changements de politique à opérer, selon les parents de Lorette: d'abord, reconnaître le droit des francophones à des garderies distinctes (comme en Ontario), et le droit à de l'aide financière supplémentaire pour la minorité (pour les petites

garderies).

À ce chapitre, la Fédération provinciale des comités de parents a obtenu quelques engagements de principe de la province, mais il faudra encore patienter plusieurs mois avant d'obtenir des réponses claires. Quant à une application concrète, il faudra attendre peut-être des années. Les gouvernements sont financièrement sollicités de toutes parts.

Il ne faut pas s'illusionner, à Lorette, comme dans les autres communautés rurales, les francophones sont en minorité. Même avec un service de garde avant et après l'école pour les jeunes de 6 à 12 ans, il est peu probable de pouvoir rencontrer les normes.

Pour le moment, il n'y a qu'une seule garderie véritablement franco-manitobaine. Le centre préscolaire Le P'tit Bonheur de St-Boniface n'accepte que les enfants capa-

bles de fonctionner en français. Fondé il y a plus d'une dizaine d'années, le centre remplit facilement ses 24 places à temps plein. La directrice Anita Vandale assure posséder une liste d'attente d'au moins 40 enfants. Ce qui est certain, confirme-t-elle, c'est que les enfants du P'tit Bonheur aboutissent à l'une ou l'autre des écoles françaises.

L'exemple du P'tit Bonheur est encourageant pour les parents canadiens désirant fonder une garderie. Celui de Joanne Poirier également. Inscrite au secondaire franco-manitobain, elle a été choisie par sa radio scolaire pour interviewer le chanteur Richard Séguin, récemment en tournée du Manitoba. Rien d'étonnant, quand on connaît sa langue et qu'on se livre à la culture...

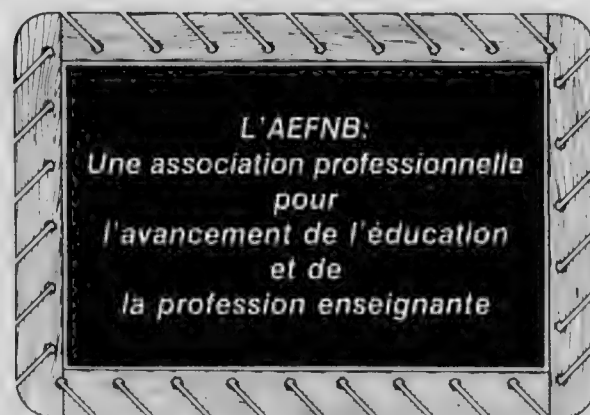
Jean-Pierre Dubé est journaliste au Manitoba.

La librairie Trillium,  
bonne première en français

Librairie Trillium inc.

321, rue Dalhousie, Ottawa (Ontario) K1N 7G1 (613) 236-2331

Parce que nos enfants  
sont importants...



L'éducation de nos enfants représente un défi énorme à relever tant par notre société que par les enseignantes et les enseignants qui ont choisi de vouer leur vie à cette importante profession. L'AEFNB et ses membres l'ont à cœur ce défi et déploient sans cesse leurs énergies à faire de l'éducation en français un monde dynamique et harmonieux... pour le bien de nos enfants et de notre société.

*On relève le défi!*



Institut maritime  
du Québec

Cégep de Rimouski

CENTRES DE FORMATION

Rimouski (siège social) Tél.: (418) 724-2822

Montréal Québec Saint-Romuald

*Toujours  
en développement*

Navigation • Mécanique de manne • Architecture navale  
Communication et électronique maritime • Fonctions d'urgence en mer  
Transport de produits dangereux • Navigation de plaisance • Hydrographie  
Scaphandrier • Scaphandrier inspecteur • Transport intermodal et international



Association des enseignantes et des enseignants  
francophones du Nouveau-Brunswick



# Le rôle des associations de parents

par Paul Charbonneau

**L**a commission des parents francophones (CNPF) existe officiellement depuis 1979. Ce n'est toutefois que depuis 1988 que des organismes de parents existent dans toutes les provinces et au Yukon. Dans une série de trois articles, nous traçons un bref portrait de la situation des comités de parents au pays et de l'état actuel des dossiers dans lesquels ils interviennent. Nous les regroupons selon leur niveau d'avancement par rapport à la reconnaissance des droits que leur confère l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

## Les laissés pour compte de l'article 23

C'est à Terre-Neuve et au Labrador, en Colombie Britannique et au Yukon (les territoires du nord-ouest ne sont pas encore membre de la CNPF) que la situation de l'éducation en français est la plus lamentable.

Sur les deux versants du pays, la

loi scolaire ne reconnaît pas les droits des francophones. Aux deux extrêmes, les parents sont devant les tribunaux pour corriger la reconnaissance des droits les plus élémentaires.

## Terre-Neuve et Labrador



À Terre-Neuve, la Fédération des parents (FPFTNL) fondée depuis un an seulement a réussi à créer ou consolider des comités dans toutes les communautés francophones ou acadiennes. En plus de soutenir le groupe de St-Jean qui revendique l'accès à un établissement d'enseignement et sa gestion, la FPFTNL s'est dotée d'une programmation qui appuie les efforts des parents de la Grand-Terre pour la construction de la deuxième phase du centre communautaire et scolaire Ste-Anne

(inauguré en 1989); ceux de cap St-Georges qui revendiquent un tel centre pour leur communauté; et des parents de l'Anse à Canards qui revendiquent auprès du conseil scolaire une structure d'accueil préparatoire à des études à La Grand-Terre. À Labrador Cité, où les sections françaises existent depuis plus de 20 ans, on tente d'assurer la mise sur pied de projets préscolaires pour consolider une structure de recrutement d'enfants qui trop souvent se dirigent vers l'immersion.

Les grandes priorités au niveau provincial sont d'assurer le développement d'un curriculum de qualité au ministère, de faire reconnaître le droit à l'instruction en français dans la loi scolaire et faire accepter par le gouvernement, le principe de la gestion des écoles françaises par les francophones. Le ton des négociations avec le ministre de l'éducation laisse croire à des résultats concrets prochainement. À preuve, le comité de St-Jean a décidé de reporter l'audition de leur cas au printemps, dans l'espoir d'obtenir un règlement hors cours.

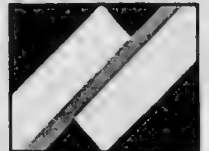
## Colombie Britannique



En Colombie Britannique, l'association des parents du programme cadre de français (APPCF) pilote une multitude de dossiers. Toutefois, c'est l'opération Loi scolaire, la démarche juridique visant la reconnaissance légale non seulement de l'accès mais aussi de la gestion, qui retient la plupart des énergies. Déposée le 21 mars 1989, la cause devrait être entendue le 7 mai 1990. Entre-temps, le gouvernement a inséré dans la nouvelle loi scolaire, le droit à l'instruction en français pour sa minorité francophone et étudie présentement le mécanisme de négociation qui a conduit en Saskatchewan aux recommandations du Comité «Gallant» sur la gestion scolaire.

En parallèle, l'APPCF entreprend un vaste exercice de consultation, sur les besoins d'écoles centres communautaires, auprès de la communauté franco-colombienne et qui devrait servir de guide à leur implantation. Il faut signaler que la Colombie est la seule province où le principe d'école communautaire est déjà reconnu par la loi scolaire pour les anglophones. Entre-temps, consciente que le préscolaire constitue le meilleur outil de recrutement et de préparation à l'école, l'APPCF intervient maintenant dans ce secteur.

## Yukon



La Société de parents de Whitehorse est le comité de parents parainné par l'Association franco-yukonnaise. Après une année de longue tergiversation, il semble bien que l'école Emilie-Tremblay pourrait emménager dans ses propres locaux au cours de la prochaine année. Cette école est la première école française hors Québec située au nord du 60e parallèle. La loi scolaire du Yukon, jusqu'à maintenant, laissait entre les mains du gouvernement territorial la gestion des écoles. Toutefois, avec le contexte de la refonte scolaire qui prescrit la création d'un conseil scolaire, les francophones entendent, et c'est au nombre des priorités de la société de parents, de tout faire en leurs pouvoirs pour s'assurer le contrôle du futur conseil scolaire.

En outre après avoir mis sur pied une garderie parascolaire, les parents entendent au cours des prochains mois organiser une garderie préscolaire. A tous ces projets, s'ajoute le rêve avoué de la communauté d'avoir un jour son propre lieu de rassemblement où seraient centralisées toutes les activités de la francophonie. Les franco-yukonnais se donnent cinq ans pour réaliser ces objectifs.

## La situation change

Nous avons catégorisé ces régions comme les laissés pour compte de l'article 23. C'est pour mieux illustrer les retards occasionnés par des gouvernements qui, au cours de l'histoire récente, n'ont pas été aussi sensibles que d'autres aux revendications de leur minorité. La situation change rapidement. Qui aurait dit en effet qu'un jour nous parlerions de gestion scolaire dans ces régions extrêmes du pays? Beaucoup de choses restent à faire. Toutefois, compte-tenu des nombres et malgré un certain isolement, force nous est de reconnaître que les acquis sont importants.

Paul Charbonneau est directeur général de la Commission nationale des parents francophones (CNPF).



FAPFI

## Fédération des associations de parents et d'instituteurs de langue française de l'Ontario

325, rue Dalhousie, pièce 501, Ottawa (Ontario) K1N 7G2  
(613) 235-4321 Télécopieur (613) 235-7121

Notre devise depuis plus de 38 ans:

«Collaborer pour éduquer au foyer et à l'école»

Notre mission:

«Assurer la collaboration des parents et des instituteurs pour une éducation francophone de qualité en Ontario.»

Madame Marguerite Yamasaki  
Présidente générale

Madame Chantal Normand  
Secrétaire générale



## COLLEGE MATHIEU

Centre fransaskois d'éducation  
Sac 20, Gravelbourg (Saskatchewan) S0H 1X0

**Mission:** Éducation française et catholique de qualité  
**Programme scolaire:** cours secondaire (pré-universitaire)  
**Pensionnat:** 7 jours sur 7 (60 places pour filles et 70 places pour garçons)  
**Campus moderne** (10 salles de classes, 2 labos, bibliothèque, micro-informatique, salles d'études...)  
**Services:** chapelle, cafétéria, auditorium, gymnase, piscine, musique, radio-étudiante, photographie, haltérophilie...

Renseignements et inscriptions: (306) 648-3491 ou télécopieur (306) 648-2604

## L'Université Sainte-Anne

Pointe-de-l'Église, Nouvelle-Écosse, Canada, B0W 1M0

Tél: (902) 769-2114 Fax: (902) 769-2930



Choisissez  
ce qu'il y a de mieux...  
rien de moins!

un site enchanteur pour vos études universitaires

# Les lois provinciales sur l'éducation

par Guy-marc Dumais

(Premier d'une série de trois articles)

**L**es francophones de l'Ontario et ceux du Île-du-Prince-Édouard partagent une donnée statistique: ces deux communautés minoritaires totalisent environ 5% de leur population provinciale respective. Au Nouveau-Brunswick, la minorité linguistique francophone atteint une proportion six fois plus élevée.

Au plan législatif, les trois provinces reconnaissent communément des droits à l'instruction dans la langue maternelle. Les différences dans leur cheminement respectif en matière d'éducation aboutissent cependant à des comparaisons aussi opposées que la réalité géographique à laquelle chaque province est généralement identifiée.

Les Acadiens du Nouveau-Brunswick disposent d'un système d'éducation parallèle à celui de la majorité anglophone. Les Franco-ontariens quant à eux s'acharnent encore à développer une formule de gestion de leur propre réseau d'institutions.

Au Nouveau-Brunswick, comme en Ontario et sur l'Île-du-Prince-Édouard, les francophones n'en sont pas moins préoccupés par les effets défavorables de la dénatalité et de l'immigration sur les taux d'assimilation.

officiellement aux francophones le droit à une éducation dans leur langue.

Constituant une moyenne de 5% de la population insulaire, ces francophones disposent de deux institutions dans lesquelles sont dispensés à la fois des cours de niveaux élémentaire et secondaire.

Bien que le nombre admissible en vertu de l'article 23 de la Charte soit au moins quatre fois plus élevé, seulement 500 élèves de la première à la douzième année étudient dans les programmes destinés à la minorité.

Une institution accueille les élèves francophones dans la capitale, Charlottetown. L'autre école est située dans le district scolaire No.5 (la région Évangéline) où la langue d'administration est le français depuis une vingtaine d'années. C'est à cet endroit, justement, que fut créée la première école de niveau secondaire acadienne, en 1960.

Par ailleurs, aucun programme collégial ou universitaire n'est offert en français à l'Île-du-Prince-Édouard.

## ONTARIO



Dans cette vaste province, le droit à l'enseignement dans sa langue maternelle est garanti. En principe, les Conseils scolaires sont tenus d'offrir ce service là où une personne en fait la demande. La Loi sur les services en français, entrée en vigueur il y a quelques mois, place le gouvernement de l'Ontario sur la voie de la «bilinguisation» de ses services. Les Franco-ontariens se plaignent toutefois que les mécanismes mis en place sont insuffi-

sants pour répondre aux besoins de leur communauté et surtout qu'ils ne leur permettent pas d'administrer réellement leurs écoles.

Avec plus d'un demi-million de personnes, la minorité francophone de l'Ontario représente le plus grand regroupement de citoyens de langue maternelle française à l'extérieur du Québec. Malgré cela, ils constituent à peine plus de 5% de la population provinciale.

En Ontario, le système d'écoles dispensant l'enseignement à la minorité de langue officielle est le deuxième du genre en importance au Canada; seul le réseau d'institutions des anglophones du Québec le surpasse.

Plus de 75,000 élèves, de la première à la douzième année, fréquentent les quelques 350 écoles franco-ontariennes qui sont homogènes ou mixtes (anglais et français). Le nombre d'enfants d'âge scolaire admissibles en vertu de l'article 23 de la Charte se situerait néanmoins à 135,000.

Les effectifs scolaires de la minorité ontarienne sont répartis entre les conseils catholiques et publics. Le financement complet du système d'écoles secondaires catholiques, intervenu récemment, a d'ailleurs entraîné l'ouverture de nouvelles écoles.

En matière de gestion, la Loi 75 confère aux francophones le pouvoir de gérer exclusivement leurs écoles et elle leur garantit une représentation proportionnelle au sein des conseils scolaires. Ce sont les Conseils de l'enseignement en langue française (CELFF) qui gèrent les sections de la langue minoritaire. Le système est actuellement réparti en: 56 CELFF intégrés aux Conseils de l'éducation anglophones; 11 Conseils de l'éducation où les francophones sont majoritaires; et 2 Conseils homogènes de l'éducation récemment créés au palier régional, l'un pour Ottawa-Carleton, l'autre pour Toronto. La population ignore toujours si le gouvernement procè-

dera à la création de Conseils scolaires de langue française ailleurs en province, dans l'Est notamment.

Au ministère de l'Éducation de l'Ontario, le sous-ministre adjoint à l'éducation franco-ontarienne occupe une fonction strictement consultative. Le bureau de l'éducation franco-ontarienne dispose de six bureaux régionaux qui fournissent les services d'éducateurs aux conseils scolaires chargés de mettre en oeuvre les programmes en français.

À l'égard de l'éducation postsecondaire, la province ouvrira son premier collège communautaire de langue française à compter de l'automne 1990. Celui-ci doit d'abord desservir la région de l'est et son campus principal sera situé en banlieue d'Ottawa. Il pourrait se transformer éventuellement en un réseau pour rejoindre les régions nord et sud.

D'autres institutions collégiales et universitaires proposent divers programmes en français mais celles-ci demeurent majoritairement anglophones. On note deux exceptions à la règle: le collège de technologie agricole et alimentaire situé dans la petite communauté d'Alfred et le minuscule collège universitaire de Hearst. L'Université d'Ottawa, pour sa part, a été déclarée officiellement bilingue. De plus, la communauté francophone, appuyée dans ses revendications scolaires par un volumineux ensemble d'organismes et associations, songe déjà à l'implantation d'une université franco-ontarienne.

## NOUVEAU-BRUNSWICK



Un néo-brunswickois sur trois est de langue maternelle française. C'est la troisième communauté minoritaire en importance au Canada. Ce quart de million de francophones occupe une place importante dans la définition démographique de la province.

À l'échelle scolaire, comme dans tous les services du gouvernement, l'emploi de l'anglais et du français est confirmé. La Loi provinciale sur les langues officielles, entrée en vigueur en 1977, stipule que les enfants feront leurs études dans leur langue maternelle. Ainsi, les parents sont responsables du choix de la langue d'enseignement.

Depuis une dizaine d'années, on a progressivement établi au Nouveau-Brunswick un système d'enseignement et de gestion en français. Les Conseils scolaires francophones ont d'abord été minoritaires, ayant franchi les étapes des comités consultatifs optionnels, puis obligatoires avant de devenir finalement homogènes. La Loi scolaire de 1981 a permis la subsistance de quatre écoles bilingues qui seraient présentement en voie de disparition.

Seulement les trois quarts des élèves admissibles de la première à la douzième année (d'après l'article 23) ont accès à l'instruction en français dans l'une ou l'autre des 150 écoles homogènes. Des tests oraux vérifient leur connaissance de la langue officielle minoritaire avant l'admission.

Le Nouveau-Brunswick compte aussi 5 institutions d'enseignement collégial en plus des 3 campus d'une université, celle de Moncton, où il est possible d'étudier exclusivement en français.

Guy-Marc Dumais est rédacteur pigiste et photographe.

## ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD



En modifiant sa Loi sur l'Éducation, en 1980, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard a reconnu



## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DE TERRE-NEUVE

Le ministère de l'Éducation de Terre-Neuve offre des cours en français à Labrador City et sur la péninsule de Port-au-Port située sur la côte ouest de l'île de Terre-Neuve.

Environ deux cent étudiants reçoivent actuellement leur formation pédagogique en français dans la province. Ainsi, un programme entièrement francophone est offert de la maternelle jusqu'au niveau Secondaire cinq au Labrador. De même, un programme en français rejoint les élèves du primaire qui le désirent dans la région de Port-au-Port. Plusieurs disciplines sont enseignées dans cette langue de la septième année au Secondaire six.

Par ailleurs, le Ministère oeuvre à l'élaboration d'une politique d'éducation en français de même qu'à la révision et à l'amélioration du programme d'étude actuel.

Déjà, une nouvelle institution scolaire, l'école Ste-Anne a ouvert officiellement ses portes le 15 novembre dernier à la Grand-Terre. Cette école, qui sert également de centre communautaire, accueille une population étudiante d'environ soixante élèves.

De plus, environ quatre mille étudiants reçoivent leur éducation partiellement en français dans les cours d'immersion offerts par douze des commissions scolaires de la province.

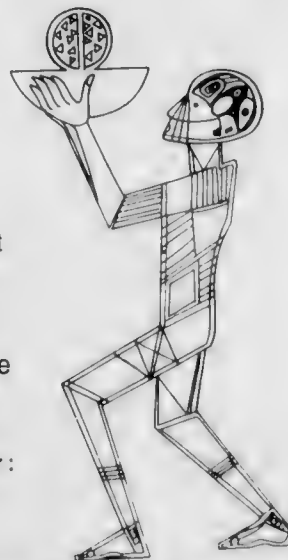


Glendon

Glendon  
faculté de l'Université  
York

- cours et programmes offerts en français et en anglais
- cours menant au Baccalauréat ès arts (B. A.) et au Baccalauréat en éducation (B. Éd.)
- enclave de verdure à 20 minutes du centre-ville
- communauté stimulante de 2000 étudiants et professeurs

Pour tout renseignement contacter :  
Service de liaison  
2275, av. Bayview  
Toronto (Ontario)  
M4N 3M6 tél : (416) 487-6710



UNIVERSITÉ BILINGUE À TORONTO



# «Un défi à la grandeur de mes aspirations...»

par Cécile Girard

**C**e matin, je m'en vais à l'école, tout le long du grand fleuve Yukon...un groupe d'enfants entament le premier couplet de la chanson-

thème de leur école. Devant eux, une jeune femme menue capte leur attention et leur donne la note de départ. Louise Paradis, maître de chant improvisé, est directrice de cette école chantée par les enfants, l'école Émilie-Tremblay.

Péruillante et pleine d'humour,

elle assume aussi au sein de l'établissement les tâches d'orthopédagogue, de professeur de théâtre, de professeur-substitut et de bibliothécaire. «Je voulais un défi à la hauteur de mes aspirations», dit-elle en riant, «et je l'ai eu!». Louise, enseignante de carrière, est venue au

Yukon il y a trois ans pour travailler au Programme École Émilie-Tremblay. En juin 1988, le statut du programme se transforme en une école véritable. Louise Paradis en devient la directrice. Une responsabilité stimulante mais pas de tout repos: «il faut comprendre la réalité de l'école française en milieu minoritaire pour saisir l'ampleur du travail à abattre», déclare-t-elle.

au sens strict du mot mais il faut définitivement croire en la cause pour travailler dans ce milieu. Le principe de l'école française en milieu minoritaire sous-tend que l'enfant soit constamment motivé. Cela fait partie de nos tâches. Nous devons inculquer l'amour de la langue aux élèves. Cela n'est pas toujours facile puisque certains sont inscrits à l'école française un peu contre leur gré. Ils sont ici à cause de la volonté de leurs parents» constate-t-elle.

L'École Émilie-Tremblay compte 55 élèves inscrits, de la maternelle à la neuvième année. Toutefois, elle ne possède pas sa propre bâtisse et est répartie sur deux campus différents, majoritairement anglophones. Madame Paradis voit là un obstacle majeur à la pleine utilisation des ressources humaines: «on se promène beaucoup puisqu'un bon 2 milles séparent les deux édifices. De plus, il est difficile de parler de sentiment d'appartenance et d'identité dans cette situation particulière. On n'est que locataire...et les enfants le savent!» souligne-t-elle un peu amère. Les classes sont à niveaux multiples: 7 élèves sont inscrits en maternelle, 8 en 1er et 2e année, 17 en 3e et 4e année, 16 en 5e et 6e année et 7 en 7e, 8e et 9e année. «Ici, tu enseignes toutes les matières, du français à l'éducation physique, c'est tout ou rien!». De plus, les journées de travail sont longues. «Je suis à l'école à 7h30 le matin et j'en sors rarement avant 5h30», affirme la jeune femme. Elle se souvient bien cette première année à Whitehorse alors qu'elle a dû travailler toutes les fins de semaine. «Le curriculum est le même que celui de la Colombie-Britannique. Au niveau du matériel nous sommes choyés, nous ne manquons de rien, mais il faut commander à l'avance puisque la grande partie vient de l'extérieur», précise-t-elle.

La clientèle de l'école est formée d'enfants de foyers mixtes ou anglophones, et aussi d'enfants dont les deux parents sont francophones. Ainsi, une bonne partie de ces enfants vivent en anglais dans leurs activités quotidiennes familiales. Au retour des vacances estivales ou des congés de Noël, les professeurs doivent mettre les bouchées doubles pour rétablir la «francité» au sein de leur groupe. Dans la cour de récréation, ça se passe souvent en anglais et c'est inévitable puisque les enfants sont entourés de centaines d'anglophones. «Le niveau intermédiaire est le plus critique, puisqu'ils ne sont que sept. Imaginez 7 adolescents entourés de 343 étudiants anglophones. Ils ne veulent pas être différents, ils ont le goût d'être comme tout le monde», ajoute-t-elle.

Louise estime qu'il y a tout de même de l'espoir puisque le statut de l'école évolue lentement mais sûrement vers celui d'une école homogène. Un autre point revigorant est l'esprit d'équipe qui règne au sein de l'école: l'équipe de professeurs est fantastique, nous partageons le même idéal et nous nous serrons les coudes», lance la jeune femme avec un grand sourire. Et elle conclut «mais le plus beau cadeau, c'est que les enfants parlent de plus en plus français et ça, ça fait chaud au cœur.»

## Presqu'une vocation

Faut-il parler de vocation comme au temps jadis? Louise rit et déclare aussitôt: «peut-être pas de vocation

Cécile Girard est rédactrice en chef de l'Aurore Boréale au Yukon.

## LE COLLÈGE D'ALFRED



Lise Dugas

Originaire de Sudbury (Ontario), diplômée du programme de Technologie alimentaire en 1984. Superviseur du service alimentaire à l'Hôpital général de Sudbury. «Le Collège d'Alfred donne tous les outils nécessaires pour nous aider à devenir de bons superviseurs...»



Claudine Daneau

Originaire de St-Polycarpe, diplômée du programme de Technologie agricole en 1985. Copropriétaire d'une exploitation de grande culture. «Le Collège d'Alfred, ce n'est pas une institution trop grosse, les professeurs y sont plus attentionnés, ils consacrent plus de temps aux étudiants. C'est un gros avantage...»

**«Plus de 95% de nos diplômés sont embauchés dans l'industrie agro-alimentaire.»**

*Joins-toi à l'équipe gagnante!*

Le Collège d'Alfred,  
C. P. 580, 31, rue St-Paul, Alfred (Ontario) K0B 1A0  
(613) 679-2218



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Nova Scotia



Ministère de l'Éducation

Trade Mart  
rue Brunswick  
CP 578  
Halifax, Nouvelle-Ecosse  
Canada B3J 2S9

Pour répondre aux besoins des francophones de la Nouvelle-Écosse, le Ministère de l'Éducation a établi une Section française avec son propre directeur. Cette section s'occupe de l'élaboration et de l'implantation des programmes pour les écoles acadiennes et francophones de la province.

À partir de 1979, un centre provincial de ressources pédagogiques fut établi. Le triple mandat de ce centre est d'offrir aux enseignants une bibliothèque de prêt; en deuxième lieu, le centre offre un service de publication. Le centre offre aussi un service d'animation auprès des enseignants constitué d'ateliers pédagogiques pour les enseignants et les élèves.

# Le point de vue des jeunes du secondaire

par Christian Hyde

**P**lusieurs milliers de jeunes, déterminés à réussir, étudient dans des écoles secondaires francophones hors Québec. Avec des systèmes scolaires en pleine expansion, leur langue n'est plus un handicap mais devient un atout. La presque totalité de ces étudiants considèrent avantageux d'étudier en français. Pour certains, surtout dans les régions à faible population francophone, cette conviction ne va pas beaucoup plus loin que l'importance d'être bilingue pour décrocher un meilleur emploi. Pour d'autres cependant, il s'agit en premier lieu d'une caractéristique fondamentale de leur identité. Michelle Hounjet, Fransaskoise de 17 ans, pensionnaire en 12<sup>ième</sup> année au Collège Mathieu de Gravelbourg explique: «c'est important pour moi de garder mon français. Pour étudier au Collège Mathieu, j'ai dû déménager. C'était le seul moyen pour faire mon secondaire en français.» Elle veut étudier à l'Université de Saskatchewan pour devenir enseignante, afin de «montrer l'importance du français aux jeunes.»

Etudier en français parce que c'est leur langue et parce que c'est un avantage - oui, mais en même temps, la quasi-totalité de ces mêmes étudiants avouent qu'à l'extérieur de la maison et des salles de classe ils parlent souvent anglais entre eux. Face à cette situation, beaucoup d'écoles secondaires ont adopté des mesures coercitives pour tenter d'obliger les étudiants à parler français dans les couloirs. Qu'en pensent les étudiants? Même son de cloche partout à travers le pays: «quand on parle anglais entre nous et qu'un prof. arrive, tout le monde «switch» au français. Dès que le prof. tourne le dos, on recommence en anglais. On ne peut pas obliger les gens à aimer le français, il faut que ça vienne d'eux-mêmes. Il faut encourager, pas forcer.»

D'autre part, parmi les étudiants qui choisissent le français, il y en a plusieurs qui s'assimilent. Ils fréquentent l'école française pour obéir à leurs parents.

## De l'idéal à la pratique

Malgré cela, une grande majorité des étudiants tiennent à leur identité francophone et l'affichent fièrement. Quels facteurs expliquent

que cet attachement à l'identité francophone se traduit souvent si difficilement en pratique? Il y a bien sûr des disparités entre les situations et les expériences d'une région à l'autre: pourtant on peut distinguer des facteurs. Les propos d'Isabelle Methot, étudiante en 10<sup>ième</sup> année à l'école Maurice Lavallée d'Edmonton, expriment un sentiment assez généralisé: «La majorité favorise le français; on a toujours étudié en français, nos parents nous encouragent, mais ici

mixte, immersion, école anglaise) préfèrent de loin l'école française.

Même si les étudiants rejettent la coercition pour les stimuler à parler français, ils forment leurs propres associations, comme «SOS français» dans une école de Caracquet, au Nouveau-Brunswick ou bien sont appuyés par des associations plus anciennes comme «Francophonie Jeunesse Alberta» ou encore la «Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien». Ces asso-

Toutes ces influences ont cependant des adversaires de taille.

Dans la plupart des cas, exception faite du Nouveau-Brunswick, le poids linguistique de la majorité est lourd à porter et moins les francophones sont nombreux, plus l'assimilation fait des ravages. De plus, rapportent les étudiants, le monde du travail est perçu comme étant anglophone. Marc Martel, étudiant à l'école Etienne Brûlé, au Sud de l'Ontario explique son point de vue:

## La confiance dans l'avenir

Néanmoins, la plupart demeurent confiants. Bien que conscients du danger de la disparition, ils veulent survivre. On parle des récents développements, de la création de nouveaux programmes, des anglophones qui s'ouvrent à la réalité francophone. Les étudiants en veulent plus. On veut plus de cours en français, et de meilleure qualité; surtout plus de programmes en français au postsecondaire dans sa propre région, afin de ne pas être toujours obligé de se déraciner pour s'instruire. On dénonce en particulier la piètre utilisation du français dans le domaine des Sciences.

Beaucoup plus de jeunes s'intéressent au français de nos jours qu'auparavant, au fur et à mesure que les nouvelles générations profitent de réseaux de plus en plus complets. Un étudiant de l'Alberta rapporte même «qu'il se faisait chicaner par ses parents lorsqu'il participait à des manifestations pro-françaises.» Quant aux dinosaures anglophones pour qui tous ces progrès sont durs à supporter, voici ce que Reno Sonier, Acadien en 12<sup>ième</sup> année, avait à dire: «c'est des vieux qui ne peuvent pas se résigner au fait que le français est là pour rester. Ce sont eux qui sont en voie de disparition.»

Christian Hyde est journaliste à La Rotonde, journal étudiant de l'Université d'Ottawa.



«Beaucoup plus de jeunes s'intéressent au français de nos jours»

(en Alberta), il n'y a presque aucune place où on peut vivre en français.»

Comme un nombre impressionnant de francophones de son âge, Isabelle a choisi de faire ses études postsecondaires en français, à l'Université d'Ottawa. Elle veut étudier en psychologie, puis revenir travailler dans sa communauté en Alberta. En fait, en tant que choix d'université, l'Université d'Ottawa et l'Université de Moncton dépassent de loin toutes les autres auprès des étudiants du secondaire francophone. Et souvent, s'ils vont étudier en anglais au postsecondaire, c'est uniquement parce que le programme n'est pas disponible en français. Dans les provinces de l'Ouest, les institutions ou facultés francophones, comme le Collège universitaire de Saint-Boniface ou la Faculté St-Jean de l'Université de l'Alberta sont aussi très populaires. Tous les étudiants qui sont allés dans des écoles homogènes et dans celles d'autres systèmes (école

ciations sont parfois perçues comme étant trop dirigistes, mais on reconnaît presque partout l'importance de leur travail. Les organisations de jeunes rejoignent les jeunes.

«j'ai fait toutes mes études en français, je veux garder ma langue, mais le français n'est pas la langue de la réussite en Ontario.» Il va étudier en archéologie en anglais à l'Uni-

## Des films de classe

TOURNÉS EN FRANÇAIS  
DANS L'OUEST, EN ONTARIO ET EN ACADIE

Si vous enseignez aux élèves du 2<sup>e</sup> cycle du primaire, découvrez *Franc-Ouest — Il était une fois...*, une collection de quatre films conçus avec et pour les jeunes francophones de l'Ouest canadien.

Comment affirment-ils leur identité? Comment réagissent-ils à l'isolement auquel ils sont souvent contraints? Comment forment-ils leurs alliances? Où se situent-ils par rapport à l'ensemble de la francophonie?

Quatre merveilleuses histoires d'aventures et d'amitiés intitulées *La Nouvelle au village*, *Paul et Moustache*, *Le Message de Cornipoli* et *Quand l'accent devient grave*.

Chaque film est disponible en 16 mm et les quatre se retrouvent sur une même vidéocassette d'une durée de 77 minutes 56 secondes. Un guide pédagogique est également disponible pour l'ensemble des quatre films.

Présent partout au Canada, l'ONF offre d'autres films en français aux enseignants et aux enseignantes pour les classes des niveaux primaire et secondaire.

Pour achat ou location, veuillez communiquer avec le bureau de l'ONF de votre région (consulter l'annuaire téléphonique local). Vous pouvez aussi téléphoner sans frais aux numéros suivants: dans l'Ouest: 1-800-661-9867 en Ontario: 1-800-267-7710 dans les Maritimes: 1-800-561-7104



Office  
national du film  
du Canada

National  
Film Board  
of Canada



Conseil Canadien  
de la Coopération

## Notre mission:

Promouvoir la coopération  
pour le développement socio-  
économique de la communauté  
canadienne-française

450, rue Rideau, suite 201, Ottawa, Ontario, K1N 5Z4  
Tél.: (613) 234-5492



# Outils de développement

**S**i Charlemagne a inventé l'école, les communautés francophones au Canada peuvent s'enorgueillir d'avoir imaginé les centres scolaires et communautaires.

Pour préserver leur identité et maintenir leur vie collective, les populations minoritaires ont des besoins particuliers. Comme elles sont souvent dispersées, elles ont besoin de se regrouper. Et pour contrer les effets nocifs du fractionnement, a jailli cette idée novatrice de regrouper sous un même toit divers services et institutions dont la communauté s'est munie.

Il faut admettre que dans les milieux où les francophones sont minoritaires, les efforts de l'école, au plan linguistique, sont souvent ralentis par l'assimilation des familles, comme celle des villages et même des paroisses. N'était-il donc pas logique de regrouper dans un même édifice toutes les installa-

tionnaires est une institution que se donne une communauté pour protéger et transmettre son héritage linguistique et culturel. Ce qui différencie le centre scolaire et communautaire d'une école, c'est que son action vise non seulement les jeunes d'âge scolaire mais la communauté dans son ensemble. L'école demeurera toujours, cependant, le pivot de l'institution.

## Au service de la communauté

Un centre scolaire et communautaire, pour être efficace et assurer le développement de la communauté, doit être au service de la population francophone dans son entier. Il doit favoriser la concertation des groupes et des organismes de la communauté. Mais, cette dimension devient très difficile à réaliser si l'on n'a pas réussi à y faire naître un sentiment d'appartenance. En regroupant les forces, le

qui existent pour le moment se sont donnés des structures de fonctionnement qui se ressemblent, mais diffèrent sur bien des points. Partout, la gestion du centre est entre les mains de la minorité; toutefois, la structure et les modalités de fonctionnement se distinguent au cas par cas.

Comme dans tout processus d'institutionnalisation, le risque est toujours présent de voir le bénévolat diminuer ou disparaître à mesure que les activités communautaires sont prises en charge par un personnel rémunéré. C'est sans doute un écueil à éviter. Par ailleurs, le regroupement des associations et des services crée un tel milieu de vie communautaire que d'autres initiatives voient spontanément le jour. Point de rencontres et de rassemblement, le centre apporte une intensification de la vie communautaire et devient un outil privilégié dans le cas des populations dispersées.

## Cohésion = réussite

La cohésion de la communauté face à ce genre de projet est sans doute un facteur essentiel de réussite. Les discussions préliminaires sont un processus ardu, mais nécessaire. Il s'agit de consulter et de sensibiliser la population, puis d'amener à la même table les diverses composantes de la communauté. La planification de projets de cette envergure oblige souvent à des compromis et à des choix difficiles. Il n'est pas toujours aisé, en effet, de concilier les intérêts d'une école, d'une garderie, d'une caisse populaire, d'une paroisse, d'un club de l'âge d'or... L'exercice est d'autant plus exigeant qu'il faut évaluer les besoins non seulement en fonction du présent, mais aussi et surtout par rapport à l'avenir.

La mise en oeuvre d'un centre scolaire et communautaire exige en même temps que les deux ordres de gouvernement s'entendent pour apporter une aide conjointe au projet. L'éducation étant un domaine de compétence provinciale, la construction de locaux scolaires relève de la responsabilité des provinces. De son côté, le Secrétariat d'État s'intéresse de près à ce genre d'initiative, surtout là où la composante communautaire peut favoriser et renforcer le rôle de l'école dans la communauté.

## Les Installations physiques

Les centres scolaires et communautaires disposent des installations

nécessaires à la mise en oeuvre de tous les programmes scolaires et préscolaires ainsi que des programmes d'éducation des adultes. Les salles de technologie, d'informatique, de sciences familiales, d'art plastique, d'artisanat, de musique

## Fierté chez les jeunes

De tels centres contribuent à promouvoir la fierté de la langue et de la culture françaises dans l'ensemble de la communauté et cette fierté se reflète chez les jeunes. Les

**Le meilleur modèle de gestion sera celui qui permet à la communauté de participer aux prises de décisions tout en assurant une cohésion entre les secteurs scolaires et communautaires du centre. Il n'y a pas de modèle idéal.**

et d'adaptation scolaire s'ajoutent aux salles de classe et aux bureaux administratifs.

Ces salles sont disponibles pour toutes les activités de l'école et des organismes. Des installations sportives modernes sont disponibles aux adultes comme aux jeunes, sept jours par semaine. Une salle de spectacle et une galerie d'art facilitent l'organisation des activités culturelles et une bibliothèque dessert l'ensemble de la communauté. La salle de spectacle est également utilisée pour les activités religieuses de la communauté. Une salle de citoyens aînés et une salle des jeunes ainsi que des salles de réunion sont mises gratuitement à la disposition des organismes de la communauté. Une cafétéria assure des services alimentaires aux élèves en

étudiants, en plus de profiter des services d'une école française, peuvent participer avec leurs parents à des activités dans leur langue maternelle. Les efforts pédagogiques de l'école aux plans linguistique et culturel sont appuyés par les développements linguistiques et culturels de la population adulte.

La création de centres scolaires et communautaires au Canada fait encore figure d'exception: quatre sont en opération (trois au Nouveau-Brunswick et un à Terre-Neuve), deux sont en voie de réalisation (Halifax et Charlottetown) et une dizaine de projets sont présentement à différents stades de planification en Ontario ainsi que dans les provinces de l'Ouest.

**...le Secrétariat d'État s'intéresse de près à ce genre d'initiative, surtout là où la composante communautaire peut favoriser et renforcer le rôle de l'école dans la communauté.**

plus de servir aux activités sociales de tous les groupes d'âge comme aux réceptions et banquets. Il est possible d'y ajouter une librairie, une vidéothèque, une caisse populaire, la radio communautaire, selon les besoins de chaque communauté.

Texte rédigé à partir de deux articles publiés dans la revue de l'ACELF, édition de décembre 1989, et écrits par Jean Fournier, sous-secrétaire d'État et Clarence Légère, d.g. du Carrefour Beausoleil.

**...un centre scolaire et communautaire est une institution que se donne une communauté pour protéger et transmettre son héritage linguistique et culturel.**

tions nécessaires à la tenue d'activités préscolaires, scolaires et communautaires de manière à fournir aux francophones un lieu de rencontre où règne une ambiance propice à leur développement linguistique et culturel? Il fallait y penser et agir!

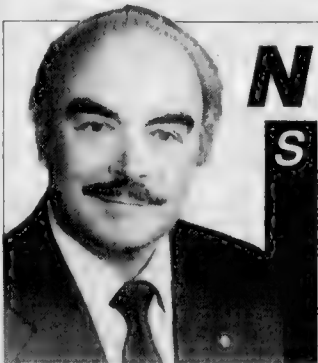
D'autres parts, les minorités françaises partagent un certain nombre de valeurs, de croyances et d'ambitions. Elles se rejoignent aux plans de la langue, de la culture et souvent de la religion. Elles partagent aussi certaines coutumes et traditions. Elles partagent également certaines difficultés sérieuses: l'assimilation, les revendications sans fin pour l'obtention de leurs droits, le manque de ressources, le manque de leaders et le manque de concertation causé par l'éparpillement ainsi que par l'assimilation de leurs membres. Triste conséquence: plusieurs ont perdu leur fierté et ont cessé de lutter.

Justement, un centre scolaire et

centre encourage la concertation et facilite la création d'infrastructures économiques, culturelles et sociales. Ainsi, les membres de la communauté prennent conscience de leur potentiel et peuvent plus facilement s'affirmer et obtenir la reconnaissance de leurs droits.

Les communautés françaises hors Québec doivent travailler pendant des années pour obtenir leurs écoles françaises et leurs centres scolaires et communautaires. Il faut des convictions profondes, de l'engagement et de la ténacité. Il est donc tout à fait normal que la communauté considère son Centre scolaire et communautaire comme une institution qui lui appartient et qu'elle veuille le diriger.

Le meilleur modèle de gestion sera celui qui permet à la communauté de participer aux prises de décisions tout en assurant une cohésion entre les secteurs scolaires et communautaires du centre. Il n'y a pas de modèle idéal. Les centres



## Nos amis sont vos amis!

**S**i vous voulez, comme moi, faire carrière en communication, vous pouvez nous demander un coup de pouce. Grâce à l'appui de nos amis, nous pouvons offrir des bourses pour vous aider. Renseignez-vous auprès de votre journal!

-- Henri Bergeron, Membre du comité consultatif



Fondation Donatien Frémont, Inc.  
Ottawa 613/234-6735

### Quelques-uns de nos meilleurs amis:

Le Gouvernement du Québec

Petro-Canada

La Société St-Jean-Baptiste de Montréal

Les journaux de l'Association

de la presse francophone hors Québec

Le Gouvernement du Canada

Quebecor

Publications Dumont

Le journal LeDroit

La Banque Nationale

# Le Carrefour Beausoleil: un souffle d'espoir

par Gilles Belleau

**V**ivre en français dans un milieu minoritaire et généralement hostile aux francophones représente un véritable défi. La fondation d'un centre scolaire et communautaire est ainsi venu donner un souffle d'espoir aux francophones de la région de la Miramichi, dans le nord du Nouveau-Brunswick.

C'est suite à de longues démarches et à des efforts intensifs que ce centre, appelé le Carrefour Beausoleil, devenait enfin une réalité, en mai 1986.

Le Nouveau-Brunswick se dotait alors de son troisième centre scolaire et communautaire. Précédemment on avait assisté à l'ouverture du Centre scolaire et communautaire Ste-Anne à Frédéricton et du Collège Samuel de Champlain à St-Jean. Ces centres deviennent un instrument de fierté pour les francophones de cette région.

Le Carrefour Beausoleil de Newcastle a vu le jour en septembre 1985 suite à des efforts intensifs de la part du Cercle français et du Conseil scolaire.

Le Carrefour Beausoleil dessert la population francophone de 0 à 99 ans. En plus d'offrir une éducation aux jeunes de la pré-maternelle à la 12<sup>e</sup> année, il offre des cours pour les adultes en collaboration avec le collège communautaire de Dieppe. Le Carrefour Beausoleil est évidemment accessible aux associations, groupes et individus qui désirent profiter de ses installations académiques et sportives.

Le Centre est constitué de deux organismes: le Conseil scolaire qui est une corporation indépendante du Gouvernement et qui a la responsabilité de gérer le Centre, et le conseil communautaire qui voit au développement communautaire.

## Les premiers arrivés

Le Carrefour Beausoleil a vu sa population étudiante augmenter de 50 lors des deux années qui suivirent l'arrivée des premiers élèves

avant de connaître en 1988 une légère baisse. «Présentement notre clientèle étudiante se maintient autour de 300», précise le directeur général du Carrefour Beausoleil, Clarence Légère.

La venue d'un collège scolaire et communautaire dans la région de la Miramichi aura donc ouvert de nouveaux horizons pour la minorité

Le recensement de 1986 démontre que la population francophone a considérablement diminué, passant de 2 770 en 1981 à 2 335 en 1986. Plus inquiétant encore, le nombre de gens parlant français à la maison a chuté de 2 770 à 1 735 pour la même période.

«Nous avons bon espoir de récupérer les assimilés grâce à l'opportunité de pouvoir maintenant se réunir dans un lieu qui nous est

C'est donc avec raison qu'on se réjouit particulièrement de l'implication de plus en plus forte d'organismes à but non lucratif. «On est parti de zéro et aujourd'hui on constate une participation qui s'étend jusqu'au niveau provincial alors que plusieurs organismes aiment profiter de la situation géographique du Carrefour pour tenir des ateliers ou réunions», poursuit Clarence Légère.

Le Centre a ouvert ses portes à ses 72 élèves, le 17 février 1989. Mais tout ne s'est pourtant pas déroulé sans embûches, et comme l'explique Julie Olivier de l'Association de l'héritage de l'Ile rouge, on a dû faire quelques concessions avant de voir le rêve se réaliser.

«Les coûts du projet ont dépassé les prévisions de départ. Pour rétablir la situation on a dû sacrifier certains éléments du plan original», précise Julie Olivier.

«Lorsque le problème s'est présenté nous étions décidés à donner la priorité aux enfants; ce sont donc les bureaux prévus pour la partie communautaire qui ont été touchés.», ajoute madame Olivier.

La situation pourrait toutefois se rétablir au courant des mois prochains alors que la deuxième phase du projet prévoit une aile pour établir des bureaux destinés à l'Association de l'héritage de l'Ile rouge qui a contribué beaucoup à la mise sur pied du Centre.

## Un avenir plus rose

Les centres et collèges scolaires et communautaires se révèlent donc une planche de salut pour les minorités francophones quotidiennement obligées de se protéger contre les dangers de l'assimilation.

«Notre principal problème au Carrefour Beausoleil est de recruter le personnel francophone qui, plus souvent qu'autrement, vient de l'extérieur, ce qui occasionne un fort roulement de personnel, déplore Clarence Légère. Il faut pouvoir convaincre ces personnes de venir s'établir dans un milieu qui leur est étranger. Ce n'est pas toujours facile, mais nous avons l'espoir qu'en formant nos jeunes aujourd'hui, ils constitueront le relèvement de demain. Ils apporteront ainsi une certaine stabilité au Centre par leur sentiment d'appartenance au milieu, leur attachement à la culture et leur désir de poursuivre l'oeuvre entreprise.»

Gilles Belleau est directeur de l'information du Pro Kent au Nouveau-Brunswick.



Centre scolaire et communautaire Beausoleil.

de francophones vivant constamment avec le spectre de l'assimilation. «Pourtant, fait remarquer M. Légère, il faut être patient lorsqu'on travaille contre l'assimilation. On doit susciter la confiance chez les gens en menant une action efficace autant au niveau des adultes que des jeunes».

Bien que réconforté par le rôle de premier plan que joue le Carrefour Beausoleil dans cette communauté française, on s'inquiète des effets occasionnés au cours des ans par l'assimilation.

propre et conçu spécifiquement pour répondre à nos besoins», analyse M. Légère.

Le Collège a aussi décidé de prendre les devants face au problème de l'assimilation en commandant une étude qui devrait découvrir les causes de la diminution des francophones dans la région. Les données obtenues permettront au Collège d'orienter, pour les prochaines années, sa projection scolaire et communautaire afin de contrer l'assimilation et d'en renverser les effets.

## L'exemple de Grand Terre

La population a pris quelques années avant de pouvoir s'identifier à son centre, mais aujourd'hui la participation des francophones dans la Miramichi encourage les gens qui croyaient dès le départ au besoin et à la nécessité d'une telle institution. A l'instar du Carrefour Beausoleil, le Centre scolaire et communautaire Ste-Anne de la Grande-Terre, à Terre-Neuve, a permis d'unir la communauté francophone.

Les centres scolaires et communautaires sont des outils de premier ordre pour permettre à la langue et à la culture française de se manifester quotidiennement.

**Le président, Guy Matte**  
**Le directeur général, Aurèle Thériault**

**La Fédération des Francophones Hors Québec Inc.**

1404-1, RUE NICHOLAS, OTTAWA (ONTARIO) K1N 7B6, TÉL.: (613) 563-0311 TÉLÉCOPIEUR (613) 563-0288  
2 PLACE QUEBEC, SUITE 416, QUÉBEC (QUÉBEC) G1R 2B5, TÉL.: (418) 523-8471 TÉLÉCOPIEUR (418) 522-6449





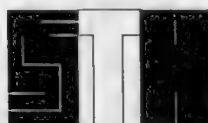
**La Société Saint-Thomas d'Aquin, société acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard, travaille de près avec les Comités de parents pour obtenir et améliorer des maternelles et des classes françaises partout dans la province, et pour un système de gestion scolaire francophone.**

### **L'ÉDUCATION NOUS TIENT À COEUR**

**Nous sommes actifs dans les dossiers suivants, entre autres:**

- La revendication politique et juridique pour l'ouverture de classes et/ou d'écoles françaises,
- La loi scolaire, les règlements et la gestion scolaire,
- Les maternelles françaises,
- Les garderies françaises,
- Les classes de refrancisation,
- L'aide financière aux étudiants,
- L'alphabétisation.

**N'hésitez pas de nous contacter**



**LA SOCIÉTÉ SAINT-THOMAS D'AQUIN**  
**LA SOCIÉTÉ ACADIENNE DE L'Î.-P.-É.**  
 340, RUE COURT, C.P. 1330, SUMMERSIDE, Î.-P.-É. C1N 4K2  
 TÉL. (902) 436-4881 FAX (902) 436-6936

## **LES FRANCO-ALBERTAINS SUBISSENT UN TAUX D'ASSIMILATION DE**

# **63.9%**

Le meilleur moyen de freiner et de renverser cette tendance est la création d'écoles françaises distinctes et la mise sur pied d'un système d'éducation qui réponde aux besoins des Franco-Albertains.

## **LES PARENTS SONT DES JOUEURS-CLÉS:**

1. Ce sont eux qui ont reçu le droit, donc la responsabilité, de **DEMANDER** et de **RECEVOIR** l'éducation française.
2. Ce sont eux qui **CHOISISSENT** les écoles pour leurs enfants.

La Fédération des parents francophones de l'Alberta regroupe maintenant 23 comités de parents à travers la province



## **FÉDÉRATION DES PARENTS FRANCOPHONES DE L'ALBERTA**

Pièce 205, 8925 - 82 Avenue  
 Edmonton (Alberta)  
 T6C 0Z2  
 Téléphone : (403) 468-6934  
 Télécopieur : 469-4799

# **JOIGNEZ-VOUS À NOUS; ENSEMBLE, ON Y ARRIVE!**

**L'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) tient à coeur le dossier de l'éducation qu'elle considère l'essence même de la reproduction de toute communauté. Présentement, l'ACFO se préoccupe particulièrement:**

### **• d'une université de langue française:**

Il existe trois universités dites bilingues en Ontario. L'ACFO revendique l'établissement d'une université entièrement de langue française qui puisse offrir des cours et des programmes adaptés aux besoins de la francophonie, qui puisse offrir un environnement véritablement francophone, et qui puisse créer des leaders francophones sensibles à leur langue et à leur culture.

### **• d'un réseau de collèges francophones**

En janvier 1989, les gouvernements provincial et fédéral annonçaient la création d'un premier collège de langue française en Ontario devant être situé dans l'Est. «La Cité collégiale» se porte à merveille; elle sera d'ailleurs prête à accueillir ses pre-

miers étudiants en septembre prochain. L'ACFO revendique toujours qu'un réseau collégial soit mis sur pied; elle travaille donc à la création d'un collège dans le Nord et un autre dans le Sud.

### **• de gestion scolaire**

L'ACFO revendique du gouvernement ontarien la création de conseils scolaires de langue française à l'échelle de la province. Il existe présentement deux conseils de langue française en Ontario: un à Toronto et un à Ottawa-Carleton. Récemment, le gouvernement annonçait la possibilité d'un conseil scolaire de langue française à Prescott-Russell avant 1991.

### **• d'animation culturelle**

L'ACFO croit en la nécessité de voir les écoles élémentaires et secondaires devenir des lieux dynamiques de la promo-

tion de la culture franco-ontarienne. Elle a donc participé à l'élaboration d'un concept d'animation culturelle en milieu scolaire qui recommande, entre autres, l'embauchage dans chaque école d'une animatrice ou d'un animateur culturel, et la formation d'animatrices et d'animateurs au sein des programmes d'enseignement.

### **• de revitalisation au sein du ministère de l'Éducation**

L'ACFO revendique une refonte de ce ministère pour permettre à des responsables francophones de voir à la planification des programmes de l'enseignement en français.

### **• de centres scolaires communautaires**

L'ACFO favorise l'émergence de centres scolaires communautaires comme ils existent ailleurs au pays.



# La tension existe toujours à Penetang

par Daniel Marchildon

**E**n avril 1990, l'école secondaire de langue française de Penetang, une ville située à 160 kilomètres au nord de Toronto, sera officiellement ouverte et ce, pour la troisième fois. Cette inauguration aura été précédée de celle d'une école illégale en 1979 et ensuite de celle de l'école officielle en 1982. Il aura donc fallu dix ans et le déchirement d'une communauté pour régler cette crise scolaire rendue presque épique. Aujourd'hui, l'école Le Caron dispense une éducation en français aux jeunes francophones du comté de Simcoe qui compte environ 9 000 franco-ontariens. Pourtant en 1979, il n'y avait pas encore d'écoles de langue française. Durant la lutte pour l'obtention d'une école, les francophones ont dû faire face à la problématique «d'être ou ne pas être franco-ontariens».

Au cours des 12 ans suivant l'ouverture du Penetang Secondary School (PSS) en 1964, le conseil scolaire de Simcoe avait ajouté certains cours en français. En 1976, le conseil se vantait d'avoir une école secondaire bilingue, même si les 318 élèves francophones ne pouvaient choisir que 4 cours en français.

Or en 1977, poussé par les militants francophones, le comité consultatif de langue française (CCLF), une entité consultative en matière d'éducation de langue française, s'engageait dans la lutte pour l'obtention d'une école distincte pour les francophones.

Le conseil scolaire a étudié la question pendant deux ans avant de dire non à l'école française et le ministère de l'éducation refusa d'intervenir dans le dossier. Face à cette inertie, la communauté francophone de Penetang mit sur pied l'école de la Huronie (ESH). Cette école illégale, ouverte avec 58 élèves le 3 septembre 1979, jouissait de l'appui financier de l'Association canadienne-française de l'Ontario.

Ce geste extrême devait durer une ou deux semaines tout au plus. Il dura dix mois. À l'époque, la question oppose certains anglophones aux francophones qui revendiquent l'école. Or, parmi les francophones, c'était également la division.

## Division des familles

Rosita Desroches, une enseignante à l'élémentaire et membre du conseil scolaire de la Huronie se souvient des conflits familiaux, du côté des frères de son époux. «Ils nous trouvaient un peu osés de demander une école française (...) On nous a même exclus de certaines soirées sociales.» Dix ans plus tard, en 1990, la tension existe toujours bien qu'elle se soit atténuée, de dire madame Desroches.

Il n'y a pas eu d'incidents carrément violents pendant le conflit. Toutefois, Lucie Maurice, une étudiante de l'école secondaire Huronie, a vécu des moments très tendus dans les autobus scolaires. Un jour, en particulier, elle s'est défendue à

coups de poings contre une autre fille. Au cours des années 1980, Lucie raconte aussi que les étudiants de la Huronie se sont fait lancer des oeufs et des tomates.

Pour Claude et Maryse Desroches, dont la fille fréquentait l'E.S.H., leurs souvenirs de la crise sont très pénibles. Le couple possédait un commerce de vêtements pour dames à quelques pas de l'école secondaire et certains opposants ont décidé de le boycotter.

Les élèves de l'E.S.H. passèrent l'année à suivre des cours par correspondance. Ils participèrent à toute une série de manifestations tapageuses. Cela se passait en pleine campagne référendaire pour l'indé-

deuxième site.

## Rebaptisée Le Caron

Enfin, à l'été 1981, on se mit à construire la nouvelle école, rebaptisée Le Caron. Pour la cinquantaine de jeunes de l'E.S.H., qui allaient s'inscrire à Le Caron, la transition ne s'est pas faite sans peine. «Certains professeurs étaient beaucoup plus draconiens avec les anciens de la Huronie qu'avec les nouveaux étudiants» note Louise Marchildon, qui est passée de la 9e à l'E.S.H. à la 10e année à Le Caron. «Les enseignants étaient plus sévères envers nous lorsqu'ils corrigeaient nos travaux», renchérit-elle.

d'abord installée dans une vieille école désaffectée avant de prendre possession de ses locaux démontables à Penetang, était loin d'être complète. Certains jeunes francophones préféraient donc fréquenter l'école soi-disant bilingue plutôt que s'inscrire à une école sans ateliers d'arts techniques ou de cafétéria.

Jusqu'en 1982, les étudiants de Le Caron suivaient les cours techniques dans des ateliers de la communauté. En février 1983, le conseil scolaire de Simcoe exigeait que les élèves poursuivent leurs cours dans un local aménagé au Penetang Secondary School (PSS). Les élèves refusèrent. Ce fut le début d'un

hors cours. Le 26 juillet 1986, la Cour suprême de l'Ontario donnait raison à M. Marchand: la province et le conseil scolaire devaient modifier l'école Le Caron pour la rendre conforme aux autres écoles du comté.

Le Conseil scolaire et la province décident alors d'en appeler du jugement. Le Conseil d'éducation de langue française (CELFF), élu pour la première fois en 1987 pour gérer l'éducation en français, crée un précédent juridique en obligeant le Conseil à retirer son appel. Avec ses nouveaux pouvoirs, le CELFF annonce aussi l'élimination progressive des cours de français langue première à Penetang Secondary School. Un groupe de quelques centaines d'étudiants et de parents de PSS dénonce à son tour la décision du CELFF. La situation se calme néanmoins lorsque le conseil scolaire, qui n'a jamais voulu établir d'écoles d'immersion dans le comté, décide de dispenser des cours de français langue seconde à PSS.

La tension vis-à-vis les écoles françaises provient du fait que le conseil scolaire de Simcoe n'a jamais établi d'écoles d'immersion dans le comté. Les parents anglophones, qui veulent que leurs enfants apprennent le français, les inscrivent dans les écoles de langue française. Or ces mêmes parents ne veulent pas d'une école secondaire «complètement française», du moins pas tant que leurs enfants puissent avoir quelques cours en français à l'école anglaise. Les élèves issus de foyers anglophones et fréquentant les écoles de langue française sont tellement nombreux que les conseils d'éducation de langue française, public et séparé, étudient la possibilité de mettre au point un programme spécial pour les élèves «anglo-dominants».

Enfin, en mars 1988, suite à une série de tractations avec le CELFF et M. Marchand, le ministère de l'Éducation procédait à un agrandissement de Le Caron au coût de 5,6 millions de dollars. Ainsi, les travaux de construction entamés à l'automne 1988 devaient se terminer au printemps 1990, tandis que les 230 inscriptions de Le Caron augmentent toujours.

À Penetang, le problème fondamental demeure la gestion. Les CELFF, public et séparé, visent à consolider les 2 500 effectifs scolaires francophones du comté, répartis dans sept écoles, au sein d'un même conseil. Un rapport produit par les deux CELFF, en mai 1989, propose la création d'un conseil francophone avec une section séparée et une section publique, dès novembre 1991.

De son côté, le gouvernement ontarien manifeste une grande réticence à l'idée d'ajouter d'autres conseils scolaires de langue française aux deux qui existent déjà à Toronto et à Ottawa. La francophonie ontarienne envisage donc un nouveau combat: non seulement désire-t-elle un établissement scolaire, elle exige le droit de le gérer.

Daniel Marchildon est journaliste-pigiste en Ontario



pendance du Québec. D'ailleurs le gouvernement provincial de William Davis cherchait à se faire le champion de l'unité nationale. Ainsi, le 23 avril 1980, à un mois du référendum, le gouvernement de l'Ontario, le conseil scolaire et la communauté francophone s'entendaient enfin sur la construction d'une école de 500 000\$. Or, un an s'écoula avant sa construction. La ville de Penetanguishene adopta donc une résolution prônant un référendum sur l'école française, lors des élections municipales de l'automne 1980. Seize des 23 municipalités de Simcoe emboîtèrent le pas.

Toutefois, Basile Dorion, un membre du CCLF, obtenait en Cour Suprême de l'Ontario une injonction contre ce référendum. Le conseil scolaire de Simcoe, freiné par la ville de Penetang lors d'une demande de changement de zonage, s'est vu contraint à trouver un

Victor Dupuis, le président du conseil étudiant de l'E.S.H., faisait sa 13e année en 1979. Il a souvent dû prendre la parole et défendre cette cause. Après un an à Le Caron, il a quitté la région pour étudier à Ottawa où il habite toujours. Pendant plus de trois ans, il a porté les cicatrices psychologiques de la crise. «À l'université, j'avais très peur de parler dans les classes. J'avais toujours en tête l'idée que, si je parlais, 150 personnes me critiqueraient ou me diraient non.»

D'autres francophones sont devenus carrément désabusés de la politique scolaire. Roméo Marchand, le président du CCLF en 1980, se rappelle du climat de méfiance de l'époque. «Peu importe ce que le gouvernement provincial nous offrait, il fallait se quereller. J'ai dû démissionner car tous les membres du comité étaient contre moi.»

D'ailleurs, l'école Le Caron,

boycottage de treize mois des ateliers du PSS.

## Devant les tribunaux

La deuxième étape de la crise se joue devant les tribunaux. Toujours en 1983, l'ACFO intente un procès contre le gouvernement de l'Ontario pour faire reconnaître le droit des francophones à la gestion de leur école.

Conjointement avec l'ACFO, Jacques Marchand, un parent francophone, entame une action légale contre le Conseil scolaire de Simcoe et la province pour revendiquer le droit des francophones de l'Ontario à des services équivalents à ceux de la majorité anglophone en matière d'éducation.

La victoire qu'obtenait l'ACFO en juin 1984 est venue appuyer la cause Marchand qui fut entendue en mai 1986. Au cours du procès, le gouvernement offrait 2,5 millions de dollars pour régler le différend



# L'Université Sainte-Anne et l'éducation des Acadiens en Nouvelle-Écosse

L'Université Sainte-Anne, située à Pointe-de-l'Église, au sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, célèbre cette année un siècle de présence active dans l'éducation des Acadiens. Elle est née en 1890, pour répondre au besoin d'éducation dans un milieu où l'école, suite aux lois de 1864, était une source d'anglicisation, où d'ailleurs peu de jeunes atteignaient même le niveau secondaire. Les Conventions nationales, de Memramcook d'abord en 1881, puis de

Pointe-de-l'Église en 1890, réclamaient un collège français en Nouvelle-Écosse. Les gens de la Baie Sainte-Marie reconnaissent assez la valeur de cette fondation pour participer directement à sa construction, par des comités, des corvées de travail et des dons de matériaux, surtout du bois de charpente. Les débuts, sous le Père Blanche, sont d'autant plus pénibles que les premiers élèves sont préparés en anglais, et même les Pères venus de

France, assez paradoxalement, croient un moment rendre service à ces jeunes Acadiens, en leur enseignant l'anglais, «nécessaire aux affaires». Le coup de barre salutaire est donné, en 1902, par le Père Dagnaud, qui fait partie d'un comité provincial ayant pour fonction d'améliorer l'enseignement du français dans les écoles acadiennes; il écrit même un manuel scolaire, le Quatrième livre de lecture, avec sous-titre À travers le Canada. Ce manuel sera l'école de langue pour toute une génération d'écoliers.

Dès lors, le Collège Sainte-Anne joue un rôle essentiel, à plusieurs niveaux de l'éducation scolaire et nationale. Il s'agit d'abord, par le Cours Classique, de former une classe de professionnels acadiens, capables d'assurer une direction de la vie nationale, et l'épanouissement d'une identité nationale.

À l'enseignement scolaire, Sainte-Anne apporte toujours sa participation, par toutes sortes de colloques, de conventions pédagogiques tenues dans ses murs, à travers toute son histoire. En 1941, le Père Jules Comeau, avec le secours du Ministre Willie Comeau, obtient du gouvernement provincial le droit d'offrir des cours d'été en français, permettant aux instituteurs et institutrices des écoles d'améliorer leur compétence. Ces cours ne durent que quelques années, s'arrêtant en

1946, mais leur impact est très fort. Les institutrices qui sont passées par ces cours, et par quelques cours de B.A. donnés jusqu'en 1953, prépareront à l'enseignement supérieur une génération de jeunes du milieu.

Centre de vie acadienne, c'est le Collège Sainte-Anne qui parraine la naissance d'œuvres de réclamation nationaliste, comme l'Association Acadienne d'Éducation en Nouvelle-Écosse, l'Association des Instituteurs Acadiens (née pendant les cours d'été en 1945) et la Société Historique de Clare; des œuvres aussi de formation sociale, comme la Colonie de Jeunesse Acadienne, ou le Conseil des Arts et de l'Artisanat de Clare. Enfin, c'est grâce à son Supérieur, le Père Léopold Laplante que sera créé, en 1953, le diocèse de Yarmouth, afin de protéger les intérêts des Acadiens contre l'empiètement des intérêts anglophones centralisés à Halifax.

L'œuvre de Sainte-Anne est un moment compromise par la «crise» de survivance, de 1965 à 1971, qui confronte l'institution aux volontés d'un gouvernement provincial tendant vers une translation de la maison à la ville de Yarmouth. Les dirigeants voient là, à tort ou à raison, un danger d'assimilation et protestent, appuyés fortement par la population locale, contre ce qu'ils considèrent comme une nouvelle


«Déportation». Le Collège demeure sur son site, devenant en 1971 l'Université Sainte-Anne, laïcisée et mise au service de toute la population d'un pays officiellement bilingue. Dans cette nouvelle optique, l'Université développe des cours d'immersion en français, mais son identité primordiale demeure celle d'une institution au service des Acadiens. On s'efforce d'abord de renouer avec les autres régions acadiennes de la province, distancées un peu par les malentendus de la crise. Le Département d'Éducation permanente organise des cours répondant à toutes sortes de besoins du milieu immédiat, mais aussi, au moyen du vidéo et de l'informatique, pour des régions plus éloignées. Le département des Sciences de l'Éducation présente un programme excellent de préparation à l'enseignement du français dans les écoles, envoyant ses étudiants en stages dans toutes les écoles de la région. On y a offert des cours de maîtrise, en collaboration avec l'Université de Moncton, et l'on y étudie présentement des possibilités de doctorat en éducation, avec une université du Québec.

Au service de la communauté, l'Université crée un Centre de Développement Communautaire; son département de Commerce est à l'origine du Centre Jodrey qui s'intéresse au bien de la Petite et Moyenne Entreprise. Le campus de Sainte-Anne loge les bureaux d'un Centre Provincial de Ressources Pédagogiques, dont l'œuvre consiste en la création et la distribution de matériel d'enseignement scolaire. Enfin, le Centre Acadien, créé par l'historien Alphonse Deveau et dirigé par le professeur Neil Boucher, est devenu le dépositaire riche de documents relatifs à l'histoire et au folklore d'Acadie, le tout à la disposition du public et le département des Études françaises vient de créer le Centre de littérature jeunesse.


L'Université Sainte-Anne entre dans une nouvelle étape, riche de l'expérience acquise, d'un groupe d'étudiants de plus en plus nombreux, d'un campus en voie d'expansion matérielle. Elle demeure plus que jamais une présence vivante, et un gage d'avenir prometteur au milieu de ce peuple acadien néo-écossais qui est sa première raison d'être. (Publi-reportage)

**René LeBlanc, professeur**  
Département des Études françaises, Université  
Sainte-Anne, Pointe-de-l'Église, Nouvelle-Écosse


**APPRENDRE**




**DANS SA PROPRE LANGUE**



**UN DROIT**



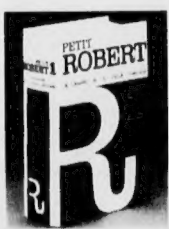
**FONDAMENTAL À SAUVEGARDER**



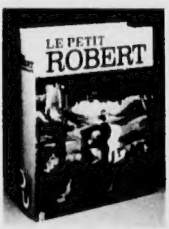
Centrale de l'enseignement du Québec

**LE MOT JUSTE :**

## ROBERT



- dictionnaire analogique de la langue française
- 59 000 mots
- 2 200 pages



- dictionnaire de la langue française
- 35 000 mots
- 1 470 pages

- un vrai dictionnaire pour les enfants
- 20 000 mots
- 1 220 pages
- 80 planches en couleurs

**DICOROBERT (514) 745-0510**



## la commission nationale des parents francophones

### Au service de l'éducation

La commission nationale des parents francophones est l'organisme qui représente les comités de parents du pays sur le plan national. Notre objectif est d'assurer l'application intégrale de nos droits reconnus en éducation par l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés. Nous revendiquons des écoles homogènes et leur gestion dans toutes les communautés francophones ou acadiennes du Canada.

Nous revendiquons aussi un système d'accueil visant à intégrer les ayants droit à l'école homogène française.

Nous intervenons au préscolaire.

Non seulement faut-il faciliter une meilleure préparation linguistique à nos enfants mais il faut de plus assurer un meilleur recrutement des étudiants dans nos écoles.

C'est pourquoi les comités de parents de tous les coins du pays revendiquent des garderies, prématernelles ou tout autre forme de projets préscolaires partout au pays.

Vous êtes intéressés? Communiquez avec l'organisme de parents de votre région:

### Listes des membres:

**Association des parents du programme cadre de français**  
Pièce 4/5, 117 est, 15e rue  
Vancouver Nord (Colombie-Britannique)  
V7L 2P7 Téléphone: (604) 983-2004

**Fédération des parents francophones de l'Alberta**  
205-8925, 82e avenue  
Edmonton (Alberta) T6C 0Z2  
Téléphone: (403) 468-6934

**Commission des écoles fransaskoises**  
203-440, 2e ave. nord

**Saskatoon (Saskatchewan) S7K 2C3**  
Téléphone: (306) 569-2188

**Fédération provinciale des comités de parents**  
169, rue Marion  
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0T3  
Téléphone: (204) 237-9666

**Fédération des associations de parents et instituteurs de l'Ontario**  
325, rue Dalhousie, pièce 501  
Ottawa (Ontario) K1N 7G2 Téléphone: (613) 235-4321

**La Société Saint-Thomas d'Aquin**  
340, rue Court, C.P. 1330  
Summerside (Île-du-Prince-Édouard) C1N 4K2  
Téléphone: (902) 436-4881

**Comités de parents du Nouveau-Brunswick Inc.**  
421, rue Acadie  
Dieppe (Nouveau-Brunswick) E1C 4Z5  
Téléphone: (506) 859-8107

**Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse**  
5426 Portland Place

**Halifax (Nouvelle-Écosse) B3K 1A1**  
Téléphone: (902) 425-2760

**Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador**  
272, rue Duckworth  
Saint-Jean (Terre-Neuve) A1C 1H3  
Téléphone: (709) 722-0627

**Société des parents francophones du Yukon**  
302, rue Strickland C.P. 5205  
Whitehorse (Yukon) Y1A 4Z1 Téléphone: (403) 668-2663





# LE SYSTÈME D'ÉDUCATION PUBLIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

(PRIMAIRE ET SECONDAIRE)



par Pauline Dugré

Fredericton

Le Nouveau-Brunswick, comme seule province officiellement bilingue au pays, se voit souvent attribuer l'épithète de microcosme du Canada. Près du tiers de sa population est d'expression française sur une population totale de 720,700 habitants. Province officiellement bilingue depuis 1969, son système d'éducation reflète cette réalité puisqu'il offre des services éducatifs complets de la première à la douzième année tant dans une langue officielle que dans l'autre.

## LES ÉLÈVES, LES ENSEIGNANTS, LES ÉCOLES

La clientèle scolaire francophone du Nouveau-Brunswick compte 44,951 élèves, répartie en 149 écoles relevant de conseils scolaires exclusivement homogènes. Le personnel enseignant totalise 2,609 personnes pour le secteur francophone.

Le Nouveau-Brunswick permet aux élèves d'étudier dans la langue de leur choix. Cependant, un jeune anglophone sera admis à l'école française dans la mesure où il aura réussi avec succès un test d'évaluation mesurant sa compréhension de la langue d'enseignement, et il en est de même pour le jeune francophone qui veut fréquenter une école anglaise.

## UNE ÉVOLUTION CONSTANTE

L'enseignement en français existe depuis longtemps au Nouveau-Brunswick. Cet enseignement se situait principalement dans les régions majoritairement francophones de la province. Les années 60 ont été une plaque tournante pour l'éducation. En effet, des changements importants ont été apportés au système des écoles publiques du Nouveau-Brunswick donnant une impulsion soutenue au devenir de l'école francophone. On peut dire que quatre grands changements ont façonné le système actuel.

### I Programme de chances égales

A la suite d'une Commission royale d'enquête sur le financement et la taxation municipale, le gouvernement adopta en 1966 une législation des plus significatives en matière de financement des programmes sociaux dont l'éducation, la santé et le bien-être social. Cette loi, communément appelée «Programme de chances égales pour tous», confiait à la province le financement complet de l'éducation. Le financement des écoles qui relevait, depuis 1943, des comités n'assurait pas une éducation de qualité égale partout dans la province en raison de la situation fiscale de certains comités dont les capacités de revenu étaient très limitées. Les 422 districts scolaires qui existaient alors furent dissous et remplacés par 33 districts administrés par des conseils scolaires.

### II La dualité au ministère de l'Éducation

Cette prise en charge de l'éducation par l'État s'accompagna d'une série de changements. En 1973, le gouvernement créa un comité sur la planification éducative et la structure du ministère de l'Éducation. Le rapport qui en résulta «L'Éducation de demain» recommanda la création de deux structures semblables sur la base linguistique au sein du Ministère pour desservir les deux communautés linguistiques. Ce comité encouragea également la création de districts unilingues là où il existait encore des districts bilingues. L'année suivante, soit en 1974, le Ministère créait deux divisions parallèles des services éducatifs, l'une francophone, l'autre anglophone. La dualité était ainsi créée au ministère de l'Éducation. Des changements dans l'attribution des budgets étaient également apportés en vue d'assurer une meilleure distribution des fonds publics entre les deux secteurs.

### III Les conseils scolaires homogènes

Trois ans plus tard, soit en 1977, le gouvernement



créait un comité ad hoc chargé d'étudier l'organisation et les frontières des districts scolaires du Nouveau-Brunswick. Le comité recommanda que toutes les écoles et les districts scolaires soient organisés sur une base linguistique, et que ces principes soient énoncés dans la Loi scolaire. Ces recommandations ayant été acceptées par le gouvernement, neuf autres districts ont été formés depuis, en vertu de cette recommandation, portant à 42 leur nombre total. Les écoles homogènes existent depuis ces amendements à la Loi scolaire apportés en 1981.

### IV La réforme pédagogique

Le quatrième changement important a trait à la réforme pédagogique de l'école secondaire francophone annoncée en mars 1986. Cette réforme qui vise l'excellence en éducation proposait un nouveau modèle d'organisation de l'école secondaire ainsi qu'un plan d'implantation échelonné sur trois ans. La réforme pédagogique reposait essentiellement sur le principe de la formation générale en instaurant un tronc commun de matières obligatoires. Un autre élément significatif de cette réforme visait la mise en place d'un programme d'examen provinciaux dans six matières du tronc commun de cours obligatoires. Ceux-ci devraient être réussis pour l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires.

## STATISTIQUES 1989-1990 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU NOUVEAU-BRUNSWICK

	SECTEUR FRANCO.	SECTEUR ANGLO.	PROV.
<b>INSCRIPTIONS:</b>			
Elémentaire	22,691	42,123	64,814
Secondaire (1er cycle)	11,929	23,351	35,280
Secondaire (2e cycle)	10,331	24,167	34,498
<b>TOTAL</b>	<b>44,951</b>	<b>89,641</b>	<b>134,592</b>

## ROLE ET STRUCTURE DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Le ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick est le seul ministère au pays caractérisé par la dualité. La structure prévoit un ministre de l'Éducation, appuyé de deux sous-ministres. En effet, l'administration du Ministère est confiée à deux sous-ministres, l'un anglophone, l'autre francophone. Les deux se partagent la responsabilité de l'orientation et de l'administration générales du système et assurent individuellement la responsabilité de l'administration de leur système linguistique respectif. Pour les assister, on retrouve trois sous-ministres adjoints, l'un travaillant aux services de soutien, et les deux autres chargés de superviser les services éducatifs pour chaque secteur linguistique. Sous l'autorité de ces derniers, on y retrouve deux structures parallèles de directions et de services, soit les programmes d'études, l'évaluation, le perfectionnement pédagogique, les services aux élèves et les services administratifs et de la recherche.

Cette structure permet à chaque secteur linguistique de fixer ses objectifs particuliers à partir des objectifs généraux du Ministère, de définir ses priorités, d'établir et d'orienter ses propres programmes selon sa propre conception. La mission du ministère de l'Éducation est d'éduquer la jeunesse néo-brunswickoise dans l'une ou l'autre des langues officielles. Les deux secteurs échangent sur leurs visions des choses pour ensuite adopter une position, une seule, qui pourra se concrétiser par une diversité d'actions selon les orientations de chacun des secteurs.

Le Ministère assume le financement total du système en accordant annuellement à chaque conseil scolaire un budget de fonctionnement pour assurer l'ensemble des programmes et des services. Le financement provient uniquement des fonds généraux du gouvernement puisqu'il n'y a aucune taxe scolaire locale imposée au Nouveau-Brunswick. Le budget est réparti sur la base de normes de dotation en personnel pour environ 75% du montant total. Le restant, soit 25%, est distribué à partir des coûts des années passées et du nombre d'élèves inscrits.

## LES CONSEILS SCOLAIRES

La carte scolaire du Nouveau-Brunswick compte quinze districts francophones et vingt-sept anglophones. Chaque district est géré par un conseil scolaire élu à tous les trois ans et les programmes et services sont assurés par une direction générale.

La Loi scolaire confie aux conseils scolaires la pleine responsabilité d'administrer les programmes prescrits par le ministère de l'Éducation à partir de l'enveloppe budgétaire accordée annuellement à chaque conseil. Ce sont eux qui embauchent le personnel enseignant et de soutien pour les écoles relevant de leur juridiction.

## LES INTERVENANTS EN ÉDUCATION

Le secteur francophone du ministère de l'Éducation travaille étroitement avec plusieurs intervenants scolaires. En plus des conseils scolaires qui sont évidemment les partenaires privilégiés, le Ministère suscite une collaboration continue avec l'Association des conseillers scolaires francophones du N.-B., les directrices et directeurs généraux, l'Association des enseignant(e)s francophones du N.-B., les Comités de Parents, l'Université de Moncton, pour ne nommer que les principaux organismes de concertation. Tous ces intervenants ont pour tâche principale de représenter et de défendre les intérêts de leur groupe respectif auprès du Ministère dans différents dossiers.

Cette collaboration entre les intervenants scolaires et le Ministère ne vise qu'un but: parfaire le système d'éducation publique au Nouveau-Brunswick de sorte qu'il puisse répondre aux plus hauts critères d'excellence.

Le système d'éducation publique du Nouveau-Brunswick a progressé de façon remarquable depuis l'introduction du «Programme de chances égales». Ces quelques vingt dernières années ont permis le développement d'une infrastructure solide au profit des deux communautés linguistiques. Accessibilité et équité en matière d'éducation sont une réalité de notre système. (Publi-reportage)

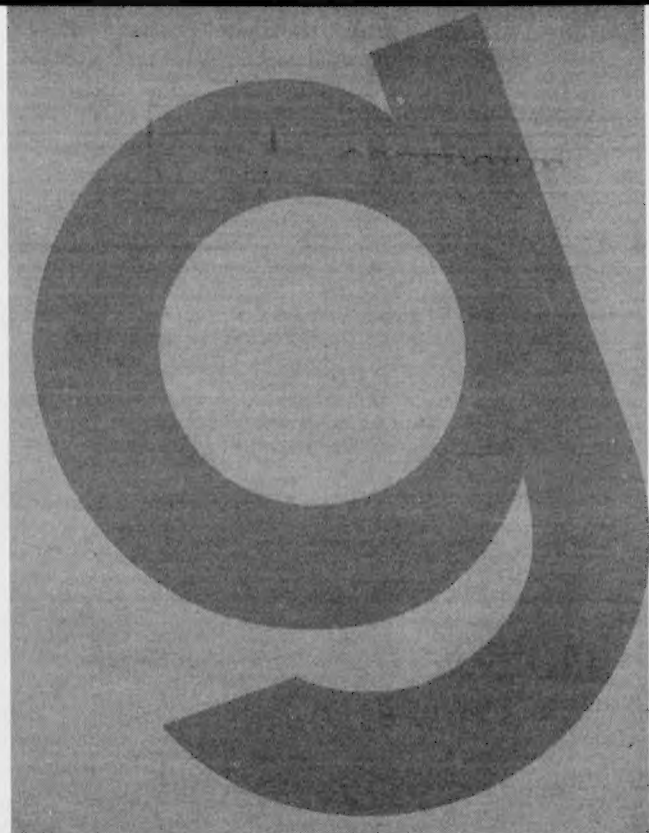


# Guérin

Guérin, l'éditeur des écoles, rend hommage aux professeurs(es), aux auteurs(es) et à tous ceux et celles qui collaborent au développement intellectuel de nos élèves. Votre travail rigoureux, honnête et constant assure à notre jeunesse une formation pédagogique adéquate.

Guérin vous invite à vous joindre à cet effort collectif qui nous assure une production nationale de qualité.

Avec vous Guérin marque le passé, exprime le présent et dresse l'esquisse d'un avenir prometteur.



## bienvenue



4501, rue Drolet, Montréal (Québec) H2T 2G2  
Tél.: (514) 842-3481 Fax: (514) 842-4923

*Une équipe de production et de distribution chevronnée, une entreprise dynamique dont le souci premier est la qualité de l'éducation.*

*Une entreprise qui se veut...*

## LE REFLET DE VOTRE CRÉATIVITÉ

**MATÉRIEL  
PÉDAGOGIQUE  
POUR LE**

**PRIMAIRE**

**SECONDAIRE**

**COLLÉGIAL**

**UNIVERSITAIRE**

# LIDEC



4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville, Montréal (Québec) H2W 2H5  
Tél.: (514) 843-5991 Fax: (514) 843-5252